الوضع القانوني للإسلام في أوروبا

STATUT JURIDIQUE DE L'ISLAM EN EUROPE

"Colloque International du 14 & 15 mars 2009 à Fès"

DOSSIER DE PRESSE

المملكة المغربية
ROYAUME DU MAROC

ccme
مجلس الجالية المغربية بالخارج
CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ MAROCAINE À L'ÉTRANGER

« Statut juridique de l'Islam en Europe »

Colloque organisé les 14 et 15 mars à Fès

DOSSIER DE PRESSE

LISTE DES ARTICLES DU DOSSIER DE PRESSE

- Le Matin, Entretien avec M. El Yazami
- Le Soir, Le CCME lance le débat sur la religion
- Aujourd'hui le Maroc, L'intégration des Musulmans en Europe gagne de l'importance
- Al Bayane du 14 mars ; L'Islam européen en débat
- Dépêches de la MAP ;
- Au Fait L'Islam en Europe, quel Statut juridique ?
- Le Matin du 17 mars ; le Statut de l(Islam en Europe
- Al Bayane du 17 mars ; L'intégration des musulmans en Europe ;
- MSN , reprise de Aufait
- L'Observateur du 20 mars , Entretien avec DEY
- La MAP du 17 mars ; Entretien avec M. Boussouf
- Yabiladi du 17 mars ; Le Maroc participe au débat sur la gestion du culte musulman en Espagne
- Al Mouhajir ; le manque de « lieux de culte décents et d'imams formés en Espagne »
- Villes 2 Fes ; Colloque à Fès sur "Le Statut juridique de l'Islam en Europe"
- L'Express ; Du rififi au Conseil français du culte musulman
- Yabiladi ; Le CCME déplore la discrimination des musulmans en Europe
- Medi1Sat ; Le Statut juridique de l'Islam en Europe, thème d'un colloque international samedi et dimanche à Fès
- La Gazette du Maroc, L'Islam en Europe, une gestion de proximité
- Jeune Afrique ; Islam et laïcité : l'exception française
- Le Soir du 18 mars ; le CCME déplore la discrimination
- Al Bayane,Le CCME appelle les pays européens à aider à corriger l'image erronée sur l'islam
- L'Economiste ; Les musulmans de France en exemple
- L'Economiste ; les revendications de l'islam en Europe
- Tanmia ; Le Maroc participe au débat sur la gestion du culte musulman en Espagne
- DNA ; Islam en Europe : l'exemple de Strasbourg
- Yenno Belgique ; *Stéphane Papi, chercheur: "L'Islam européen ne va pas se décider dans les pays des oorigines des immigrés musulmans mais en Europe*
- *El Mundo ;* El Gobierno de Zapatero prefiere no intervenir en asuntos internos del islam
- *El Mundo ;* Los musulmanes, enfrentados por el control del culto islámico en España
- *El Mundo ;* La Comision Islamica
- *El Mundo ; Marruecos reclama una reforma de la Comisión Islámica de España*
- *Europa press ; Los marroquíes denuncian la "falta de lugares de culto dignos en España"*
- *ElEconomista ;* La unión islámica dice al gobierno de marruecos que no es quien para decirle cómo se tiene que organizar
- *ElEconomista ;* Los marroquíes denuncian la "falta de lugares de culto dignos en España"

- Juristas consideran que los problemas del Islam en España "no pueden achacarse sólo a los poderes públicos"
- Mugak ; Rabat pide que los musulmanes en España puedan elegir a sus líderes
- Soitu.es Actuaidad ; Marruecos levanta recelos al querer controlar

- الأيام، عبد الله بوصوف لأسبوعية الأيام : ليس هناك تهديد من الديانات الأخرى للإسلام.
- المسائية : السيد اليزمي يؤكد الحضور القوي للشريك المسلم في المعادلة الدينية بأوروبا.
- المراكشية : الأمين العام لمجلس الجالية المغربية بالخارج : أوروبا سوق دينية كبيرة.
- الصبلحية، مجلس الجالية يدعو إلى العلمانية.
- المساء، تسعون بالمائة من ممولي المساجد بأوروبا من المغاربة.
- الأحداث المغربية، الأمين العام لمجلس الجالية المغربية بالخارج : على الأئمة الابتعاد عن السياسة.
- أخبار اليوم، مجلس الجالية يواجه العدل و الإحسان في مساجد أوروبا.
- التجديد، المغاربة مستهدفون من عد تيارات لكن ما يخيفنا ليس طرح الآخر و لكن ضعف طرحنا.
- العلم، الوضع القانوني للإسلام في أوروبا يناقش بالمغرب.
- المغربية، اليومي و الموساوي يبرزان دور الشريك المسلم في المعادلة الدينية بأوروبا.
- رسالة الأمة، فاس تضع التجربة الإسلامية في أوروبا تحت المحك و تكشف البعد الديني للعلمانية المغربية.
- رسالة الأمة، حوار مع محمد الموساوي، رئيس المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية.
- رسالة الأمة، الوضع القانوني للإسلام في أوروبا، فرنسا نموذجا.
- النهار المغربية، حوار مع محمد الموساوي
- الاتحاد الاشتراكي، الوضع القانوني للإسلام في أوروبا وسط انقسامات حادة و غياب الجيل الثالث
- التجديد، انتقادات لتعامل أوروبا مع المسلمين في ندوة دولية بفاس
- الشروق، التأسيس للإسلام الأوروبي يفترض فطيعة مع تصدير الإسلام العربي/القطري
- رسالة الأمة، دعوة الأوروبيين إلى مراجعة صورتهم حول الإسلام
- الجريدة، باحثون و رجال قانون يناقشون الوضع القانوني للإسلام في أوروبا
- مغرب اليوم، الإطار القانوني للإسلام في أوروبا
- الأحداث المغربية، الدعوة إلى جعل الإسلام دينا للتعايش و الاندماج في المجتمعات الأوروبية العلمانية
- الصباح، السيد بوصوف: الحكومة لا تفرض وصاية سياسية على المهاجرين
- أخبار اليوم، السيد عبدالله بوصوف: الجالية لا تحضي بحقوقها كاملة في أوروبا
- التجديد، ثلاثة أسئلة لمحمد الموساوي
- الجريدة، مطالب المجلس الأعلى للجالية المغربية لإصلاح المجلس الإسلامي بإسبانيا
- الصباحية، المغرب يتنافس حول "سلطة" الإسلام بإسبانيا
- الصباح، خبراء مغاربة ة أوروبيون يعتبرون الإسلام مكونا أساسيا في أوروبا
- مدارك، قانونية الإسلام في أوروبا..ندوة بالمغرب
-

LE MATiN.ma

Entretien avec driss yazami

La place de l'Islam en Occident en débat

Les explications du président du CCME

Publié le : 20.03.2009 | 15h05

La place qu'occupe l'Islam en Occident est aujourd'hui plus que jamais d'actualité. Elle a été largement discutée par plusieurs personnalités issues du monde académique, politique, des spécialistes des thématiques relatives à l'immigration et au culte musulman en Europe lors du colloque international qui a été organisé, les 14 et 15 mars à Fès, par le Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger.

Pour les organisateurs, rien que l'adhésion à l'idée de cette rencontre montre qu'elle répond à un besoin réel ressenti à plusieurs niveaux et chez différentes catégories d'acteurs : d'abord chez la communauté musulmane des pays européens, mais aussi chez les instances étatiques chargées de la gestion des cultes et des questions sociales, les institutions chargées de la gouvernance au niveau local, sans parler des milieux académiques.

«Le thème du colloque ne laisse pas à l'écart les pays d'origine des communautés musulmanes de l'Europe, et par conséquence, on peut dire que cette rencontre s'inscrit pleinement dans les débats stratégiques qui visent à renforcer l'établissement d'un espace euro- méditerranéen fondé sur l'équité, le respect, la reconnaissance mutuelle, la solidarité et le dialogue interculturel», ajoute-t-on.

L'originalité du colloque réside aussi, entre autres, dans le fait que les contributions des différents intervenants ont pu approcher le thème de l'Islam à travers l'angle juridique dans le sens large du terme.

Cela a permis de se rapprocher encore plus aussi bien de la réalité des communautés musulmanes des pays européens que celle des organes et centres de décision ayant droit de regard ou bien un poids significatif dans les initiatives officielles marquant l'évolution des statuts, mais aussi de la position de ces communautés dans les sociétés des pays européens. Un constat évident s'impose selon les organisateurs.

Les cas évoqués lors de cette rencontre ont mis en exergue les différentes expériences menées dans chacun des pays européens et témoignent de la différence des approches, des méthodes et des politiques adoptées pour la gestion du « fait religieux islamique ». Ces différences s'expliquent d'une part par la nouveauté (comparé aux autres religions) de ce fait dans les sociétés, et, d'autre part, par la diversité des systèmes de la laïcité entre ces pays.

Les débats ont porté autant sur l'organisation du culte musulman que sur son statut juridique. Mais aussi sur le problème de la représentativité avec tout ce qu'elle implique au niveau de la gestion interne du culte et des rapports de ses membres avec l'Etat et avec la société. Pour Driss El Yazami, président du Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger, la thématique est

d'actualité et permet de favoriser le dialogue autour de la question religieuse dans les pays européens et faire avancer le débat sur la prise en considération de la réalité musulmane en Europe.

Interview : Driss El Yazami, président du Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger

Le colloque organisé par le Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger (CCME) sur le thème «Le Statut juridique de l'Islam en Europe», les 14 et 15 mars 2009 à Fès, a clôturé ses travaux en établissant un état des lieux de la situation juridique des musulmans en Europe. Plusieurs chercheurs, juristes et acteurs politiques européens et marocains d'origine ont présenté un aperçu de la problématique de la pratique du culte musulman dans des pays «culturellement laïques».

LE MATIN : Pourquoi traiter dans le cadre de ce colloque la thématique du statut juridique de l'Islam en Europe aujourd'hui ?

DRISS EL YAZAMI : Il faut d'abord rappeler la mission du Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger.

Ce Conseil est chargé d'une mission consultative auprès du Roi. Il fait office d'observatoire d'analyses sur l'émigration et ses problématiques. Il est chargé, selon son texte fondateur, à émettre des avis et des recommandations sur les projets de textes législatifs et règlementaires concernant l'émigration et les orientations des politiques publiques, ainsi que sur les mesures visant à garantir leurs droits et renforcer leur contribution au développement humain au Maroc.

Partant de là, une des questions essentielles qui se pose aujourd'hui à la communauté marocaine notamment en Europe qui abrite près de 80% des Marocains du monde est la question religieuse. Nous sommes en train de vivre comme musulmans d'Europe une transformation extraordinaire qui est celle de l'enracinement de l'Islam dans des sociétés européennes pluralistes marquées par la laïcité. Et ce même, s'il ya des différences en terme d'organisation du culte d'un pays à l'autre.

Du côté européen, l'Islam est une réalité nouvelle et il faut faire avec. Il s'agit aussi du côté des musulmans d'apprendre d'une certaine manière à vivre comme une minorité dans des sociétés pluralistes et laïques. D'où l'importance de la thématique du statut juridique de l'Islam en Europe. Nous avons décidé de commencer par le droit qui régit la relation entre l'Etat et les cultes parce que c'est le droit dans toute société démocratique qui définit les droits et les obligations des groupes et des communautés. C'est une manière sereine et rationnelle de réfléchir loin des polémiques et des préjugés. L'approche par le droit est en même temps sereine, rationnelle, compliquée et complexe.

Partant de là quelles appréciations portez-vous sur l'image et la place de l'Islam aujourd'hui dans une Europe pluraliste et laïque ?

Nous avons en même temps un double phénomène. Nous avons d'un côté une ouverture de l'européen sur l'autre et vice versa et en même temps le renouveau d'une approche marquée par la peur ; le rejet de l'autre et les préjugés d'un autre côté et qui sont souvent réactivés par l'actualité internationale compliquée. Mais il faut reconnaître que nous avons aussi une dynamique d'ouverture des Etats européens, des responsables au niveau central et des responsables publics européens comme les maires que nous avons invités lors de ce colloque. Ces responsables reconnaissent la réalité de l'enracinement de l'Islam dans leurs sociétés et

cherchent à comprendre. De fait, nous avons en même temps deux dynamiques et selon les moments historiques et l'actualité il y en a qui peut primer sur l'autre.

Ceci étant, je ne cesse jamais de dire qu'il y a une réalité d'ouverture d'acceptation d'autant plus que les communautés musulmanes commencent à se doter de structures de plus en plus efficaces et de cadres de haut niveau représentatifs de leur culture. Nous assistons par exemple à l'ouverture de mosquées et lieux de culte ainsi qu'à des initiatives associatives de plus en plus intéressantes. C'est en fait une double réalité qu'il faut prendre en compte même si souvent la dynamique d'ouverture est la plus dominante et ce malgré l'image que les médias essayent de véhiculer.

Et justement que pensez vous des projections de certains conflits politiques notamment au Moyen-Orient, en Irak sur la scène européenne alimentant les médias et véhiculant une mauvaise image de l'Islam ?

Il y a des difficultés qui peuvent naitre de ce qu'on appelle l'importation des conflits internationaux sur la scène française, anglaise ou belge. Mais je pense que les médias exagèrent un peu sur l'importance de ces événements isolés. Lorsqu'on prend un peu de hauteur et on voit la réalité dans sa dimension globale, nous constatons que ces phénomènes sont minoritaires et ne reflètent pas la réalité même si leur écho médiatique est très important. Certes l'impact des médias peut compliquer un certain moment le tableau mais ça reste des phénomènes isolés. Et puis, les musulmans européens sont aujourd'hui en train de maitriser le cadre juridique et politique dans lequel ils doivent d'évoluer. Il y a l'émergence d'une élite ouverte sur l'autre et qui maitrise le dialogue. Et malgré les petites crises et conflits qui peuvent survenir à tout moment, la tendance est à la pacification et à l'enracinement paisible.

Quel rôle peut jouer le Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger pour améliorer l'image des musulmans marocains à l'étranger ?

Je pense que le conseil doit jouer pleinement ses prérogatives et s'y limiter.

C'est une instance consultative chargée d'émettre des avis consultatifs à Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Mais nous pouvons aussi lancer des réflexions dans le cadre d'un débat public. Je pense que le fait même de tenir cette rencontre au Maroc et d'avoir cette diversité d'intervenants, de permettre des rencontres de responsables publics et juristes européens avec leurs homologues marocains est en soi une petite contribution modeste à la transformation de l'image de l'Islam et des musulmans en Europe.

Le Maroc est un pays de tolérance et d'ouverture et je crois qu'en le montrant tous les jours nous pouvons aussi contribuer modestement à l'amélioration de l'image de l'Islam dans les médias européens. Le fait aussi de rééditer ce genre de rencontre avec d'autres thématiques d'actualité ne peut que participer à ouvrir le débat entre les différentes cultures et l'enrichir. Nous sommes conscients de l'impact des médias et partant de là nous essayons dans la mesure du possible de communiquer tout en mettant en avant la mission principale du Conseil qui est avant tout une institution consultative et de prospective. Nous essayons aussi d'établir des passerelles avec plusieurs opérateurs associatifs, chercheurs et compétences marocaines à travers le monde.

Propos recueillis par rachida bami | LE MATIN

9 mars 2009

LE SOIR

ÉMIGRATION Le CCME lance le débat sur la religion

Le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger, CCME, se penche sérieusement sur l'islam en Europe. Le «statut juridique de l'Islam en Europe», une manière à peine voilée de parler de la religion dans des pays laïcs, est le thème d'une rencontre internationale que le CCME compte organiser en fin de semaine à Fès. *«L'idée*, explique Abdellah Boussouf, SG du CCME, *est de mettre l'université d'Al Qarawiyine au centre de ce dialogue sur l'Islam»*. L'université devrait se charger de répondre aux attentes des MRE en matière notamment d'ouvrages et de publications consacrés à la religion dans les langues de leurs pays d'accueil. L'institution traditionnelle est également appelée à mener une réflexion sur la religion dans les sociétés occidentales. Sociétés dans lesquelles l'islam vit en tant que religion minoritaire, ce qui constitue une nouveauté qui n'a pas été abordée par les penseurs islamiques. L'institution devrait, en outre, lancer des recherches pour répondre aux questions qui préoccupent la communauté marocaine de l'étranger en matière de pratique religieuse. Cette rencontre internationale devrait servir de point de départ pour ce vaste chantier. Et pour baliser le terrain, le Conseil invite des responsables gouvernementaux et locaux des pays d'accueil, France, Allemagne, Belgique…, des experts en sociologie de la religion ou encore des juristes pour débattre de la situation actuelle et proposer et mettre en place une plateforme de réflexion. Une chose est claire, soutient A. Boussouf, *«l'Europe est devenue un marché de religions. Chacun y expose son produit. Notre souci est de présenter un produit attrayant aussi bien pour les Marocains que pour les autres communautés musulmanes vivant dans ces pays»*. Cela étant, *«le modèle marocain reste séduisant»*, confie le responsable du CCME. Cela est d'autant plus important que la pratique religieuse n'a jamais posé de sérieux problèmes dans les sociétés d'accueil. Les Marocains sont habitués à une gestion «laïque», de la chose religieuse. Les MRE financent 90% des mosquées d'Europe, sans le soutien public de leurs pays d'accueil, soutient le responsable du CCME. Pour rappel, le Maroc a débloqué, dans le cadre de l'actuelle loi de finances, une enveloppe de 120 millions de DH pour l'encadrement religieux des Marocains d'Europe. De même, une trentaine d'imams «résidents» ont été envoyés en France pour une durée de quatre ans. **T.A.E**

Colloque de Fès sur l'Islam en Europe

L'intégration des Musulmans en Europe gagne de l'importance

• Driss El Yazami.

Des maires de grandes villes européennes, participant au colloque international sur le «Statut juridique de l'Islam en Europe», ont affirmé, dimanche à Fès, que l'intégration des Musulmans en Europe gagne de plus en plus en importance. *«Depuis plusieurs années déjà, les Musulmans d'Europe ont entamé un processus d'intégration dans les pays d'accueil, en s'impliquant fortement dans la gestion des affaires des villes de leur résidence»*, ont souligné les maires des villes française de Strasbourg et allemande d'Offenbach, lors de cette rencontre, initiée par le CCME. Cette manifestation a traité, deux jours durant, des divers aspects législatifs et sociaux associés à la pratique du culte musulman en Europe. La rencontre, qui réunit des chercheurs et des juristes marocains et étrangers spécialisés en la matière ainsi que plusieurs représentants politiques et acteurs culturels et sociaux, a été une occasion propice pour aborder les législations européennes et la liberté de culte, les législations européennes et les spécificités du culte musulman, les politiques publiques et le culte musulman et l'organisation du culte musulman en Europe. ■

31 mardi 17 mars 2009

Aujourd'hui Le Maroc

AL BAYANE
Fondateur : Ali Yata - Directeur de la publication: Ahmed Zaki

14/15 mars 2009

Colloque international à Fès

L'islam européen en débat

«Le Statut juridique de l'Islam en Europe», est le thème d'un Colloque international, qui sera organisé les 14 et 15 mars à Fès, à l'initiative du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME).

Le colloque rassemblera des chercheurs et des juristes marocains et étrangers spécialisés en la matière ainsi que plusieurs représentants politiques et acteurs culturels et sociaux qui aborderont les divers aspects législatifs et sociaux associés à la pratique du culte musulman en Europe, indique jeudi un communiqué du CCME.

Une présentation de la problématique soulevée par le statut juridique de l'Islam en Europe viendra en introduction du colloque, dont les travaux s'articuleront en second lieu autour des législations européennes et de la liberté de culte, des législations européennes et des spécificités du culte musulman, des politiques publiques et du culte musulman et enfin de l'organisation du culte musulman en Europe.

Une table-ronde sur la gestion de l'Islam dans la cité sera animée par les maires de plusieurs villes européennes qui débattront et confronteront leurs expériences en matière de gestion du culte musulman.

Le CCME, qui a fait de la problématique religieuse une de ses priorités, notamment à travers la mise sur pied d'un groupe de travail «cultes et éducation religieuse», souhaite faire de cette première rencontre un forum de dialogue et d'échanges d'expériences permettant d'établir un premier état des lieux de la situation juridique du culte musulman au sein des pays européens marqués par une «laïcité culturelle», de porter un regard croisé sur leurs expériences et d'analyser les avancées, les défis et les contraintes en la matière.

Selon les organisateurs, l'Islam, véritable thème d'intérêt pour l'opinion publique des pays d'accueil, apparaît de plus en plus comme un élément constitutif de l'identité européenne.

Organe consultatif et prospectif destiné à émettre des avis à SM le Roi Mohammed VI concernant les questions d'émigration, le CCME a pour vocation de mettre en place les mécanismes nécessaires pour assurer une participation accrue des Marocains résidant à l'étranger dans la vie politique et socio-économique de leur pays d'origine.

Le Statut juridique de l'Islam en Europe, thème d'un colloque international samedi et dimanche à Fès

Fès, 12 mars (MAP)- "Le Statut juridique de l'Islam en Europe", est le thème d'un Colloque international, qui sera organisé les 14 et 15 mars à Fès, à l'initiative du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME).

Le colloque rassemblera des chercheurs et des juristes marocains et étrangers spécialisés en la matière ainsi que plusieurs représentants politiques et acteurs culturels et sociaux qui aborderont les divers aspects législatifs et sociaux associés à la pratique du culte musulman en Europe, indique jeudi un communiqué du CCME.

Une présentation de la problématique soulevée par le statut juridique de l'Islam en Europe viendra en introduction du colloque, dont les travaux s'articuleront en second lieu autour des législations européennes et de la liberté de culte, des législations européennes et des spécificités du culte musulman, des politiques publiques et du culte musulman et enfin de l'organisation du culte musulman en Europe.

Une table-ronde sur la gestion de l'Islam dans la cité sera animée par les maires de plusieurs villes européennes qui débattront et confronteront leurs expériences en matière de gestion du culte musulman.

Le CCME, qui a fait de la problématique religieuse une de ses priorités, notamment à travers la mise sur pied d'un groupe de travail "cultes et éducation religieuse", souhaite faire de cette première rencontre un forum de dialogue et d'échanges d'expériences permettant d'établir un premier état des lieux de la situation juridique du culte musulman au sein des pays européens marqués par une "laïcité culturelle", de porter un regard croisé sur leurs expériences et d'analyser les avancées, les défis et les contraintes en la matière.

Selon les organisateurs, l'Islam, véritable thème d'intérêt pour l'opinion publique des pays d'accueil, apparaît de plus en plus comme un élément constitutif de l'identité européenne.

Organe consultatif et prospectif destiné à émettre des avis à SM le Roi Mohammed VI concernant les questions d'émigration, le CCME a pour vocation de mettre en place les mécanismes nécessaires pour assurer une participation accrue des Marocains résidant à l'étranger dans la vie politique et socio-économique de leur pays d'origine.

MAPF 12/03/2009 21:16:00

Ouverture à Fès d'un colloque international sur l'Islam en Europe

Fès, 14 mars (MAP) - "Le Statut juridique de l'Islam en Europe" est le thème d'un colloque international qui a ouvert ses travaux samedi à Fès, avec la participation d'experts représentant divers horizons.

Initiée sous le Haut patronage de SM le Roi Mohammed VI par le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME), cette manifestation traitera, deux jours durant, des divers aspects législatifs et sociaux associés à la pratique du culte musulman en Europe.

Selon ses initiateurs, cette première rencontre se veut un forum de dialogue et d'échanges d'expériences qui permettra d'établir un premier état des lieux de la situation juridique du culte musulman au sein des pays européens marqués par une "laïcité culturelle", de porter un regard croisé sur leurs expériences et d'analyser les avancées, les défis et les contraintes en la matière.

"Véritable thème d'intérêt pour l'opinion publique des pays d'accueil, l'Islam apparaît en effet de plus en plus comme un élément constitutif de l'identité européenne. L'Islam interpelle l'Europe et à l'inverse la société européenne interpelle aussi l'Islam", soulignent les même sources.

La rencontre, qui réunit des chercheurs et des juristes marocains et étrangers spécialisés en la matière ainsi que plusieurs représentants politiques et acteurs culturels et sociaux, est l'occasion pour aborder les législations européennes et la liberté de culte, les législations européennes et les spécificités du culte musulman, les politiques publiques et le culte musulman et l'organisation du culte musulman en Europe.

"Source d'inspiration des lois européennes", "statut des cultes en Europe au regard de la Convention européenne des droits de l'Homme, cas de l'Islam", "l'unification législative au niveau européen", "législations européennes concernant la pratique du culte" et "la liberté de culte en droit français" seront également au menu de cette manifestation.

Organe consultatif et prospectif destiné à émettre des avis à Sa Majesté le Roi concernant les questions d'émigration, le CCME a pour vocation de mettre en place les mécanismes nécessaires pour assurer une participation accrue des Marocains résidant à l'Etranger dans la vie politique et socio-économique de leur pays d'origine.

MAPF 14/03/2009 09:37:00

L'Islam devenu désormais un partenaire plus visible dans l'équation religieuse européenne

Fès, 14 mars -(MAP)- Le président du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger(CCME), M. Driss El Yazami a fait état d'une présence plus visible du "nouveau partenaire musulman dans l'équation religieuse européenne".

"Le nouveau partenaire musulman de l'équation religieuse européenne est ainsi de plus en plus visible, de moins en moins étranger ou immigré et de plus en plus national, puisque revendiqué et assumé par une partie des enfants de l'immigration", a dit M. El Yazami qui intervenait samedi à Fès à l'ouverture d'un colloque international sur "le Statut juridique de l'Islam en Europe".

Selon lui, "ce partenaire demande de manière de plus en plus pressante sa place sur l'échiquier démocratique. Il la demande alors que les religions établies et les Etats européens ont conclu à travers l'histoire des accords, explicites ou implicites, de cohabitation, conférant aux confessions des avantages et des moyens que l'islam, nouveau venu revendique à juste titre".

M. El Yazami a fait savoir que le nouveau partenaire, qui s'enracine dans un environnement polémique, régulièrement réactivé par les tensions internationales, se développe alors que sa base sociale est restée longtemps et est encore dans une large mesure marquée par son histoire ouvrière et son statut social défavorisé, manquant de cadres de qualité, d'équipements dignes.

"Certes, l'organisation de l'enseignement (places respectives du public et du privé, de l'enseignement religieux) et les modalités de financement du culte différent d'un pays à l'autre, et l'espace européen" connaît une grande diversité de modèles institutionnels de rapports entre Etats et religions", mais il y a ce fonds européen commun qu'on ne peut, ni sur le plan de la réflexion ni sur le plan politique, ignorer", a-t-il dit.

Il a rappelé que tout le monde, chacun à son niveau, est témoin et acteur d'un "processus historique inédit, celui de l'enracinement de l'islam dans des sociétés pluralistes et profondément sécularisées et toutes attachées, quelle que soit leur tradition nationale spécifique, à une même laïcité culturelle européenne".

Le président du CCME a affirmé que les sociétés européennes, l'une après l'autre, connaissent une diversification de plus en plus évidente qui se fait à un rythme historique accéléré, transformant de manière essentielle le paysage religieux et culturel de ces pays.

Induits par les vagues successives de l'immigration, les mouvements de population de ces dernières décennies ont transformé le visage de l'Europe, a-t-il poursuivi.

Pour sa part, le secrétaire général du CCME, M. Abdellah Boussouf a relevé que la communauté musulmane en Europe est appelée à trouver des réponses qui doivent accompagner les différentes expériences que connaissent ces pays.

"Les musulmans en Europe sont appelés à réfléchir à créer un cadre capable de s'intégrer

positivement dans la société européenne", a-t-il souligné, précisant que l'Islam est aussi appelé à apporter des réponses à plusieurs questions concernant notamment la polygamie, les conditions de la femme, la liberté religieuse et les droits humains, ainsi que la laïcité adoptée dans les pays européens.

M. Boussouf a souligné la nécessité d'engager une réflexion permettant de préparer les cadres qualifiés et capables de garantir l'encadrement nécessaire pour la consécration des valeurs de cohabitation.

Il a exprimé la disposition du conseil à " contribuer activement à ce débat, dans la perspective d'alléger la discorde et la dissidence", relevant que la communauté musulmane constitue une passerelle et un intermédiaire entre les mondes islamique et européen.

Initiée sous le haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, cette manifestation traitera, deux jours durant, des divers aspects législatifs et sociaux associés à la pratique du culte musulman en Europe.

Cette première rencontre se veut un forum de dialogue et d'échanges d'expériences qui permettra d'établir un premier état des lieux de la situation juridique du culte musulman au sein des pays européens marqués par une "laïcité culturelle ", de porter un regard croisé sur leurs expériences et d'analyser les avancées, les défis et les contraintes en la matière.

La rencontre, qui réunit des chercheurs et des juristes marocains et étrangers spécialisés en la matière ainsi que plusieurs représentants politiques et acteurs culturels et sociaux, est l'occasion pour aborder les législations européennes et la liberté de culte, les législations européennes et les spécificités du culte musulman, les politiques publiques et le culte musulman et l'organisation du culte musulman en Europe.

"Source d'inspiration des lois européennes", "Statut des cultes en Europe au regard de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, cas de l'Islam", "L'unification législative au niveau européen", " Législations européennes concernant la pratique du culte" et "La liberté de culte en droit français" seront également au menu de cette manifestation.

MAPF 14/03/2009 12:28:00

Les Européens non musulmans, appelés à réviser l'image qu'ils portent sur l'islam

Fès, 14 mars (MAP)- les participants à un colloque, initié sous le thème "statut juridique de l'Islam en Europe", ont appelé, Samedi à Fès, les Européens non musulmans à réviser l'image souvent partiale et partielle qu'ils portent sur l'islam.

"Il convient pour les Européens non musulmans de revisiter leur histoire et de réviser l'image souvent partiale et partielle qu'ils portent sur l'islam afin que les musulmans européens puissent faire éclore sur le vieux continent un islam des lumières, fruit d'une nouvelle interprétation des textes adaptés à des sociétés européennes largement sécularisées", a dit le directeur de recherches au CNRS (Strasbourg), Stéphane papi.

M. Papi, qui intervenait lors de la première séance de ce colloque de deux jours initié par le conseil de la Communauté marocaine à l'étranger (CCME), a cependant souligné que la religion musulmane est appelée à s'adapter, non pas à un mais aux différents statuts juridiques qui lui sont proposés par les pays européens où elle se déploie.

" Il n'existe pas de modèle juridique unique d'intégration de la religion musulmane en Europe, mais plutôt des instruments qui diffèrent d'un pays à l'autre, largement façonnés par les populations musulmanes en négociant avec les pouvoirs publics les modalités de leur présence collective", a-t-il dit.

Et d'ajouter que l'Europe peut être perçue moins comme un foyer de remise en cause du religieux, que comme le lieu de la sécularisation de la société et de la religion, l'Etat reconnaissant aux différents cultes le droit d'offrir des réponses spirituelles, éthiques, sociales aux citoyens, dans la mesure où ces cultes reconnaissent le cadre légal, séculaire.

Selon lui, cette sécularisation a emprunté des chemins divers qui peuvent être regroupés en trois grands ensembles, en l'occurrence les pays où une institution religieuse dominante est intégrée dans l'espace de l'Etat, les pays où l'Etat est neutre mais reconnaissant différentes religions et le pays où l'Etat ne reconnaît aucune religion (France).

Pour le chercheur italien Marco Pierroni, "œuvrer pour une meilleure prise de conscience du rôle des immigrés d'origine musulmane, centrer les politiques religieuses sur le bon sens et tenter d'aboutir à un équilibre entre lois et pratiques sont là de sérieuses pistes de travail qui peuvent assurer une meilleure intégration des immigrés musulmans au sein de l'espace européen".

M. Pierroni, qui est professeur à l'université de Rome, a affirmé que le respect des religions constitue l'un des droits fondamentaux que veille à appliquer l'Union européenne.

Il a indiqué que la question de la religion, qui s'affronte à la difficulté de la capacité du système communautaire européen à accompagner des modèles et comportements religieux particuliers, a été depuis plusieurs décennies abordée par le législateur européen.

Le chercheur italien a rappelé que ce n'est qu'à partir des années 90 qu'une codification claire de certains aspects religieux a été opérée, notant que "la charte européenne des droits

fondamentaux réaffirme de manière expressive les valeurs de liberté religieuse, d'égalité, de citoyenneté et de justice ".

Sur la place de la religion dans les pays européens, il a souligné qu'elle est présente dans les différentes législations, citant, à cet effet, des exemples de pays donnant une grande liberté à la manifestation des signes religieux, contre d'autres qui imposent des restrictions à toute " ostentation de la religion ".

Pour M. José Manuel, président d'une organisation civile espagnole travaillant pour le compte du ministère de la justice, en charge des dossiers des communautés juive et musulmane, l'Islam occupe toujours une position particulière en Espagne, qui accueille actuellement plus d'un million de musulmans, coiffés par deux fédérations musulmanes avec une vingtaine d'associations chacune.

Tout en rappelant que la liberté religieuse n'a pas pris forme dans la péninsule ibérique qu'à partir des années 60, M. Manuel a fait savoir que plusieurs lois ont été adoptées dont celle de 1986, qui s'est traduite par la création de 5 associations reconnues et la signature de plusieurs conventions avec des pays partenaires comme le Maroc.

Il a, en outre, fait remarqué que le paysage religieux a énormément changé durant les 40 dernières années en Espagne où "on peut parler désormais d'un Islam espagnol comprenant une communauté musulmane issue de l'émigration et des ressortissants espagnols musulmans appartenant aux 2ème et 3ème générations des émigrés".

Il a, par ailleurs, estimé que l'existence de deux fédérations musulmanes, qui illustrent les dissensions au sein de cette communauté, ne facilite guère la tâche des autorités.

Initiée sous le haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, cette manifestation traitera, deux jours durant, des divers aspects législatifs et sociaux associés à la pratique du culte musulman en Europe.

La rencontre, qui réunit des chercheurs et des juristes marocains et étrangers spécialisés en la matière ainsi que plusieurs représentants politiques et acteurs culturels et sociaux, est l'occasion pour aborder les législations européennes et la liberté de culte, les législations européennes et les spécificités du culte musulman, les politiques publiques et le culte musulman et l'organisation du culte musulman en Europe.

MAPF 14/03/2009 14:45:00

La laïcité garantit aux musulmans de l'étranger la protection de leurs droits religieux (CFCM)

Fès, 14 mars (MAP)- Le président du Conseil français du culte musulman (CFCM), Mohamed Moussaoui a affirmé que la laïcité est bénéfique pour les musulmans à l'étranger, dans la mesure où elle leur garantit la protection de leurs droits religieux et leur permet de pratiquer leurs croyances en toute liberté.

"Etant donné que les musulmans sont minoritaires en Europe, la neutralité religieuse, exprimée par la laïcité, leur garantit la préservation de leur identité ", a souligné M. Moussaoui dans un entretien à la MAP en marge du colloque international sur le "statut juridique de l'Islam en Europe", organisée par le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME).

"Si on suppose, par exemple, que la religion officielle en France était le catholicisme, les élèves musulmans auraient du mal à préserver leur identité religieuse", a-t-il relevé, avant d'ajouter "que "tous les aspects de la vie des musulmans en France seraient affectés dans ce cas de figure ".

- Tous les Français, quelle que soit leur religion, sont traités sur un pied d'égalité.

Pour ce qui est du statut juridique de l'Islam et des Musulmans à l'étranger, M. Moussaoui a relevé que "du point de vue constitutionnel, tous les citoyens français, musulmans soient-ils ou non musulmans, sont traités sur un pied d'égalité ", ajoutant que " la loi française est neutre par rapport à l'appartenance religieuse ".

"En réalité, il ne faut pas ignorer que la majorité de la société française est imprégnée d'une culture judéo-chrétienne et que la relation de la France à l'Islam et les Musulmans à travers l'histoire garde dans sa mémoire certains faits qui pèsent dans le façonnement des mentalités des gens et de leur vision de l'Islam ", a-t-il expliqué.

Et d'ajouter que les évènements que connaît le monde musulman en particulier à l'heure actuelle et la couverture médiatique qui s'en suivit ont des répercussions néfastes sur la vision des sociétés européennes de l'Islam et des Musulmans, relevant que les Musulmans sont appelés à redoubler d'efforts pour faire éclore le vraie visage de l'islam, en tissant des liens sociaux solides basés sur le respect mutuel des droits et des obligations.

-Plusieurs courants en Europe tentent de jeter les bases de dialogue avec les Musulmans

Répondant à une question sur les raisons derrière l'engouement croissant envers l'Islam et les musulmans dans le vieux continent, il a souligné que " plusieurs courants politiques et intellectuels sont apparus dans les dernières décennies tentant d'établir des relations entre Islam et violence ", avant d'expliquer que "tous ceux qui s'intéressent à l'Islam en Occident, adeptes ou opposants de ces courants, essaient de jeter les bases du dialogue avec les Musulmans et chercher des points communs, dans le but d'aboutir à la diffusion de la paix dans le monde".
Revenant sur les réalisations accomplies depuis l'élection du président et des membres du CFCM il y a quelques mois, M. Moussaoui a relevé que cette instance a prouvé qu'elle est le représentant unique de la religion musulmane en France.

Le CFCM a réalisé durant cette période des résultats importants au moment où certains milieux non représentés au sein du conseil pariaient sur un échec du conseil dès les premiers mois, s'est-il réjoui.

Il a rappelé les actions menées par le CFCM, notamment celles portant sur la garantie d'une large participation de toutes les parties et l'obtention d'un siège pour le conseil, ainsi que l'organisation d'un ftour collectif en présence de la ministre chargée des cultes, Mme Michèle Alliot-Marie et de plusieurs décideurs.

Cette manifestation a été l'occasion, a-t-il dit, pour réaffirmer la nécessité de répondre aux revendications de la communauté musulmane dans la perspective d'une intégration positive, qui préserve l'identité et développe une citoyenneté responsable. « Concilier entre intégration au sein de la société française et préservation de l'identité ».

Sur la politique à suivre pour intégrer la communauté musulmane dans la société française tout en veillant à préserver l'identité islamique, M. Moussaoui a fait savoir que la constitution française garantit à tous les citoyens le droit de pratiquer leurs cultes.

Il a affirmé que les musulmans, qui ont franchi des pas importants en la matière, ont construit durant les 20 dernières années plus de 1.000 mosquées et réalisé plusieurs acquis, notamment la présence des prédicateurs dans les casernes militaires, les prisons et les hôpitaux, ainsi que la distribution de repas halal dans ces lieux.

Le président du CFCM a appelé la communauté musulmane à l'étranger à une participation positive dans la vie publique à travers une contribution effective aux choix politiques des pays de résidence.

Dans le même sillage, M. Moussaoui a souligné l'impératif d'accorder un intérêt particulier à la formation des générations montantes, dont l'accès aux postes de décisions.

Il a appelé cette communauté à s'ouvrir davantage et à renoncer au négativisme en vue de redresser l'image de l'Islam « Juste milieu et modération ».

Concernant l'action du CFCM pour améliorer l'image de l'Islam et des musulmans en Europe, le responsable a insisté sur la nécessité de défendre une religion du juste milieu et de modération et de lutter par tous les moyens légaux contre les tendances extrémistes.

Il est nécessaire de voir le conseil participer à tous les débats que connaît la société française dans divers domaines, notamment lors de la révision des lois relatives à la recherche médicale qui est étroitement liée à l'éthique, a-t-il souligné, précisant que le conseil est appelé à émettre un avis sur ces questions.

M. Moussaoui a souligné qu'il est temps d'évoquer la solidarité sociale pour palier aux problèmes de pauvreté et d'habitat, rappelant que l'exécutif français prend en considération les propositions des représentants des différentes tendances et religions.
MAPF 14/03/2009 16:48:00

L'Islam, une composante définitive et visible de la vie cultuelle en Europe

Fès, 14 mars (MAP)- L'Islam est désormais une composante définitive et visible de la vie cultuelle en Europe, où il se développe, enrichissant davantage la pluralité des sociétés dans les pays d'accueil des immigrés musulmans, ont souligné samedi à Fès les participants à un colloque, initié sous le thème "Statut juridique de l'Islam en Europe".

Exposant le cas de la Belgique, qui se définit comme un Etat non confessionnel, le Pr. Felice Dassetto, directeur du Centre Interdisciplinaire d'Etudes de l'Islam dans le Monde Contemporain (Cismoc, Université catholique de Louvain-la-Neuve) a affirmé que la formation en Europe des futures générations et des leaders de la communauté musulmane représente le plus grand défi auquel l'islam est confronté.

Malgré certaines difficultés, l'Islam s'est doté dans ce pays d'une importante infrastructure, de mosquées et d'Imams pour permettre aux fidèles de s'acquitter de leur devoir religieux, a-t-il dit.

Par ailleurs en Espagne, a estimé M. Jaime Rossel Granados, professeur de droit ecclésiastique, l'évolution du statut de l'Islam est handicapée surtout par l'absence d'une représentation pouvant jouer le rôle d'interlocuteur unique de l'Etat.

Au plan législatif, la Constitution adoptée après la chute du régime franquiste en 1973 garantit la liberté religieuse et la neutralité de l'Etat comme elle consacre le principe d'égalité et de non discrimination entre les religions, a-t-il ajouté, soulignant la nécessité pour les institutions religieuses de coopérer avec le gouvernement.

De son côté, M. Francesco Zannini, professeur à l'institut pontifical des études arabes et islamiques à Rome, a indiqué que l'Italie compte à présent plus d'un million de musulmans issus de différents pays, ce qui représente plus de 32 pc de l'ensemble des immigrés vivant dans ce pays.

M. Zannini a rappelé que le gouvernement a créé en 2005 un conseil de l'Islam, un espace cultuel dont l'action est compatible avec la constitution et qui a pris part de manière active à l'élaboration d'un document appelé charte des valeurs de citoyenneté et d'intégration, dont les grandes lignes ne sont pas en contradiction avec les préceptes de l'Islam et qui garantit la liberté de religion.

En Allemagne où vit une importante communauté musulmane comptant plus de 5 millions de personnes dont la majorité est d'origine turque, l'Etat est ouvert à toutes les religions en se gardant toutefois d'intervenir dans les affaires des associations religieuses, a souligné M. Mathias Rohe de l'université de Nuremberg, qui a rappelé que le climat favorable a permis l'institution d'une Conférence islamique, qui aura la lourde tâche de faire dissiper la peur qu'éprouvent les Allemands à l'égard de l'Islam en leur montrant son véritable visage humaniste et ses appels au dialogue, à la coexistence et à l'acceptation de l'autre.

Cette situation est proche de celle qui prévaut en Grande Bretagne, a affirmé de son côté, M. Muhammad Habibur Rahman, universitaire de Londres, selon lequel il n'y a pas de contradiction

entre l'Islam et les lois de son pays, à condition toutefois de les respecter.

Le colloque, qui réunit pendant deux jours des chercheurs et des juristes marocains et étrangers spécialistes en la matière ainsi que plusieurs représentants politiques et acteurs culturels et sociaux, est l'occasion pour aborder les législations européennes et la liberté de culte, les législations européennes et les spécificités du culte musulman, les politiques publiques et le culte musulman et l'organisation du culte musulman en Europe.

MAPF 14/03/2009 21:30:00

L'intégration des Musulmans en Europe gagne de plus en plus en importance (colloque)

Fès, 15 mars -(MAP)- Des maires de grandes villes européennes, participant au colloque international sur le "statut juridique de l'Islam en Europe", ont affirmé, dimanche à Fès, que l'intégration des Musulmans en Europe gagne de plus en plus en importance.

"Depuis plusieurs années déjà, les Musulmans d'Europe ont entamé un processus d'intégration dans les pays d'accueil, en s'impliquant fortement dans la gestion des affaires des villes de leur résidence", ont souligné les maires des villes française de Strasbourg et allemande d'Offenbach, lors de cette rencontre, initié par le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME).

Pour le maire de la ville de Strasbourg, M. Roland Ries "l'intégration de l'Islam dans les pays européens gagne en importance en raison notamment de l'évolution des mentalités et de l'acceptation des musulmans en tant que partenaires à part entière dans l'entreprise de développement et de dialogue interreligieux".

L'avenir semble prometteur, selon lui, car "il y a une acceptation très forte de l'Islam, qui bénéficie désormais d'un traitement sur le même pied d'égalité que les autres religions", estimant que "le statut de l'Islam va évoluer d'autant plus qua l'opinion publique aura préalablement évolué et que les craintes de perdre son identité auront également disparu ".

Le climat d'entente et de concertation régnant entre les différentes composantes de la ville, qui abrite actuellement 16 lieux de culte musulmans aux cotés de 30 églises catholiques, 13 églises protestantes, 9 synagogues et 10 temples bouddhistes, a permis le lancement d'un appel commun des représentants de toutes les religions dans la ville, à l'occasion de la guerre contre Gaza, a-t-il dit.

La maire d'Offenbach, Mme Birgit Simon, a souligné, quant à elle, que " l'intégration des immigrés, musulmans soient-ils ou non, est érigée au rang de priorité par les responsables allemands", relevant que ces immigrés, une source, selon elle, de diversité culturelle, linguistique et économique, contribuent au développement de la ville dans tous les aspects.

L'enseignement de la langue et de la culture arabes font aussi partie des programmes de la marie, qui veille à mettre en place des programmes spécifiques éducatifs et socio-professionnels en destination des Musulmans, a-t-elle dit.

La ville d'Offenbach, dont près de la moitié de la population est constituée d'immigrants, se veut un vrai laboratoire de traitement des questions de cette couche importante de la société allemande, s'est-elle réjouie.

Auparavant, le professeur David Senat, conseiller chargé des questions juridiques et judiciaires des cultes au ministère de l'Intérieur français a soulevé une question "épineuse", qui est largement revenue dans les débats, à savoir la nécessité d'intégration de toutes les sensibilités au sein des organisations représentatives des Musulmans.

Une intégration réussie des musulmans au sein des pays d'accueil passe, selon lui, en premier

lieu par la facilitation du dialogue au sein des organisations qui les représentent.

"La position des Musulmans en Europe se trouve parfois affaiblie par les dissensions au sein même des organisations représentatives des Musulmans", a-t-il fait remarquer.

Donner de l'importance à la formation des instituteurs de religion et des imams, s'ouvrir sur les autres organisations même de confession différente, se focaliser sur les dénominateurs communs entre ces organisations et trouver des réponses concrètes aux questions des Musulmans d'Europe, surtout les jeunes générations, sont là des pistes à suivre pour renforcer le poids des représentations musulmanes sur le vieux continent.

Fort de son organisation bien structurée autour des principes de l'alternance et de la légitimité élective, le conseil français du culte musulman répond à plusieurs questions posées par les Musulmans de la métropole en leur permettant d'être traités au même pied d'égalité que les autres cultes, a-t-il poursuivi. Il a tout de même appelé à la nécessité de renforcer la présence du Conseil sur la scène médiatique, pour éviter qu'il ne devienne un lieu de renfermement communautaire.

Initiée sous le haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, cette manifestation a traité, deux jours durant, des divers aspects législatifs et sociaux associés à la pratique du culte musulman en Europe.

La rencontre, qui réunit des chercheurs et des juristes marocains et étrangers spécialisés en la matière ainsi que plusieurs représentants politiques et acteurs culturels et sociaux, a été une occasion propice pour aborder les législations européennes et la liberté de culte, les législations européennes et les spécificités du culte musulman, les politiques publiques et le culte musulman et l'organisation du culte musulman en Europe.

MAPF 15/03/2009 14:32:00

Présentation à Fès du livre "le maire et la mosquée" de Françoise Duthu

Fès, 15 mars (MAP)- L'ouvrage "le maire et la mosquée-Islam et laïcité en Ile-de-France" de son auteur Françoise Duthu a été présenté, dimanche à Fès, en marge d'un colloque international initié par le conseil de la Communauté marocaine à l'étranger (CCME) autour du thème "statut juridique de l'Islam en Europe".

Riche de 257 pages, ce livre publié en janvier dernier chez les éditions L'Harmattan, traite de la gestion de l'Islam par des maires de grandes villes françaises.

Six grands chapitres font l'essentiel de cet ouvrage, en l'occurrence "Quand le maire choisit ses musulmans", "Rosny, un cas atypique: quand le maire accompagne une dynamique musulmane autonome ", " quand un visionnaire ambitieux conjugue laïcité et diversité ", " entre deux maires : la longue marche des musulmans de Bobigny " et " quelles politiques municipales de l'Islam ? ".

Françoise Duthu, qui est également maitre de conférences à l'université Paris Ouest-Nanterre et ancienne députée au parlement européen, écrit dans la préface du livre qu'" alors que nombre d'hommes politiques et de médias alimentent un discours de diabolisation de l'islam et des musulmans en se fondant sur des évènements nationaux ou internationaux, la plupart des pratiques liées à cette religion relève des compétences communales ".

"Les premiers magistrats, face à des musulmans dorénavant citoyens, tendent à mettre en place de véritables "politiques municipales de l'islam" ", souligne-t-elle.

Et d'ajouter que "la question de la construction ou de la rénovation de lieux de culte structure les relations maire/acteurs musulmans. Plus que les clivages droite/gauche jouent les représentations de l'islam et de la laïcité des édiles. L'impression demeure d'une approche en termes d'"exception musulmane".

Pour cette économiste de formation, "il est temps que s'instaure un débat sur des traitements différenciés peu acceptables et que soit enfin assurée, conformément à la laïcité, une effective égalité d'accès au culte sur l'ensemble du territoire national. Une exigence pour la démocratie et le vivre ensemble ".

MAPF 15/03/2009 17:05:00

Le CCME appelle les pays européens à aider à corriger l'image erronée sur l'islam véhiculée dans les médias

Fès, 15 mars -(MAP)- Le secrétaire général du Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger (CCME), M. Abdellah Boussouf, a appelé, dimanche à Fès, les pays européens à Âœuvrer pour changer l'image erronée et les stéréotypes sur l'Islam véhiculés dans les médias et les programmes scolaires.

Même si tous les pays européens sont dotés de constitutions, qui garantissent toutes les libertés dont celle du culte, il existe encore un grand fossé entre la théorie et le vécu quotidien, qui reste marqué par des discriminations visant les membres des communautés musulmanes dans ces pays, a-t-il dit dans une allocution de clôture d'un colloque de deux jours, organisé sous le haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, sur le statut de l'Islam en Europe.

M. Boussouf a également appelé ces pays à aider à la construction de lieux de culte décents pour ces communautés religieuses et promouvoir toutes les initiatives visant à faire mieux connaître l'Islam dans la société.

Cette action doit également inciter, a-t-il dit, les communautés musulmanes à renforcer leur organisation dans la perspective de leur intégration dans les sociétés d'accueil et à jouer un rôle positif au service de la paix, de l'harmonie, de la sécurité et du progrès.

Il a souligné de même la nécessité pour les communautés musulmanes d'avoir un cadre religieux, ouvert aux femmes et aux jeunes et en mesure d'exprimer et de défendre leurs intérêts et de rechercher des réponses aux questions posées à travers l'Ijtihad.

Pour sa part, M. Michel Tubiana, président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme en France, a estimé que les Musulmans doivent faire aussi l'effort de s'adapter aux sociétés d'accueil où ils vivent en minorité.

L'Islam fait partie désormais du paysage religieux dans les pays européens qui doivent l'accueillir en tant que tel pour le bien de tous, a-t-il noté.

De son côté, M. José Maria Ferré de la Pena, ambassadeur en mission spéciale au ministère espagnol des Affaires étrangères et de la coopération, a rappelé que la situation de l'Islam en Europe est liée à l'arrivée de vagues successives de migrants dans le vieux continent, rappelant que ces communautés, somme toute minoritaires, doivent respecter les lois des pays d'accueil.

Initié par le CCME, ce colloque a permis de faire l'état des lieux de la situation juridique des Musulmans en Europe avec la participation de plusieurs chercheurs, juristes et acteurs politiques européens et marocains, qui ont abordé une série de défis que rencontrent les pays d'accueil pour répondre aux attentes des communautés musulmans qui réclament leur reconnaissance et la satisfaction de leurs besoins en termes religieux, éducatifs culturels.
MAPF 15/03/2009 19:27:00

Carrière.
Recrutement et Mobilité
p/07-09

Transmarocaine.
C'est fini. Retour sur les temps forts .
p/16

aufait®

Journal Quotidien d'Information Générale. Edition du lundi 16 mars • n°472 • **www.aufaitmaroc.com**

■ Le roi Abdallah II de Jordanie. /DR

économie p/03
Industrie automobile: Delphi inaugure à Tanger sa 2ème usine de câblage

maroc p/04
Sahara occidental: "Rabat veut créer un climat propice aux négociations"

planète p/15
Les climatologues entre enthousiasme et angoisse

Visite : Le roi Abdallah II de Jordanie au Maroc p/04

■ Vue intérieure de la grande mosquée de Paris. /DR

• Une première dans un grand pays musulman d'émigration. Le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME) vient d'organiser le 14 et 15 mars à Fès un colloque international sous le thème inédit « Le Statut juridique de l'Islam en Europe". Détails. p/05-06

édito. Islam en terres laïques

Fès accueillait ce week-end un colloque international sur "Le statut juridique de l'Islam en Europe", qui a réuni chercheurs et juristes afin de débattre des aspects législatifs et sociaux associés à la pratique du culte musulman en Europe.

Une initiative à saluer, car si la problématique du statut juridique de l'Islam en Europe n'est pas nouvelle, elle n'était pas réellement abordée par les pays musulmans.

Pourtant, l'on connaît les polémiques récurrentes soulevées par exemple par les projets de construction de mosquées dans certains pays d'Europe, des polémiques nées de peurs identitaires et de l'image négative transmise, en particulier depuis septembre 2001.

Faire face au problème est donc un impératif, car les presque 14 millions de musulmans d'Europe vivent en terre laïque. Un cadre juridique commun aux pratiques religieuses s'impose dans les pays où la laïcité est un des fondamentaux.

■ La rédaction

Réglez vos factures LYDEC par Internet

Nettement plus simple et plus pratique

En vous connectant à **www.lydec.ma**, vous pouvez désormais régler votre facture LYDEC directement en ligne.
Avec ce mode de paiement, vous bénéficiez des avantages d'une solution simple, rapide et sécurisée :
- service gratuit ;
- accès libre 24h/24 et 7j/7 sans avoir à vous déplacer ;
- enregistrement de l'opération en temps réel et réception instantanée du reçu de votre paiement par mail ;
- sécurité et confidentialité assurées.

LYDEC ليدك

Avec le paiement en ligne, LYDEC conforte jour après jour avec vous une relation de proximité et de confiance.

DIRECTEUR DE PUBLICATION: REDA SEDRATI / DEPOT LEGAL 65-06

NE JETEZ PAS CE JOURNAL SUR LA VOIE PUBLIQUE : OFFREZ LE À VOTRE VOISIN !

société

Quel statut juridique pour l'Islam en Europe?

Une première dans un grand pays musulman d'émigration. Le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME) vient d'organiser le 14 et 15 mars à Fès un colloque international sous le thème inédit « Le Statut juridique de l'Islam en Europe". Détails.

Driss El Yazami, Président du CCME lors de l'ouverture du colloque tenu ce week end à Fès. /DR

COLLOQUE. Quel statut juridique accorde l'Europe à l'Islam ? La question était aux cœur du colloque international sur "le Statut juridique de l'Islam en Europe" organisé ce week-end à Fès par le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME).

Cette question trouve sa légitimité dans la présence de plus en plus visible de l'Islam en Europe.

"Les sociétés européennes connaissent une diversification de plus en plus évidente qui se fait à un rythme historique accéléré, transformant de manière essentielle le paysage religieux et culturel de ces pays", précise Driss El Yazami, Président CCME, lors de l'ouverture du colloque.

Le droit pour approche

Pour lui, le culte musulman "revendiqué et assumé par une partie des enfants de l'immigration" est de plus en plus endogène et visible "dans l'équation religieuse européenne" nationale, et de moins en moins étrangère ou immigrée.

Si la liberté religieuse est garantie en théorie, elle reste trop souvent méconnue en pratique", continue M. El Yazami

Et d'ajouter que "c'est ce contexte que nous avons choisi pour amorcer notre réflexion sur l'islam en Europe, une approche par le droit, qui définit dans toute société démocratique, les droits et les obligations des groupes et des individus".

Une Union qui respecte les cultes

Le respect des religions constitue l'un des devoirs fondamentaux de l'Union européenne (UE), affirme M. Pierroni, professeur à l'université de Rome lors de la première journée du colloque.

Le législateur européen tente de s'adapter à ces nouveaux comportements religieux, mais ce n'est que depuis les années 90 qu'une codification claire a commencé à voir le jour.

Le chercheur a cité des exemples de pays donnant une grande liberté à la manifestation religieuse extérieure (Grande-Bretagne, Allemagne) par opposition à ceux qui imposent des restrictions à toute ostentation des signes religieux (France).

L'universitaire italien a, par ailleurs, observé que la jurisprudence religieuse a été abordée plus précocement par les juges communautaires que par les législateurs nationaux.

De son côté, M. Stéphane Papi, directeur de recherches au CNRS à Strasbourg (France), interviewé par *aufait*, a estimé que l'Europe peut être perçue moins comme un foyer de remise en cause du religieux, que comme le lieu de la sécularisation de la société et de la religion.

L'Etat y reconnaîtrait aux différents cultes le droit d'offrir des réponses spirituelles, éthiques, sociales aux citoyens, mais uniquement dans la mesure où ces cultes reconnaissent le cadre légal et donc séculaire.

> "Il n'existe pas de modèle juridique unique d'intégration de la religion musulmane en Europe, mais plutôt des instruments qui diffèrent d'un pays à l'autre, largement façonnés par les populations musulmanes en négociant avec les pouvoirs publics les modalités de leur présence collective."
>
> Q: **Stéphane Papi, juriste français.**

Tous les intervenants ont convenu que les Européens non musulmans doivent revisiter leur histoire et réviser l'image souvent partiale et partielle qu'ils portent sur l'Islam, en tant que fait social, géopolitique, culturel et cultuel.

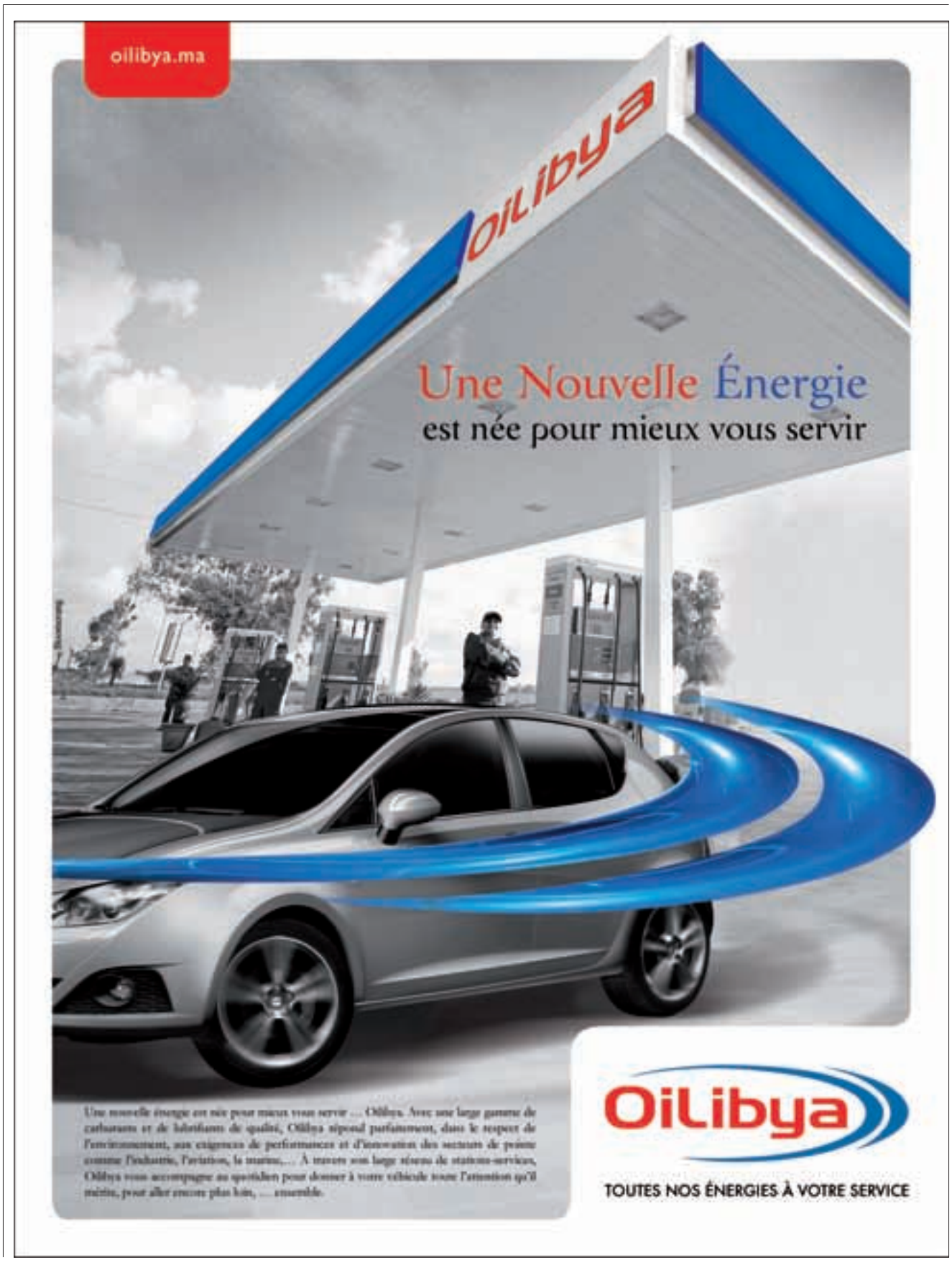
C'est à cette seule condition que les Musulmans européens peuvent faire éclore en terre d'exil et d'accueil une nouvelle interprétation des textes adaptés à des sociétés européennes largement sécularisées.

■ Med Kamal Idrissi

» EN BREF

MEURTRE. Un individu a été arrêté samedi à Casablanca pour le meurtre présumé d'un homme à Kenitra, apprend-on de source policière. Suite à la découverte jeudi dernier du cadavre d'un homme portant des traces de violences apparentes à l'intérieur d'un appartement à Kenitra, des investigations techniques ont été entamées par les techniciens de scène de crime, en assistance aux enquêteurs, qui ont permis d'établir une correspondance entre des traces papillaires relevées sur les lieux de l'homicide, et le titulaire d'une carte d'identité électronique, ajoute la même source.

COLLOQUE. "Le Maroc et l'Espagne, mémoire partagée et regards croisés" est le thème d'un colloque qui sera organisé le 18 mars à Rabat, à l'initiative de l'Institut des études hispano-lusophones (IEHL) de l'Université Mohammed V-Agdal. Organisée en collaboration avec la Fondation El legado andalusi (Grenade, Espagne), l'Agence espagnole de coopération internationale et de développement (AECID) et le comité Averroès, cette rencontre connaîtra la participation d'une pléiade d'écrivains, académiciens et diplomates marocains et espagnols.



société

REINS. Quelque 240 nouveaux cas d'insuffisance rénale chronique sont enregistrés chaque année dans la région Fès-Boulemane, selon des chiffres publiés, jeudi à Fès, lors d'une rencontre de sensibilisation contre les maladies rénales.

Stéphane Papi, chercheur

"L'Islam européen ne va pas se décider dans les pays d'origines des immigrés musulmans mais en Europe"

Avec 14 millions d'adeptes, l'Islam est actuellement la deuxième religion d'Europe. Sa gestion présente un défi pour les sociétés européennes et les décideurs politiques. Retour avec Stéphane Papi, juriste, chercheur au CNRS d'Aix-en-Provence, sur les grands enjeux qui attendent le vieux continent face à cette religion. Il était parmi une pléiade de chercheurs et de sociologues et décideurs européens présents lors du colloque international sur le ''statut juridique de l'Islam en Europe" tenu ce week-end à Fès. Eclairage.

Stéphane Papi, juriste, chercheur au CNRS Aix-en-Provence, Fès le 14 mars. /A.E.M

INTERVIEW.

Q: **Quel est l'état du statut juridique de l'Islam en Europe ?**

On ne peut pas parler de statut juridique de l'Islam en Europe au singulier. Car la réalité, montre que ses statuts juridiques sont pluriels et différents. Dans tous les pays européens, il y a des communautés musulmanes qui sont implantées depuis trois générations. Ces communautés veulent vivre leur Islam. Il y a une vraie demande en ce sens. Face à cette demande, j'estime que la réaction doit être collective. Il serait judicieux d'aboutir à une harmonisation du cadre juridique dans l'ensemble de l'Union Européenne.

Q: **Et sur le plan de l'Union Européenne ?**

Le traité européen reconnaît le fait religieux en général. Vous savez, lors des débats pour le projet de la constitution européenne avortée, il y avait des lobbys qui voulaient imposer l'héritage religieux chrétien, qui pensaient que c'est le principe de l'héritage religieux qu'on pouvait trouver en Europe. Heureusement que cette idée n'a pas été retenue. De cette façon on peut parler de tous les héritages religieux. Et de cette façon l'Islam y sera inclu.

Q: **Les Musulmans sont-ils libres de pratiquer pleinement leur foi en Europe ?**

Il y a une liberté de religion dans toute l'Europe. Chaque musulman a toute liberté de pratiquer sa religion à sa guise. Il y a des mosquées, de l'abattage hallal. Mais si le droit est reconnu, n'oublions pas que dans la pratique, il peut y avoir de la résistance. Actuellement il y a une montée de l'islamophobie. Les Européens ont peur de la perte d'identité. Et l'image négative renvoyée par les Musulmans dans le monde, à travers des événements à caractère violent, accentue cette peur.

Q: **Est-ce-qu'il devrait y avoir un statut juridique différent pour les Musulmans en Europe?**

Je ne pense pas que ce soit la bonne solution. Je suis pour "le vivre ensemble". Et le vivre ensemble ce n'est pas vivre côte-à-côte. Il faudrait que tout le monde puisse vivre sa religion mais dans un cadre juridique commun pour que cette idée de cœxistence puisse être mise en avant.

Q: **Pour le moment, pensez-vous qu'il existe des problèmes dans le statut juridique de l'Islam en Europe ?**

Le fond du problème des Musulmans en Europe n'est pas juridique mais politique et sociologique. C'est un problème d'intégration (selon moi les populations sont déjà intégrées), de coexistence et de connaissance aussi. Les populations majoritairement non musulmanes en Europe connaissent mal l'Islam. Elles en ont une vision déformée. C'est cette méconnaissance qui est derrière les problèmes qui surgissent aujourd'hui. Prenons un exemple: quand une communauté musulmane veut construire une mosquée, selon la loi elle a tout le droit de le faire. Bien souvent la population est interrogée, elle n'est pas forcement contre. Les populations ont peur de l'intégrisme. Ils posent ainsi des questions sur la raison de l'implantation dans leur quartier ou ville.

Q: **Les Musulmans sont de plus en plus présents en Europe, comment résoudre ces questions d'ordre sociétal ?**

L'Europe est devenue dar Al Islam actuellement, il me semble donc évident qu'il émerge un Islam européen. La force de l'Islam réside dans l'intégration à la culture locale. De ce constat on peut déduire que l'Islam européen sera différent de l'Islam maghrébin, ou du machrek (orient). Il devra respecter un cadre juridique commun.

Q: **Et qui respecte aussi la laïcité ?**

Pas la laïcité. Puisque cette dernière est une notion de séparation stricte entre la religion et l'Etat. Je préfère parler d'un Islam sous une forme de sécularisation et qui réponde à des questions précises que se posent les européens. L'égalité homme femme, l'acceptation du mariage mixte etc. Une forme d'Islam à l'européenne. C'est un Islam libéral. Et l'avenir de cet Islam européen ne va se décider ni au Maroc, ni en Tunisie, ni dans les pays d'origine des immigrés musulmans mais en Europe. C'est cette troisième génération des fils d' immigrés qui sont des citoyens européens, avec des européens convertis à l'Islam qui sera derrière l'émergence de l'Islam européen.

■ Propos recueillis par Ahmed El Mekkaoui

Casablanca

Arrestation du meurtrier présumé d'un enfant

MEURTRE. Un individu a été arrêté vendredi soir à Casablanca pour le meurtre présumé d'un enfant de quatre ans et demi, apprend-on samedi de source policière.

Le mis en cause, sans emploi fixe, est allé voir un ami à son domicile au quartier Lalla Meryem (préfecture d'arrondissements Ben M'Sick) mais ne trouvant que son neveu il a soudoyé le petit garçon qu'il a emmené dans un endroit désert pour le violer et le tuer à coup de pierre sur la tête, a-t-on précisé de même source.

Après avoir commis son forfait, il a abandonné le corps de la victime soigneusement couvert dans une décharge publique.

La famille s'est mise à la recherche de l'enfant disparu, et a alerté la police, a ajouté la même source, faisant savoir qu'une voisine a reconnu avoir vu l'enfant accompagnant le meurtrier présumé, connu pour ses démêlées avec la justice.

Lors de la reconstitution du crime, samedi après-midi sous la supervision du parquet, le mis en cause a reconnu les faits qui lui sont reprochés. Les vêtements qu'il portait lors de son arrestation, quelques heures après le meurtre par la police judiciaire de Ben M'Sick Sidi Othmane, étaient encore maculés de sang.

Le prévenu sera déféré à la justice dès clôture de l'enquête pour répondre des chefs d'inculpation d'"homicide volontaire avec préméditation, mutilation du corps et viol d'un mineur".

■ aufait

La CNSS renforce son réseau d'agences

EXTENSION. La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) poursuit la politique d'extension de son réseau. Ainsi la Caisse a mis en service, vendredi à Casablanca, sa 66ème agence, "centre d'accueil et de proximité pour les assurés et les affilés".

Le programme de renforcement de la politique de proximité pour l'année 2009 prévoit l'ouverture de 19 agences dont 13 pour la seule métropole économique "du fait de l'importance de la masse salariale et du nombre des assurés".

Casablanca verra également le lancement d'une expérience pilote, celle de la construction de 10 kiosques qui dispenseront plusieurs prestations tel la remise des documents, la gestion des réclamations ou encore l'information des clients.

L'extension du réseau prévue par le programme Wakalati mis en chantier par la CNSS, sera accompagnée par le lancement d'agences mobiles notamment dans le monde rural.

☞ www.cnss.ma

■ aufait

» EN BREF

CITOYENNETÉ. Une Alliance civile pour la citoyenneté dans le monde arabe, composée de représentants d'ONGs et de personnalités de différentes sensibilités dans le monde arabe, a été créée, a-t-on annoncé samedi à Rabat. L'annonce de la création de cette Alliance a été faite à l'issue des travaux d'une réunion organisée, du 12 au 14 mars à Rabat, par la Fondation arabe pour la démocratie, le Centre Al Kawakibi pour les transitions démocratiques (KDTC), l'Institut arabe des droits de l'Homme (IADH) et le Centre d'études en droits humains et démocratie (CEDHD). Une campagne régionale visant à ancrer les valeurs de la citoyenneté dans les pays arabes et à recueillir un minimum d'un million de signatures à l'appel sera lancée prochainement, indique le communiqué.

SOLIDARITÉ. La délégation médicale marocaine opérant à Gaza a dispensé des soins à plus de 14.350 patients palestiniens de tous les âges, a indiqué le Pr Khalid Lazrak, qui conduit le staff marocain, arrivé dans la ville palestinienne en janvier dernier.

INCENDIE. Les éléments de la protection civile sont venus à bout de l'incendie, qui s'est déclaré vendredi, à la mi-journée, dans une usine de couvertures située dans la zone industrielle de la ville d'El Jadida. Aucune perte en vie humaine n'a été déplorée dans cet incendie, qui a causé d'importants dégâts matériels, précise-t-on auprès des autorités locales.

ACCIDENT. Deux personnes ont été tuées dans un accident de la circulation survenu vendredi dans la commune de Sidi Jaber à 10 km de Beni Mellal, apprend-on auprès de la protection civile. Deux occupants d'un grand Taxi ont trouvé la mort quand leur véhicule a percuté un camion en stationnement.

RENVERSEMENT. Un camion-citerne transportant du gasoil s'est renversé vendredi matin, sur l'autoroute Casa-Rabat selon la protection civile. Le camion a entièrement pris feu suite à cet accident, qui s'est produit au niveau de la commune Mansouriya (province de Ben Slimane) à 8h50, a-t-on précisé de même source.

LE MATiN.ma

Colloque

Le statut de l'Islam en Europe

Un appel à corriger les stéréotypes

Publié le : 17.03.2009 | 14h47

«Le statut de l'Islam en Europe», tel était le thème d'un colloque organisé récemment par le Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger (CCME) sous le haut patronage de S.M. le Roi Mohammed VI.

Cette manifestation a traité, deux jours durant, divers aspects législatifs et sociaux associés à la pratique du culte musulman en Europe. Des chercheurs et juristes marocains et étrangers spécialisés en la matière ainsi que plusieurs représentants politiques et acteurs culturels et sociaux, ont pris part à cette rencontre qui a été une occasion propice pour aborder différents aspects concernant l'Islam dans le vieux continent et les attentes des communautés musulmanes qui réclament leur reconnaissance et la satisfaction de leurs besoins en termes religieux, éducatifs culturels. Ce colloque a été marqué par l'appel lancé par le secrétaire général du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), Abdellah Boussouf, aux pays européens à oeuvrer pour changer l'image erronée et les stéréotypes sur l'Islam véhiculés dans les médias et les programmes scolaires.

Même si tous les pays européens sont dotés de constitutions, qui garantissent toutes les libertés dont celle du culte, il existe encore un grand fossé entre la théorie et le vécu quotidien, qui reste marqué par des discriminations visant les membres des communautés musulmanes dans ces pays, a-t-il dit dans l'allocution de clôture du colloque. Boussouf a également appelé ces pays à aider à la construction de lieux de culte décents pour ces communautés religieuses et promouvoir toutes les initiatives visant à faire mieux connaître l'Islam dans la société. Cette action doit également inciter, a-t-il dit, les communautés musulmanes à renforcer leur organisation dans la perspective de leur intégration dans les sociétés d'accueil et à jouer un rôle positif au service de la paix, de l'harmonie, de la sécurité et du progrès. Il a souligné de même la nécessité pour les communautés musulmanes d'avoir un cadre religieux, ouvert aux femmes et aux jeunes et en mesure d'exprimer et de défendre leurs intérêts et de rechercher des réponses aux questions posées à travers l'Ijtihad.

Pour sa part, Michel Tubiana, président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme en France, a estimé que les Musulmans doivent faire aussi l'effort de s'adapter aux sociétés d'accueil où ils vivent en minorité. L'Islam fait partie désormais du paysage religieux dans les pays européens qui doivent l'accueillir en tant que tel pour le bien de tous, a-t-il noté. Par ailleurs, les participants ont été unanimes sur la place qu'occupe le Royaume en tant que pays de tolérance et d'ouverture sur les autres civilisations. Le professeur Jacques Rifflet, spécialiste des politiques internationales et d'études comparées des religions en Belgique a qualifié le Maroc d'un modèle d'alliance paisible dans un monde où, ailleurs, tout dialogue est souvent assassiné. «Cette politique généreuse s'inscrit résolument dans la recherche d'une restauration de l'époque où l'Andalousie rayonnait de la tolérance et du savoir musulman», a-t-il affirmé. Et d'ajouter: «Puisse l'Europe comprendre la chance qu'elle a que vous existiez pour forger un Islam capable d'aimer et de se faire aimer dans un contexte de fraternité entre croyants et non-croyants», a-t-il relevé.

Par Synthèse Le Matin/MAP | LE MATIN

18 Mars 2009

AL BAYANE

Fondateur : Ali Yata - Directeur de la publication: Ahmed Zaki

Société

Colloque à Fès : L'intégration des Musulmans en Europe gagne de plus en plus en importance

Les jeunes générations de Musulmans européens s'intègrentde plus en plus dans leurs pays d'accueil

Des maires de grandes villes européennes, participant au colloque international sur le «statut juridique de l'Islam en Europe», ont affirmé, dimanche à Fès, que l'intégration des Musulmans en Europe gagne de plus en plus en importance.

«Depuis plusieurs années déjà, les Musulmans d'Europe ont entamé un processus d'intégration dans les pays d'accueil, en s'impliquant fortement dans la gestion des affaires des villes de leur résidence», ont souligné les maires des villes française de Strasbourg et allemande d'Offenbach, lors de cette rencontre, initié par le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME).

Pour le maire de la ville de Strasbourg, M. Roland Ries «l'intégration de l'Islam dans les pays européens gagne en importance en raison notamment de l'évolution des mentalités et de l'acceptation des musulmans en tant que partenaires à part entière dans l'entreprise de développement et de dialogue interreligieux».

L'avenir semble prometteur, selon lui, car «il y a une acceptation très forte de l'Islam, qui bénéficie désormais d'un traitement sur le même pied d'égalité que les autres religions», estimant que «le statut de l'Islam va évoluer d'autant plus qua l'opinion publique aura préalablement évolué et que les craintes de perdre son identité auront également disparu.»

Le climat d'entente et de concertation régnant entre les différentes composantes de la ville, qui abrite actuellement 16 lieux de culte musulmans aux cotés de 30 églises catholiques, 13 églises protestantes, 9 synagogues et 10 temples bouddhistes, a permis le lancement d'un appel commun des représentants de toutes les religions dans la ville, à l'occasion de la guerre contre Gaza, a-t-il dit.

La maire d'Offenbach, Mme Birgit Simon, a souligné, quant à elle, que «l'intégration des immigrés, musulmans soient-ils ou non, est érigée au rang de priorité par les responsables allemands», relevant que ces immigrés, une source, selon elle, de diversité culturelle, linguistique et économique, contribuent au développement de la ville dans tous les aspects.

L'enseignement de la langue et de la culture arabes font aussi partie des programmes

de la marie, qui veille à mettre en place des programmes spécifiques éducatifs et socio-professionnels en destination des Musulmans, a-t-elle dit.

La ville d'Offenbach, dont près de la moitié de la population est constituée d'immigrants, se veut un vrai laboratoire de traitement des questions de cette couche importante de la société allemande, s'est-elle réjouie.

Auparavant, le professeur David Senat, conseiller chargé des questions juridiques et judiciaires des cultes au ministère de l'Intérieur français a soulevé une question «épineuse», qui est largement revenue dans les débats, à savoir la nécessité d'intégration de toutes les sensibilités au sein des organisations représentatives des Musulmans.
Une intégration réussie des musulmans au sein des pays d'accueil passe, selon lui, en premier lieu par la facilitation du dialogue au sein des organisations qui les représentent.
«La position des Musulmans en Europe se trouve parfois affaiblie par les dissensions au sein même des organisations représentatives des Musulmans», a-t-il fait remarquer.
Donner de l'importance à la formation des instituteurs de religion et des imams, s'ouvrir sur les autres organisations même de confession différente, se focaliser sur les dénominateurs communs entre ces organisations et trouver des réponses concrètes aux questions des Musulmans d'Europe, surtout les jeunes générations, sont là des pistes à suivre pour renforcer le poids des représentations musulmanes sur le vieux continent.

Fort de son organisation bien structurée autour des principes de l'alternance et de la légitimité élective, le conseil français du culte musulman répond à plusieurs questions posées par les Musulmans de la métropole en leur permettant d'être traités au même pied d'égalité que les autres cultes, a-t-il poursuivi. Il a tout de même appelé à la nécessité de renforcer la présence du Conseil sur la scène médiatique, pour éviter qu'il ne devienne un lieu de renfermement communautaire.

Initiée sous le haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, cette manifestation a traité, deux jours durant, des divers aspects législatifs et sociaux associés à la pratique du culte musulman en Europe.

17/3/2009

COMMENTAIRE | IMPRIMER | RETOUR | ENVOYER A UN AMI

Quel statut juridique pour l'Islam en Europe ?

Quel statut juridique accorde l'Europe à l'Islam ?

La question était au cœur du colloque international sur “le Statut juridique de l'Islam en Europe” organisé ce week-end à Fès par le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME).

Cette question trouve sa légitimité dans la présence de plus en plus visible de l'Islam en Europe.

“Les sociétés européennes connaissent une diversification de plus en plus évidente qui se fait à un rythme historique accéléré, transformant de manière essentielle le paysage religieux et culturel de ces pays”, précise Driss El Yazami, Président CCME, lors de l'ouverture du colloque.

Le droit pour approche

Pour lui, le culte musulman “revendiqué et assumé par une partie des enfants de l’immigration” est de plus en plus endogène et visible “dans l’équation religieuse européenne” nationale, et de moins en moins étrangère ou immigrée.

Si la liberté religieuse est garantie en théorie, elle reste trop souvent méconnue en pratique”, continue M. El Yazami

Et d’ajouter que “c’est ce contexte que nous avons choisi pour amorcer notre réflexion sur l’islam en Europe, une approche par le droit, qui définit dans toute société démocratique, les droits et les obligations des groupes et des individus”.

Une Union qui respecte les cultes

Le respect des religions constitue l’un des devoirs fondamentaux de l’Union européenne (UE), affirme M. Pierroni, professeur à l’université de Rome lors de la première journée du colloque.

Le législateur européen tente de s’adapter à ces nouveaux comportements religieux, mais ce n’est que depuis les années 90 qu’une codification claire a commencé à voir le jour.

Le chercheur a cité des exemples de pays donnant une grande liberté à la manifestation religieuse extérieure (Grande-Bretagne, Allemagne) par opposition à ceux qui imposent des restrictions à toute ostentation des signes religieux (France).

L’universitaire italien a, par ailleurs, observé que la jurisprudence religieuse a été abordée plus précocement par les juges communautaires que par les législateurs nationaux.

De son côté, M. Stéphane Papi, directeur de recherches au CNRS à Strasbourg (France), interviewé par aufait, a estimé que l’Europe peut être perçue moins comme un foyer de remise en cause du religieux, que comme le lieu de la sécularisation de la société et de la religion.

L’Etat y reconnaîtrait aux différents cultes le droit d’offrir des réponses spirituelles, éthiques, sociales aux citoyens, mais uniquement dans la mesure où ces cultes reconnaissent le cadre légal et donc séculaire.

“Il n’existe pas de modèle juridique unique d’intégration de la religion musulmane en Europe, mais plutôt des instruments qui diffèrent d’un pays à l’autre, largement façonnés par les populations musulmanes en négociant avec les pouvoirs publics les modalités de leur présence collective.”

Stéphane Papi, juriste français.

Tous les intervenants ont convenu que les Européens non musulmans doivent revisiter leur histoire et réviser l’image souvent partiale et partielle qu’ils portent sur l’Islam, en tant que fait social, géopolitique, culturel et cultuel.

C’est à cette seule condition que les Musulmans européens peuvent faire éclore en terre d’exil et d’accueil une nouvelle interprétation des textes adaptés à des sociétés européennes largement sécularisées.

MED KAMAL IDRISSI

Société

Le miroir aux alouettes

p.48

Entretien

Driss El Yazami parle de l'islam en Europe

p.30

L'Observateur du Maroc

www.lobservateur.ma

N°23 du 20 au 26 mars 2009 - 15 DH

Driss El Yazami président du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger.

«La diversité interne de la communauté musulmane d'Europe soulève à son tour des difficultés historiquement nouvelles»

PROPOS RECCUEILLIS PAR HAKIM ARIF

L'Observateur du Maroc Pourquoi se poser la question du statut de l'islam en Europe ?

Driss El Yazami. Parce qu'un processus historique inédit se déroule sous nos propres yeux : celui de l'enracinement de millions d'émigrés et de leurs enfants de culture musulmane dans des sociétés pluralistes, sécularisées et connaissant des dispositifs différents, mais au fond assez proches, de séparation entre l'Etat et les cultes. Cette insertion se fait dans un contexte polémique régulièrement réactivé par l'actualité internationale et dans un climat social marqué par les inégalités et les discriminations dont souffrent les populations émigrées. L'acclimatation de l'islam à son environnement européen pose des questions nouvelles et de fond aux musulmans et aux Etats et une institution de prospective comme le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger ne pouvait pas ne pas s'y intéresser.

Malgré la reconnaissance de l'islam par de nombreux pays européens, peu de choses ont été réglées concernant le statut de cette religion. Pourquoi à votre avis ?

Il y a en réalité deux dynamiques de fond à l'?uvre qui ne sont paradoxales qu'en apparence : la garantie de la liberté religieuse aux musulmans qui se manifeste par des formes variables de reconnaissance et des résistances à l'exercice effectif de cette liberté en raison de la persistance et de la résurgence de préjugés tenaces à l'égard de l'islam, l'instrumentalisation de ces peurs par certains courants politiques... Mais il y a aussi des motifs d'un autre genre et tout aussi importants comme, par exemple, le faible niveau socioculturel de certains responsables communautaires, la faiblesse des ressources mises à leur disposition,... La diversité interne de la communauté musulmane d'Europe (en termes de rites, de nationalités) soulève à son tour des difficultés historiquement nouvelles.

> **L'immense majorité des musulmans d'Europe aspire à exercer son culte dans le calme et le respect des lois.**

Est-ce que les pays musulmans ne demandent-ils pas trop à l'Europe alors qu'ils ne respectent pas la liberté religieuse et de non religion chez eux ?

On ne peut pas mettre tous les pays musulmans sur le même plan. Il y a des pays, dont le Maroc, qui garantissent la liberté religieuse. Mais il est évident que le droit international en matière de droits de l'Homme est indivisible. Ce n'est pas une grande surface où l'on peut faire son marché, en ne prenant qu'une partie de ce qu'il propose.

Le thème de la religion en politique est très récurrent en France et en Europe. Que pèse la communauté musulmane dans ces régions ?

Le champ politique européen, quelle que soit la spécificité de tel ou tel pays, ne fonctionne pas en termes de rapports de force entre communautés religieuses homogènes et hermétiques les unes par rapport aux autres, même si l'appartenance à une confession peut expliquer en partie le comportement politique de certains individus. Tout porte à penser que les Européens de culture musulmane s'investissent lentement, mais de plus en plus nombreux, dans la vie politique de leurs nouveaux pays d'appartenance, que leur comportement politique tend à épouser les traditions nationales de chaque pays. On ne peut en conséquence répondre à une question comme celle que vous posez.

Les mairies européennes séduisent parfois les musulmans. Or, les musulmans ne paraissent pas en harmonie avec eux-mêmes, les différents courants et la nationalité jouent un rôle important. Comment gérez-vous cette situation ? Et comment le CCME compte-t-il faire pour sauvegarder les principes de l'islam tolérant et pacifiste en Europe ?

Je rappelle toujours les deux missions centrales de notre Conseil telles qu'elles sont définies dans le dahir royal portant création du CCME : nous sommes une institution consultative et prospective. Nous entendons mener cette mission en respectant les prérogatives de tous les autres acteurs, publics et privés, et en exerçant pleinement les nôtres. Nous n'avons pas à gérer au sens strict ni ce problème ni un autre. C'est l'affaire de l'exécutif d'une part et des acteurs associatifs d'autre part. Nous pouvons élaborer des avis consultatifs et les soumettre à Sa Majesté le Roi et éclairer l'action du gouvernement et le débat citoyen par des séminaires, des publications, en privilégiant comme vous avez pu le noter dans ce colloque une approche rigoureuse, scientifique et pluraliste. Ceci étant dit, malgré les secousses de certaines crises récentes, comme celles des caricatures, l'immense majorité des musulmans d'Europe aspire à exercer son culte dans le calme et le respect des lois, même si, comme vous le soulignez à juste titre, le pluralisme interne de cette communauté soulève des problèmes d'organisation, de leadership, de cohérence de discours.

Comment promouvoir la communauté marocaine à l'étranger ? Le CCME a-t-il les moyens de dialoguer avec l'Europe afin d'améliorer le statut de l'islam ?

Une des conséquences de l'enracinement des Marocains dans leur pays de résidence est l'émergence de milliers de cadres et d'acteurs sur le plan professionnel, associatif, politique, universitaire. C'est en travaillant avec eux que le CCME peut dialoguer avec les pouvoirs publics européens et contribuer à l'amélioration de la situation. «Nos moyens», ce sont fondamentalement ces milliers de nouveaux acteurs, avec lesquels nous commençons à travailler en respectant leur autonomie et en bâtissant avec eux des partenariats.

Il faudrait peut-être aussi se poser la question de savoir ce que veut faire l'Europe de ses musulmans ?

La diversification des sociétés européennes sur le plan humain, culturel et religieux ne cesse de s'amplifier malgré les fermetures des frontières et l'Europe n'a pas le choix : prendre en compte ce pluralisme et assurer l'égalité de traitement de tous, quelle que soit leur origine, ou se renier et trahir son idéal démocratique.

L'Europe est-elle prête à admettre plus de présence islamique dans ses institutions ? Sinon quels sont les principaux empêchements?

Il faut me semble-t-il distinguer la question du culte des autres dimensions que suggère votre question et qui ont trait à l'ensemble des problèmes qu'affrontent les populations émigrées. Outre les défis soulevés par l'acclimatation de l'islam à son environnement européen, il y a les problèmes de réussite scolaire, d'intégration socio-économique, de renouvellement du personnel politique de manière à prendre en compte ce que l'on appelle en France les minorités visibles,...De manière schématique, on pourrait dire à ce propos que nous assistons, dans tous les pays européens, à une ouverture des Etats à cette diversité et à une prise de conscience de la nécessite de régler ces problèmes. Mais les résistances sont réelles et nous ne nous sommes pas immunisés contre certaines régressions et raidissements des sociétés et des élites politiques.

Il n'y a pas d'obstacles majeurs à vivre pleinement les cinq piliers de l'islam en Europe.

Est-il vrai que certaines dispositions de l'islam se heurtent aux principes des droits de l'homme en France (et en Europe) ?

Les musulmans d'Europe sont face à un défi historique : vivre comme une minorité dans des sociétés qui proclament dans leurs textes fondateurs des droits inaliénables. Il revient aux théologiens musulmans d'Europe, avec le concours de leurs pairs du monde musulman, d'apporter les réponses nécessaires à cette situation historique inédite, je le rappelle. Mais il faut se garder des sommations et des oppositions statiques. En réalité, ce processus d'adaptation est déjà à l'œuvre.

L'islam peut-il s'adapter pour se conformer aux règles européennes ?

Bien sur, mais cette question concerne plutôt les musulmans en Europe qui doivent réussir leur adaptation aux règles européennes en préservant leurs droits et en respectant leurs obligations, comme d'ailleurs les autres citoyens européens non musulmans.

Quelles sont les limites de cette adaptation?

La nature intrinsèque de l'islam est naturellement souple et ouverte aux nouvelles situations et l'islam malékite encourage la revivification de l'effort d'interprétation (ijtihad). Ne dit-il pas dans ses fondements que face à une réalité nouvelle il faudrait privilégier la raison et l'intérêt supérieur de la société où l'on vit, donc l'intérêt commun ?

Par ailleurs, la laïcité en Europe garantit aux citoyens, sans distinction d'origine ou de croyance, de vivre pleinement leur culte dans le cadre de la loi et dans l'esprit des droits de l'homme.

S'adapter ne signifie pas se renier ni perdre le socle de ses croyances. Il n'y a pas d'obstacles majeurs à vivre pleinement les cinq piliers de l'islam en Europe. La sécularisation de l'islam passe par la prise de conscience que l'Europe est une chance pour asseoir un islam serein capable de répondre aux exigences du monde moderne.

وكالة المغرب العربي للأنباء
Maghreb Arabe Presse

M. Abdellah Boussouf

Les difficultés auxquelles sont confrontés les émigrés ne sont pas structurelles

Fès, 17 mars -(MAP)- Le Secrétaire général du Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger (CCME), M. Abdellah Boussouf a affirmé que les difficultés auxquelles sont confrontés les émigrés et la communauté musulmane en Europe ne sont ni structurelles ni fondamentales.

Dans un entretien à la MAP, en marge du Colloque international organisé récemment à Fès sur le thème "le statut juridique de l'Islam en Europe", M. Boussouf a indiqué qu'en dépit des réserves émises par l'extrême droite dans certains pays européens au sujet des liens qu'entretiennent les émigrés musulmans avec leur pays d'origine, quels soient d'ordre culturel ou spirituel, ceci ne signifie pas que toutes les sociétés européennes émettent des réserves quant aux liens avec le pays d'origine.

De nombreux européens encouragent l'intégration des émigrés, a-t-il dit, rappelant à ce propos la position exprimée par le Président français Nicolas Sarkozy qui appelle au maintien des liens avec les pays d'origine, eu égard au grand intérêt que revêt la double appartenance, puisque l'émigré jouissant d'une double culture ne peut qu'enrichir et le pays d'accueil et le pays d'origine.

Concernant son approche de la question de la double appartenance, M. Boussouf a indiqué que celle-ci peut constituer un pont de communication culturel et civilisationnel de taille, estimant que ce siècle dominé par l'exacerbation des guerres et des tensions a plus que jamais besoin de cette double appartenance en tant que facteur pouvant contribuer à apaiser les tensions et à réaliser le rapprochement entre les cultures et les peuples.

"Tout homme sage et averti ne peut rejeter cet état de fait", a-t-il affirmé.

+ L'intégration dans les pays européens avec la préservation de l'identité +.

S'agissant de la contribution de la communauté marocaine à l'étranger à la réalisation de l'intégration au sein des pays d'accueil, tout en préservant l'identité arabe et islamique qui est une composante de sa personnalité, le Secrétaire général du CCME a fait savoir que les lois et constitutions européennes n'interdisent guère à l'être humain d'être musulman et de pouvoir à la fois préserver son identité initiale.

Il a de même souligné la nécessité pour les émigrés d'être de bons citoyens dans les pays d'accueil et d'œuvrer au développement, à la sécurité et à la stabilité de ces pays, arguant que cette démarche permettra à la communauté musulmane à l'étranger de jouir du respect tout en préservant ses spécificités.

"Si l'émigré n'est d'aucun intérêt pour le pays où il vit, il ne le sera pas non plus pour notre pays, c'est pourquoi il s'avère nécessaire de réunir entre les deux conditions à travers de bonnes actions et une bonne intégration dans le pays d'accueil, sachant que le musulman, à travers l'histoire, et particulièrement le Marocain, était toujours un élément positif là où il se trouve et une source de bienfaits et non d'inquiétude pour les gens", a dit M. Boussouf.

A titre de bonne intégration des musulmans, il a cité les exemples de Charif Al-Idrissi, qui a dessiné une carte du monde à la cours des rois normands, considérée comme la première au monde, et Mohamed Ben Al-Hassan Al-Wazzane, qui a pratiqué le métier d'enseignant au sein du Vatican où il a séjourné durant de longues années.

"Dans notre histoire, nous disposons d'exemples dont nous pouvons nous inspirer pour aller de l'avant dans l'intégration totale au sein des nouveaux pays tout en préservant notre identité et nos liens avec la mère patrie", a-t-il dit.

Constantes à respecter.

En réponse à une question sur les constantes qui distinguent les sociétés occidentales, à laquelle il appartient aux immigrés musulmans d'apporter une réponse, M. Boussouf a expliqué qu'il ressort des débats à la rencontre sur "le statut des musulmans en Europe" qu'il existe, dans les sociétés européennes, des "situations ayant valeur de constantes et que nous, les musulmans, devons respecter".

A ce propos, il a cité la séparation des pouvoirs religieux et politique (laïcité) que les musulmans doivent respecter en tant que questions essentielles pour ces sociétés. Ainsi, a-t-il ajouté, l'action politique doit s'exercer à l'écart des lieux de culte. Le mélange entre les activités cultuelles et politiques pourrait grandement nuire à la communauté musulmane en Occident, sachant que "nous serions abordés avec peur et suspicion ou vus comme étant animés par le souci d'exploiter la religion à des fins politiques, ce qui fait que nous risquions de ne pas gagner la confiance et le respect, ni être acceptés en tant que musulmans liés à d'autres patries".

"Mais si nous respectons ces constantes, pour lesquelles les sociétés européennes ont tant lutté, nous pourrions faire de l'Islam une religion acceptée, respectée et abordée avec beaucoup de confiance", a-t-il souligné.

Les musulmans, une présence de poids en Europe.

Evoquant les raisons qui président à l'intérêt particulier accordé à l'Islam et aux musulmans de par le monde, le secrétaire général du Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger a indiqué que cet intérêt est dû à la présence de poids des musulmans en Europe, où résident des millions, d'où l'importance accordée à leurs affaires et à leur avenir.

Il a, toutefois, relevé l'impact négatif des problèmes politiques et des événements douloureux qui surviennent dans le monde islamique, ce qui amène certaines parties à exploiter cette situation pour semer la frayeur parmi les simples citoyens européens.

Dans ce cadre, M. Boussouf a rappelé l'après le 11 Septembre aux Etats-Unis, où les partisans du Choc des civilisations (islam-occident) ont suscité les craintes de l'Occident vis-à-vis de l'Islam, tout en évoquant des questions qui n'ont aucun lien avec la sainte religion.

"Quand nous avons parlé aux Européens sur les événements du 11 Septembre, nous avons dit que ces événements doivent être attribués à leurs auteurs et non à la religion islamique", a-t-il dit, citant entre autres le cas de l'Irlande du nord et les actes qui y ont été perpétrés et ont été attribués à une organisation bien déterminée et non aux Catholiques ou aux Protestants.

M. Boussouf a mis l'accent sur la nécessité d'œuvrer pour véhiculer une image réelle, saine et authentique de l'Islam, loin de tout amalgame entre la sainte religion et les actes terroristes, de prendre des positions fermes à l'égard de ces clichés comme c'était le cas lors des attentats du 16 mai à Casablanca lorsque les Marocains ont réagi à travers d'imposantes marches à Casablanca et à Rabat pour dénoncer de tels actes ignobles et étranges à la société marocaine, à ses coutumes et à ses traditions.

L'une des attributions du CCME est de défendre les droits des Marocains là où ils se trouvent.

A propos des actions devant être entreprises par le CCME afin de consacrer une réelle image de l'Islam en Europe, en particulier et en Occident en général, il a estimé que les musulmans offrent des exemples éloquents de pratique religieuse saine, outre les fondements rationnels et souples du rite malékite qui sont facilement acceptés par les sociétés européennes.

Il a ainsi cité des personnalités musulmanes ayant vécu en Europe, et qui ont été des exemples de sagesse et de clairvoyance, tels Ibn Roch qui était le chantre du rationalisme dans ce continent, mais méconnu en tant que théologien et érudit en matière religieuse.

Ibn Khaldoun était réputé en tant que sociologue et historiographe, mais n'avait pas de renommé en tant en moufti du rite malékite en Egypte. Ibn El Arabi, soufi, n'était pas connu en tant qu'adepte du rite malékite, a-t-il poursuivi.

Il a rappelé que les musulmans d'Andalousie étaient célèbres pour leur architecture eu égard aux monuments qu'ils ont édifiés dans cette partie du continent européen, tels le palais El Ambra et Cordoue.

Le musulman aspirait à vivre en harmonie avec les gens du livre et manifestait un intérêt pour le dialogue entre les religions, tandis que les juifs vivaient en toute sérénité dans les sociétés musulmanes et jouissaient de leur pleine liberté au point que le philosophe Ibn Maïmoun a rédigé toutes ses Âœuvres philosophiques et de métaphysique en arabe, a-t-il fait remarquer.

M. Boussouf a ajouté que le CCME a également pour mission de défendre les droits des Marocains où qu'ils se trouvent, affirmant que cet objectif figurait parmi les revendications fondamentales des Marocains résidant à l'étranger (MRE) exprimées lors des larges négociations entamées par le conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) avec les MRE.

Il a rappelé le travail entrepris par le CCME qui consiste essentiellement en la sensibilisation des responsables et des chercheurs européens à la nécessité de favoriser l'émergence d'une véritable volonté politique dans l'approche des questions en rapport avec l'Islam et d'inciter les MRE à œuvrer dans un cadre plus organisé et mieux encadré.

Il a signalé également la coordination établie avec le ministère des Habous et des affaires islamiques, la Fondation Hassan II pour les MRE et le Conseil des oulémas pour la communauté marocaine en Europe afin de transcender les problèmes auxquels sont confrontés les MRE et contribuer à instaurer une forme de réconciliation entre l'Islam et l'Occident.

Il a, par ailleurs, rappelé les efforts déployés par le ministère des Habous et des affaires islamiques à travers la mise à disposition de cadres et d'ouvrages religieux nécessaires, affirmant que le Conseil des oulémas pour la communauté marocaine en Europe, créé récemment "sera un facteur important dans l'aide apportée aux Marocains en matière d'encadrement religieux et donnera la véritable image de l'Islam pratiqué au Maroc, empreint de modération, de tolérance et de juste milieu".

Au sujet des réalisations accomplies par le CCME, M. Boussouf a indiqué que le conseil est en phase d'élaborer plusieurs études relatives notamment aux questions religieuses, culturelles, à la langue arabe et à la participation politique.

L'ouverture de ces chantiers, a-t-il dit, vise à contribuer à apporter des solutions à même d'aider à améliorer la situation de la communauté marocaine établie à l'étranger à travers la contribution au processus démocratique et aux divers chantiers de développement ouverts dans toutes les régions du Maroc.

Par Jamal Eddine Ben Larabi.

MAPF 17/03/2009 13:26:00

:: Le Maroc participe au débat sur la gestion du culte musulman en Espagne

le 16/03/2009

Les représentants du Conseil de la communauté marocaine résidente à l'étranger (CCME) ont dénoncé ce dimanche, en présence d'experts venus de plusieurs pays européens, le manque de « lieux de culte décents et d'imams formés en Espagne » a rapporté Europa Press. C'était à l'occasion du colloque organisé les 14 et 15 mars à Fès sur le thème « Statut juridique de l'Islam en Europe ».

Le CCME demande en outre au gouvernement central et aux Communautés autonomes espagnoles, de prendre les mesures nécessaires pour promouvoir l'intégration de tous les musulmans. Le secrétaire général du CCME, Abdellah Boussouf a déclaré à Europa Press que « ses membres ont besoin d'une organisation forte qui veille à l'accomplissement de la loi de la liberté religieuse en Espagne et le plein exercice de leurs droits ». « Il devrait être un organe véritablement représentatif et démocratique, parce que de nombreux musulmans ne se sentent pas représentés par la Commission islamique », a t-il expliqué. Dans cet ordre d'idées, Abdellah Boussouf a exhorté les gouvernements européens à encourager la création de mosquées dignes, parce qu'à son avis, il y a « une grande différence entre les lois qui garantissent la liberté de religion et de la réalité vécue par la communauté marocaine ».

En Espagne, les musulmans sont représentés par la Commission islamique (CI), un organe créé en 1992. Elle se compose de deux fédérations: l'Union des communautés islamiques d'Espagne (UCIDE) et la Fédération espagnole des entités religieuses islamiques (FEERI). Les mauvaises relations existantes entre ces deux fédérations qui ont, selon « El Mundo » une vision différente de l'Islam, ont amené l'organisation à une situation de paralysie décrite comme « non viable » par le gouvernement espagnol. La CI est l'interlocuteur direct du gouvernement espagnol. C'est d'elle que dépend la formation des imams, la nomination de professeurs de religion islamique et même les allocations ou subventions du ministère de la Justice.

Le souhait marocain de reforme de la CI vient du fait que l'organisation n'est pas adaptée au contexte actuel. « Nous ne pouvons pas accepter que l'Islam soit géré par une structure depuis 20 ans. C'est une question d'État. Il ne peut être laisser à l'écart du dialogue avec le gouvernement plus d'un million de musulmans qui sont arrivés en Espagne par l'intermédiaire de l'immigration » a ajouté Mohamed Chaib, député du Parti socialiste de Catalogne (PSC) et l'un des cinq membres du Conseil marocain d'Espagne. Un autre conseiller-expert des communautés islamiques, Iván Jiménez-Aybar, a clairement indiqué dans son allocution que: « la CI créée en 1992 est un bâtiment dont les fondations ont été érodées au fil du temps. La seule solution est de démolir ce bâtiment pour être reconstruit à nouveau ». De même, ailleurs en Europe, les musulmans choisissent leurs représentants par vote ce qui n'est pas le cas en Espagne. « En France et en Belgique ils ont fait des élections pour choisir leurs dirigeants (...). Les musulmans ont besoin de plus de démocratie, parce que les dirigeants actuels ne représentent personne. Le gouvernement espagnol ne devraient pas avoir peur de faire fonctionner la démocratie », a déclaré à « El Mundo » Abdellah Boussouf.

Un groupe de juristes espagnol avec à leur tête le professeur Jaime Rossell, doyen de la faculté de droit de l'Université d'Estrémadure a soutenu au contraire que les tensions entre les deux fédérations membres de la CI ont « bloqué la communication avec l'Administration ». Ils estiment que les problèmes auxquels font face l'Islam en Espagne « ne peuvent pas être attribués uniquement au gouvernement » et ont exigé des associations musulmanes de « faire leur part dans le processus d'intégration de culte islamique ». Le débat est lancé.

Ibrahima Koné
Copyright Yabiladi.com

Article lu 946 fois

Article publié sur Yabiladi.com
http://www.yabiladi.com/article.php?cat=societe&id=3099

Almohagir.net

le manque de « lieux de culte décents et d'imams formés en Espagne »

Les représentants du Conseil de la communauté marocaine résidente à l'étranger (CCME) ont dénoncé ce dimanche, en présence d'experts venus de plusieurs pays européens, le manque de « lieux de culte décents et d'imams formés en Espagne » a rapporté Europa Press. C'était à l'occasion du colloque organisé les 14 et 15 mars à Fès sur le thème « Statut juridique de l'Islam en Europe ».

Le CCME demande en outre au gouvernement central et aux Communautés autonomes espagnoles, de prendre les mesures nécessaires pour promouvoir l'intégration de tous les musulmans. Le secrétaire général du CCME, Abdellah Boussouf a déclaré à Europa Press que « ses membres ont besoin d'une organisation forte qui veille à l'accomplissement de la loi de la liberté religieuse en Espagne et le plein exercice de leurs droits ». « Il devrait être un organe véritablement représentatif et démocratique, parce que de nombreux musulmans ne se sentent pas représentés par la Commission islamique », a t-il expliqué. Dans cet ordre d'idées, Abdellah Boussouf a exhorté les gouvernements européens à encourager la création de mosquées dignes, parce qu'à son avis, il y a « une grande différence entre les lois qui garantissent la liberté de religion et de la réalité vécue par la communauté marocaine ».

En Espagne, les musulmans sont représentés par la Commission islamique (CI), un organe créé en 1992. Elle se compose de deux fédérations: l'Union des communautés islamiques d'Espagne (UCIDE) et la Fédération espagnole des entités religieuses islamiques (FEERI). Les mauvaises relations existantes entre ces deux fédérations qui ont, selon « El Mundo » une vision différente de l'Islam, ont amené l'organisation à une situation de paralysie décrite comme « non viable » par le gouvernement espagnol. La CI est l'interlocuteur direct du gouvernement espagnol. C'est d'elle que dépend la formation des imams, la nomination de professeurs de religion islamique et même les allocations ou subventions du ministère de la Justice.

Le souhait marocain de reforme de la CI vient du fait que l'organisation n'est pas adaptée au contexte actuel. « Nous ne pouvons pas accepter que l'Islam soit géré par une structure depuis 20 ans. C'est une question d'État. Il ne peut être laisser à l'écart du dialogue avec le gouvernement plus d'un million de musulmans qui sont arrivés en Espagne par l'intermédiaire de l'immigration » a ajouté Mohamed Chaib, député du Parti socialiste de Catalogne (PSC) et l'un des cinq membres du Conseil marocain d'Espagne. Un autre conseiller-expert des communautés islamiques, Iván Jiménez-Aybar, a clairement indiqué dans son allocution que: « la CI créée en 1992 est un bâtiment dont les fondations ont été érodées au fil du temps. La seule solution est de démolir ce bâtiment pour être reconstruit à nouveau ». De même, ailleurs en Europe, les musulmans choisissent leurs représentants par vote ce qui n'est pas le cas en Espagne. « En France et en Belgique ils ont fait des élections pour choisir leurs dirigeants (...). Les musulmans ont besoin de plus de démocratie, parce que les dirigeants actuels ne représentent personne. Le gouvernement espagnol ne devraient pas avoir peur de faire fonctionner la démocratie », a déclaré à « El Mundo » Abdellah Boussouf.

Un groupe de juristes espagnol avec à leur tête le professeur Jaime Rossell, doyen de la faculté de droit de l'Université d'Estrémadure a soutenu au contraire que les tensions entre les deux fédérations membres de la CI ont « bloqué la communication avec l'Administration ». Ils estiment que les problèmes auxquels font face l'Islam en Espagne « ne peuvent pas être attribués uniquement au gouvernement » et ont exigé des associations musulmanes de « faire leur part dans le processus d'intégration de culte islamique ». Le débat est lancé.

Source : Ibrahima Koné (15/03/09)

Colloque à Fès sur "Le Statut juridique de l'Islam en Europe"

Date 17/3/2009 11:08:33 | **Sujet :** Culture

Les représentants du Conseil de la communauté marocaine résidente à l'étranger (CCME) ont dénoncé ce dimanche, en présence d'experts venus de plusieurs pays européens, le manque de « lieux de culte décents et d'imams formés en Espagne » a rapporté Europa Press.

C'était à l'occasion du colloque organisé les 14 et 15 mars à Fès sur le thème « Statut juridique de l'Islam en Europe ».

Le CCME demande en outre au gouvernement central et aux Communautés autonomes espagnoles, de prendre les mesures nécessaires pour promouvoir l'intégration de tous les musulmans. Le secrétaire général du CCME, Abdellah Boussouf a déclaré à Europa Press que « ses membres ont besoin d'une organisation forte qui veille à l'accomplissement de la loi de la liberté religieuse en Espagne et le plein exercice de leurs droits ». « Il devrait être un organe véritablement représentatif et démocratique, parce que de nombreux musulmans ne se sentent pas représentés par la Commission islamique », a t-il expliqué. Dans cet ordre d'idées, Abdellah Boussouf a exhorté les gouvernements européens à encourager la création de mosquées dignes, parce qu'à son avis, il y a « une grande différence entre les lois qui garantissent la liberté de religion et de la réalité vécue par la communauté marocaine ».

En Espagne, les musulmans sont représentés par la Commission islamique (CI), un organe créé en 1992. Elle se compose de deux fédérations: l'Union des communautés islamiques d'Espagne (UCIDE) et la Fédération espagnole des entités religieuses islamiques (FEERI). Les mauvaises relations existantes entre ces deux fédérations qui ont, selon « El Mundo » une vision différente de l'Islam, ont amené l'organisation à une situation de paralysie décrite comme « non viable » par le gouvernement espagnol. La CI est l'interlocuteur direct du gouvernement espagnol. C'est d'elle que dépend la formation des imams, la nomination de professeurs de religion islamique et même les allocations ou subventions du ministère de la Justice.

Le souhait marocain de reforme de la CI vient du fait que l'organisation n'est pas adaptée au contexte actuel. « Nous ne pouvons pas accepter que l'Islam soit géré par une structure depuis 20 ans. C'est une question d'État. Il ne peut être laisser à l'écart du dialogue avec le gouvernement plus d'un million de musulmans qui sont arrivés en Espagne par l'intermédiaire de l'immigration » a ajouté Mohamed Chaib, député du

d'Espagne. Un autre conseiller-expert des communautés islamiques, Iván Jiménez-Aybar, a clairement indiqué dans son allocution que: « la CI créée en 1992 est un bâtiment dont les fondations ont été érodées au fil du temps. La seule solution est de démolir ce bâtiment pour être reconstruit à nouveau ». De même, ailleurs en Europe, les musulmans choisissent leurs représentants par vote ce qui n'est pas le cas en Espagne. « En France et en Belgique ils ont fait des élections pour choisir leurs dirigeants (...). Les musulmans ont besoin de plus de démocratie, parce que les dirigeants actuels ne représentent personne. Le gouvernement espagnol ne devraient pas avoir peur de faire fonctionner la démocratie », a déclaré à « El Mundo » Abdellah Boussouf.

Un groupe de juristes espagnol avec à leur tête le professeur Jaime Rossell, doyen de la faculté de droit de l'Université d'Estrémadure a soutenu au contraire que les tensions entre les deux fédérations membres de la CI ont « bloqué la communication avec l'Administration ». Ils estiment que les problèmes auxquels font face l'Islam en Espagne « ne peuvent pas être attribués uniquement au gouvernement » et ont exigé des associations musulmanes de « faire leur part dans le processus d'intégration de culte islamique ». Le débat est lancé.

Source : Yabiladi

Cet article provient de Ville2Fes.Com
http://www.ville2fes.com

L'adresse de cet article est :
http://www.ville2fes.com/modules/news/article.php?storyid=2441

L'EXPRESS.fr

le 20/03/2009

Du rififi au Conseil français du culte musulman

AFP

Mohammed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman (CFCM).

Guerre de communiqués, réunions en urgence: ça tangue à nouveau au Conseil français du culte musulman, où les représentants de la Grande Mosquée de Paris ont menacé de "geler" leur participation.

Le constat ne change pas: lorsque le Conseil français du culte musulman (CFCM) fait parler de lui, c'est pour son inaction ou ses bisbilles. Le dernier épisode en date renvoie au deuxième cas de figure. Mercredi 18 mars, les représentants de la Fédération de la Grande Mosquée de Paris et de la Grande Mosquée de Lyon annoncent, par communiqué, qu'ils "gèlent" leur participation au bureau du CFCM. Motif? "Les dérives personnelles dans la gestion de cette instance cultuelle" et "l'ingérence étrangère". Branle-bas de combat au ministère, et réunion en urgence entre les principaux acteurs de cette comédie à rallonge.

L'affaire, cette fois, est partie d'un colloque sur "Le statut juridique de l'islam en Europe", organisé les 15 et 16 mars dernier à Fès, au Maroc.

Participaient à cette rencontre le président du CFCM, Mohammed Moussaoui, marocain lui-même - ainsi que trois membres du ministère de l'Intérieur français: David Sénat, le conseiller pour les cultes de Michèle Alliot-Marie ; Laurent Touvet, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, et Jean-Philippe Pierre, conseiller politique et parlementaire. Les deux premiers sont revenus sur le cadre juridique français en matière de religion et sur la création du CFCM. Conseil dont Mohammed Moussaoui, en tant que président, avait été, lui aussi, convié à expliquer les grandes lignes devant l'assemblée. Hormis une représentante du ministère des Affaires étrangères allemand, chargé des cultes, il est vrai que les "officiels" autres que français ne se bousculaient pas, ce jour-là, dans la salle spacieuse de l'hôtel Mirage.

Rivalités tenaces

Ce colloque était organisé par le Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger, une instance vieille d'à peine un an, lancée par la monarchie marocaine mais dotée d'un budget propre. Son vice-président, Abdellah Boussouf, ancien recteur de la mosquée de Strasbourg, ne cache pas son ambition de faire de ce nouveau forum un acteur clé de l'intégration de l'islam en France, sur une ligne ouvertement laïque et

intégratrice. "Il faut encourager le dynamisme à l'extérieur du CFCM afin de dépasser les blocages au sein de celui-ci", insiste-t-il.

Une rencontre internationale, organisée en grande pompe par les Marocains, avec Moussaoui et les conseillers de "MAM" en "guest stars": l'occasion était trop belle, pour les Algériens, de dénoncer "l'ingérence" marocaine dans les affaires françaises. Chemseddine Hafiz, vice-président du CFCM et membre de la Fédération de la Grande Mosquée de Paris, a donc claqué la porte du bureau, emmenant le recteur de la Grande Mosquée de Lyon, Kamel Kabtane, dans son sillage. Avant de revenir sur leur décision, après la médiation du bureau des cultes.

Sur le fond, les raisons de cette passe d'armes sont connues: depuis leur défaite aux dernières élections du CFCM, où ils ont perdu les postes clés et la présidence, les Algériens se démènent pour reprendre l'avantage face au Rassemblement des Marocains de France.

D'où ce nouveau coup d'éclat. D'où, aussi, l'initiative récente d'un "Crif musulman", appuyée par le même Hafiz, un conseil constitué de personnalités d'origine musulmane laïques, dont la voix viendrait en appoint, et sans doute aussi en contrepoint, du CFCM.

Actualités
Revue de presse
Interview
Analyses
Débats & opinions
Hikayat el ghorba
Multimédia
Web série
Radio du Maroc
Photos du Maroc
Zapping vidéo
Pratique
Choumicha
Consulats du Maroc
Prénoms marocains
Saint Coran
Mektaba
Services
Météo
Programme TV
Devises
Annuaire

Le CCME déplore la discrimination des musulmans en Europe

Le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME) a déploré l'existence en Europe d'un grand fossé entre la théorie et le vécu quotidien des communautés musulmanes dans le Vieux continent.

«Même si tous les pays européens sont dotés de constitutions, qui garantissent toutes les libertés dont celle du culte, il existe encore un grand fossé entre la théorie et le vécu quotidien, qui reste marqué par des discriminations visant les membres des communautés musulmanes dans ces pays», souligne le SG de cette instance Ahmed Boussouf lors de la clôture d'une rencontre internationale à Fès sur le «Statut juridique de l'islam en Europe». Boussouf a appelé les pays européens à agir pour changer les stéréotypes sur l'islam véhiculés dans les médias et les programmes scolaires européens, à aider à la construction de lieux de culte décents pour ces communautés religieuses et à promouvoir toutes les initiatives visant à faire mieux connaître l'islam dans la société.

Pour le président du CCME Driss El Yazami, tout le monde, chacun à son niveau, est témoin et acteur d'un «processus historique inédit, celui de l'enracinement de l'islam dans des sociétés pluralistes et profondément sécularisées et toutes attachées, quelle que soit leur tradition nationale spécifique, à une même laïcité culturelle européenne». Il a affirmé que les sociétés européennes, l'une après l'autre, connaissent une diversification de plus en plus évidente qui se fait à un rythme historique accéléré, transformant de manière essentielle le paysage religieux et culturel de ces pays. Induits par les vagues successives de l'immigration, les mouvements de population de ces dernières décennies ont transformé le visage de l'Europe, a-t-il souligné.

Revenant sur la Belgique qui se définit comme un Etat non confessionnel, le directeur du Centre interdisciplinaire d'études de l'islam dans le monde contemporain, Felice Dassetto, a affirmé que la formation en Europe des futures générations et des leaders de la communauté musulmane représente le plus grand défi auquel l'islam est confronté. Malgré certaines difficultés, l'islam s'est doté dans ce pays d'une importante infrastructure, de mosquées et d'imams pour permettre aux fidèles de s'acquitter de leur devoir religieux, a-t-il dit. Concernant l'Espagne, Jaime Rossel Granados, professeur de droit ecclésiastique, a fait savoir que l'évolution du statut de l'islam est handicapée surtout par l'absence d'une représentation pouvant jouer le rôle d'interlocuteur unique de l'Etat. Même constat dans d'autres pays tels que l'Italie, où vivent plus d'un million de musulmans issus de différents pays.

Selon ses initiateurs, cette première rencontre se veut un forum de dialogue et d'échanges d'expériences pour établir un premier état des lieux de la situation juridique du culte musulman au sein des pays européens marqués par une «laïcité culturelle», de porter un regard croisé sur leurs expériences et d'analyser les avancées, les défis et les contraintes en la matière.

Le Statut juridique de l'Islam en Europe, thème d'un colloque international samedi et dimanche à Fès

"Le Statut juridique de l'Islam en Europe", est le thème d'un Colloque international, qui sera organisé les 14 et 15 mars à Fès, à l'initiative du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME).

Le colloque rassemblera des chercheurs et des juristes marocains et étrangers spécialisés en la matière ainsi que plusieurs représentants politiques et acteurs culturels et sociaux qui aborderont les divers aspects législatifs et sociaux associés à la pratique du culte musulman en Europe, indique jeudi un communiqué du CCME.

Une présentation de la problématique soulevée par le statut juridique de l'Islam en Europe viendra en introduction du colloque, dont les travaux s'articuleront en second lieu autour des législations européennes et de la liberté de culte, des législations européennes et des spécificités du culte musulman, des politiques publiques et du culte musulman et enfin de l'organisation du culte musulman en Europe.

Une table-ronde sur la gestion de l'Islam dans la cité sera animée par les maires de plusieurs villes européennes qui débattront et confronteront leurs expériences en matière de gestion du culte musulman.

Le CCME, qui a fait de la problématique religieuse une de ses priorités, notamment à travers la mise sur pied d'un groupe de travail "cultes et éducation religieuse", souhaite faire de cette première rencontre un forum de dialogue et d'échanges d'expériences permettant d'établir un premier état des lieux de la situation juridique du culte musulman au sein des pays européens marqués par une "laïcité culturelle", de porter un regard croisé sur leurs expériences et d'analyser les avancées, les défis et les contraintes en la matière.

Selon les organisateurs, l'Islam, véritable thème d'intérêt pour l'opinion publique des pays d'accueil, apparaît de plus en plus comme un élément constitutif de l'identité européenne.

Organe consultatif et prospectif destiné à émettre des avis à SM le Roi Mohammed VI concernant les questions d'émigration, le CCME a pour vocation de mettre en place les mécanismes nécessaires pour assurer une participation accrue des Marocains résidant à l'étranger dans la vie politique et socio-économique de leur pays d'origine.

D'après MAP

12/03/2009 à 21:21:53

www.lagazetteidumaroc.com

la Gazette du Maroc

N°616 • Du 20 au 26 Mars 2009

15 DH - 3 DTN - 3€

L'Islam en Europe. Une gestion de proximité

A la clôture des travaux du colloque organisé les 14 et 15 mars à Fès sur le thème du « Statut juridique de l'islam en Europe », le CCME (Conseil de la communauté marocaine à l'étranger) a mobilisé un riche panel de chercheurs et experts européens et marocains d'origine pour dresser un état des lieux de la situation juridique des musulmans dans le Vieux continent et passer en revue la problématique du culte islamique dans des pays d'accueil traditionnellement laïcs. Le président du Conseil a tenu à clarifier la vocation institutionnelle devant se traduire par la nécessité d'un CCME qui, « se préoccupant pour les thèmes d'intérêt touchant la vie de nos compatriotes à l'étranger, notamment celui du culte, s'attache dans ce domaine à favoriser le dialogue autour de la question religieuse dans les pays européens. Ses actions, menées par le biais de la recherche, d'organisation de colloques de réflexion et de la mise en place de partenariats, devraient contribuer à faire avancer le débat sur la prise en considération de la réalité musulmane en Europe ». Des chercheurs à l'instar de Francis Messner du CNRS ou Felice Dassetto, professeur universitaire belge ont marqué les esprits par la pertinence de leurs enseignements autour de la question de la « gestion de l'Islam dans la cité ». Ces moments ont été rehaussés par la participation de maires tels ceux de Strasbourg et d'Offenbach.

Driss El Yazami, président du CCME.

JEUNE AFRIQUE
www.jeuneafrique.com
HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL INDÉPENDANT • 49e ANNÉE • N° 2515 • du 22 au 28 mars 2009
LE PLUS TUNISIE

Driss El Yazami (à dr.), président de la CCME, s'exprimant lors du colloque de Fès.

AIC PRESS

MAROC

Islam et laïcité : l'exception française ?

Un colloque organisé à Fès à l'initiative du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME) analyse le statut juridique de la religion musulmane en Europe.

L'islam est-il compatible avec la laïcité ? Et, en retour, les pays européens offrent-ils les garanties juridiques suffisantes pour un exercice serein de ce qui est devenu la deuxième religion de l'Union européenne ? C'est à cette double question qu'ont tenté de répondre les invités (juristes, universitaires, théologiens, hauts fonctionnaires) du colloque organisé les 14 et 15 mars à Fès à l'initiative du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), présidé par Driss El Yazami. Point d'orgue de cette réunion, la première du genre organisée de ce côté de la Méditerranée : la visite de la mosquée d'Al-Qaraouiyine. Une visite ouverte à tous, musulmans comme chrétiens.

Des royaumes britannique et danois, dont la couronne veille à la prééminence des Églises nationales (anglicane ou luthérienne), en passant par l'Italie républicaine, qui mentionne l'Église catholique dans sa Constitution, ou encore la Grèce et son culte orthodoxe, reconnu comme « dominant », les débats ont permis de faire un passionnant tour d'horizon d'une laïcité européenne à géométrie variable. Mais, à Fès, c'est de l'islam de France et ses 5 à 8 millions de fidèles qu'il a surtout été question. « La laïcité française est moins guerrière que l'imaginaire collectif ne le pense », analyse Driss El Yazami. C'est aussi en France que la réflexion sur l'islam et l'organisation du culte sont les plus abouties, avec notamment la création, en 2003, du Conseil français du culte musulman (CFCM), interlocuteur privilégié des autorités. « Le cas de la France est considéré comme un véritable laboratoire pour les pays voisins », a expliqué à *Jeune Afrique* Mohamed Moussaoui, président du CFCM.

De son côté, David Sénat a souligné « la neutralité bienveillante » des pouvoirs publics français vis-à-vis de l'islam. Hostile à la « communautarisation », le « monsieur Islam » du ministère de l'Intérieur a implicitement dénoncé le projet de création d'un Conseil représentatif des institutions musulmanes (Crim). Cette initiative, appuyée par l'Algérie et financée par le Qatar, risquerait de diviser la communauté musulmane et serait perçue comme un nouvel épisode de la guerre sourde qui oppose Algériens et Marocains pour le contrôle de l'islam de France. ■

NICOLAS MARMIÉ, *envoyé spécial à Fès*

LE SOIR

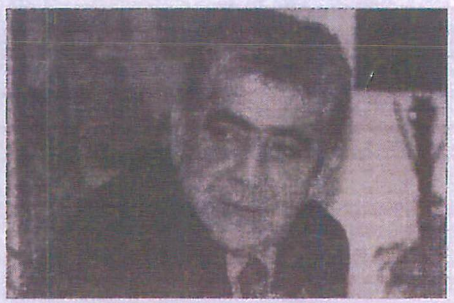
18 mars 2009

FÈS Le CCME déplore la discrimination

▶ Le paysage religieux et culturel de ces pays connaît des transformations évidentes.

Le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME) a déploré l'existence en Europe d'un grand fossé entre la théorie et le vécu quotidien des communautés musulmanes dans le Vieux continent. *«Même si tous les pays européens sont dotés de constitutions, qui garantissent toutes les libertés dont celle du culte, il existe encore un grand fossé entre la théorie et le vécu quotidien, qui reste marqué par des discriminations visant les membres des communautés musulmanes dans ces pays»*, souligne le SG de cette instance Ahmed Boussouf lors de la clôture d'une rencontre internationale à Fès sur le «Statut juridique de l'islam en Europe». Boussouf a appelé les pays européens à agir pour changer les stéréotypes sur l'islam véhiculés dans les médias et les programmes scolaires européens, à aider à la construction de lieux de culte décents pour ces communautés religieuses et à promouvoir toutes les initiatives visant à faire mieux connaître l'islam dans la société.

Pour le président du CCME Driss El Yazami, tout le monde, chacun à son niveau, est témoin et acteur d'un *«processus historique inédit, celui de l'enracinement de l'islam dans des sociétés pluralistes et profondément sécularisées et toutes attachées, quelle que soit leur tradition nationale spécifique, à une même laïcité culturelle européenne»*. Il a affirmé que les sociétés européennes, l'une après l'autre, connaissent une diversification de plus en plus évidente qui se fait à un rythme historique accéléré, transformant de manière essentielle le paysage religieux et culturel de ces pays. Induits par les vagues successives de l'immigration, les mouvements de population de ces dernières décennies ont transformé le visage de l'Europe, a-t-il souligné. Revenant sur la Belgique qui se définit comme un Etat non confessionnel, le directeur du Centre interdisciplinaire d'études de l'islam dans le monde contemporain, Felice Dassetto, a affirmé que la formation en Europe des futures générations et des leaders de la communauté musulmane représente le plus grand défi auquel l'islam est confronté.



Driss El Yazami, président du CGME. (DR)

Malgré certaines difficultés, l'islam s'est doté dans ce pays d'une importante infrastructure, de mosquées et d'imams pour permettre aux fidèles de s'acquitter de leur devoir religieux, a-t-il dit.

Concernant l'Espagne, Jaime Rossel Granados, professeur de droit ecclésiastique, a fait savoir que l'évolution du statut de l'islam est handicapée surtout par l'absence d'une représentation pouvant jouer le rôle d'interlocuteur unique de l'Etat.

Même constat dans d'autres pays tels que l'Italie, où vivent plus d'un million de musulmans issus de différents pays.

Selon ses initiateurs, cette première rencontre se veut un forum de dialogue et d'échanges d'expériences pour établir un premier état des lieux de la situation juridique du culte musulman au sein des pays européens marqués par une «laïcité culturelle», de porter un regard croisé sur leurs expériences et d'analyser les avancées, les défis et les contraintes en la matière.

AMINE SEGHIR

AL BAYANE
Fondateur : Ali Yata - Directeur de la publication: Ahmed Zaki

17 mars 2009

Le CCME appelle les pays européens à aider à corriger l'image erronée sur l'islam véhiculée dans les médias

Le secrétaire général du Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger (CCME), M. Abdellah Boussouf, a appelé, dimanche à Fès, les pays européens à œuvrer pour changer l'image erronée et les stéréotypes sur l'Islam véhiculés dans les médias et les programmes scolaires.

Même si tous les pays européens sont dotés de constitutions, qui garantissent toutes les libertés dont celle du culte, il existe encore un grand fossé entre la théorie et le vécu quotidien, qui reste marqué par des discriminations visant les membres des communautés musulmanes dans ces pays, a-t-il dit dans une allocution de clôture d'un colloque de deux jours, organisé sous le haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, sur le statut de l'Islam en Europe.

Boussouf a également appelé ces pays à aider à la construction de lieux de culte décents pour ces communautés religieuses et promouvoir toutes les initiatives visant à faire mieux connaître l'Islam dans la société.

Cette action doit également inciter, a-t-il dit, les communautés musulmanes à renforcer leur organisation dans la perspective de leur intégration dans les sociétés d'accueil et à jouer un rôle positif au service de la paix, de l'harmonie, de la sécurité et du progrès.

Il a souligné de même la nécessité pour les communautés musulmanes d'avoir un cadre religieux, ouvert aux femmes et aux jeunes et en mesure d'exprimer et de défendre leurs intérêts et de rechercher des réponses aux questions posées à travers l'Ijtihad.

Pour sa part, M. Michel Tubiana, président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme en France, a estimé que les Musulmans doivent faire aussi l'effort de s'adapter aux sociétés d'accueil où ils vivent en minorité.

L'Islam fait partie désormais du paysage religieux dans les pays européens qui doivent l'accueillir en tant que tel pour le bien de tous, a-t-il noté.

De son côté, M. José Maria Ferré de la Pena, ambassadeur en mission spéciale au ministère espagnol des Affaires étrangères et de la coopération, a rappelé que la situation de l'Islam en Europe est liée à l'arrivée de vagues successives de migrants dans le vieux continent, rappelant que ces communautés, somme toute minoritaires, doivent respecter les lois des pays d'accueil.

Initié par le CCME, ce colloque a permis de faire l'état des lieux de la situation juridique des Musulmans en Europe avec la participation de plusieurs chercheurs, juristes et acteurs politiques européens et marocains, qui ont abordé une série de défis que rencontrent les pays d'accueil pour répondre aux attentes des communautés musulmans qui réclament leur reconnaissance et la satisfaction de leurs besoins en termes religieux, éducatifs culturels.

L'ECONOMISTE
Le premier quotidien économique du Maroc 16/3/2009

Les musulmans de France en exemple

L'heure est à la liberté religieuse

Harmonisation de la gestion des cultes

Djellaba et babouches à la mosquée et costume-cravate ailleurs. C'est le nouvel esprit et modèle que veulent montrer les responsables du culte musulman qui ont assisté au colloque international sur «le Statut juridique de l'Islam en Europe» qui s'est tenu le week-end dernier à Fès. Les participants ont eu l'occasion d'analyser les avancées, les défis et les contraintes de la gestion de la chose religieuse.

Il en est ressorti que l'expérience de la France à travers le Conseil français du culte musulman (CFCM) est une véritable réussite. Mohamed Moussaoui, président de ce Conseil, a souligné que l'heure est à la liberté religieuse. Ce Marocain de 45 ans reconnaît qu'il y a encore des petites discordes au niveau du CFCM. Selon lui, «cette polémique a été déclenchée sur le fond de contestation du mode électoral et du mode de représentativité au sein du Conseil».

«Cette polémique est dépassée, il n' y a plus de rapports de forces dans la gestion de la chose religieuse. Au moins en apparence, la hache de guerre est enterrée», dit Moussaoui. Sur un autre registre, le président du CFCM a affirmé que la situation du culte musulman de façon générale au niveau de l'Europe se situe sur un système à deux niveaux. Le premier est basé sur les principes fondateurs de liberté et des droits de l'homme. Sur ce niveau, tous les pays européens s'accordent sur les principes généraux du respect d'autrui, et du droit de croire et de manifester son appartenance religieuse. Le deuxième niveau concerne la gestion du culte lui-même ou ce qu'on appelle l'organisation du culte musulman. Et c'est justement dans ce volet que des différences importantes d'un pays à l'autre et une harmonisation de cette organisation au sein de l'Europe seront une tâche difficile.

Rappelons qu'en décembre dernier, les pays européens se sont réunis sous la présidence de la France (UE) en présence des représentants des cultes pour discuter de la situation des religions dans les différents pays. Résultat: des choses peuvent être harmonisées mais beaucoup d'experts pensent qu'il faut rester sur une gestion plutôt de pays par pays. Associer d'autres communautés à cette gestion s'avère aussi d'un grand apport. C'est le cas déjà en France, à titre d'exemple, où le nouveau projet de règlement concernant l'abattage rituel qui va être voté par la Commission européenne, explique Moussaoui. Et de poursuivre: «En juillet dernier, nous avons réussi en concertation avec le conseil du culte juif de repousser une remise en cause de l'abattage rituel».

En tout cas, la France a fait des efforts considérables dans un certain nombre de règlements de la liberté religieuse. Des efforts qui permettent à chaque culte de s'exprimer à différents niveaux et différents endroits (armée, prisons et hôpitaux). «Ce sont des endroits fermés où la possibilité d'exercer le culte est très difficile. L'Etat s'engage à permettre aux cultes de s'exprimer d'une façon pleine au niveau de ces établissements», conclut Moussaoui.

Youness SAAD ALAMI

L'ECONOMISTE
Le premier quotidien économique du Maroc 16/3/2009

Les revendications de l'Islam en Europe

· Absence d'un statut juridique

· La France à l'avant-garde des réformes

Ils ont été des dizaines de chercheurs, d'universitaires et de spécialistes des questions du culte, à débattre, le week-end dernier à Fès, de l'Islam. Mais sous un angle particulier: le «statut juridique de l'Islam en Europe». Pourquoi l'Europe? Pour la simple raison que sur les 3,5 millions de Marocains vivant à l'étranger, 80% sont établis dans des pays européens. Les responsables du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), organisateur de ce premier colloque international sur la question, ont estimé opportun d'en débattre à un moment où l'intégrisme, voire l'obscurantisme, ont pris une ampleur inquiétante qui fait peur même à l'intérieur des pays musulmans.

L'axe de réflexion autour duquel ont tourné toutes les interventions, ou presque, est resté cependant concentré sur des champs qui intéressent la communauté marocaine à plus d'un égard. Objectif: fédérer cette communauté autour des valeurs de l'Islam, certes, mais aussi réfléchir aux moyens de les adapter au contexte de chaque pays d'accueil. Approche fortement intéressante, mais dont la mise en application ne sera pas de toute facilité. Il est certain que cela va provoquer une grande polémique dans les milieux musulmans de la communauté marocaine vivant à l'étranger. Toutefois, ce premier colloque aura eu le mérite de lancer le débat autour de cette question. Driss El Yazami, président du CCME, dira à juste titre que «nous sommes au fond et les témoins et les acteurs, chacun à son niveau, d'un processus historique inédit, celui de l'enracinement de l'Islam dans des sociétés pluralistes et profondément sécularisées et toutes attachées, quelles que soient leurs traditions nationales spécifiques, à une même laïcité culturelle européenne». En somme, si intégration de l'Islam il y a, il faut qu'elle le soit en fonction des us et coutumes de chaque pays, chaque société.

Seulement, aujourd'hui plus que par le passé, l'Islam ne peut plus être considéré comme «importé». En plus clair, les vagues d'immigration du début des années soixante ont donné naissance à des générations de nouveaux citoyens des pays d'accueil. Les deuxième et troisième générations notamment sont, certes, issues de l'immigration, mais leurs membres sont nés dans les pays d'accueil et, par conséquent, sont des citoyens de droit. «Le nouveau partenaire musulman de l'équation religieuse européenne est ainsi plus visible, de moins en moins étranger ou immigré et de plus en plus national puisque revendiqué et assumé par une partie des enfants de l'immigration», dira encore El Yazami. Conséquence : ce partenaire demande de manière de plus en plus pressante sa place sur l'échiquier des cultes. Il réclame, en toute légitimité, un traitement d'égal à égal avec les autres cultes présents en Europe, notamment avec le christianisme et le judaïsme. En somme, le nouveau partenaire revendique, à juste tire d'ailleurs, les mêmes avantages et les mêmes moyens que ceux octroyés par les pays européens aux autres cultes. Une revendication que les différents intervenants, venus

notamment de France, de Belgique, des Pays-Bas, d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie... qualifient d'urgente et de légitime.

Bataille

Ce colloque a voulu éviter d'entrer dans des polémiques sur le financement d'associations de culte. Cependant, des exemples concrets sur la bonne volonté de certains Etats européens à s'ouvrir davantage sur l'Islam, à défaut de l'intégrer, ont été abordés. Celui qui a été le plus cité est le cas de la France. Ce pays a, en effet, permis qu'il y ait des prédicateurs du culte musulman au sein de l'armée et également à l'intérieur des prisons. Un grand acquis sur lequel les responsables du Conseil français du culte musulman (CFCM) veulent capitaliser en introduisant une requête auprès de la Commission européenne. Principales revendications: suivre l'exemple français et aussi permettre l'installation de lieux de culte pour tous les musulmans. Une «bataille» qui ne sera pas de tout repos. Mohamed Moussaoui, président du CFCM, en est conscient, mais il reste déterminé à la mener jusqu'au bout. Pour ce docteur d'Etat en mathématiques, établi depuis plus de 20 ans en France, il est plus que temps de mettre les pendules de l'Islam à l'heure des pays d'accueil.

Jamal Eddine HERRADI

Le Maroc participe au débat sur la gestion du culte musulman en Espagne

Les représentants du Conseil de la communauté marocaine résidant à l'étranger (CCME) ont dénoncé ce dimanche, en présence d'experts venus de plusieurs pays européens, le manque de « lieux de culte décents et d'imams formés en Espagne » a rapporté Europa Press. C'était à l'occasion du colloque organisé les 14 et 15 mars à Fès sur le thème « Statut juridique de l'Islam en Europe ».

Le CCME demande en outre au gouvernement central et aux Communautés autonomes espagnoles, de prendre les mesures nécessaires pour promouvoir l'intégration de tous les musulmans. Le secrétaire général du CCME, Abdellah Boussouf a déclaré à Europa Press que « ses membres ont besoin d'une organisation forte qui veille à l'accomplissement de la loi de la liberté religieuse en Espagne e t le plein exercice de leurs droits ». « Il devrait être un organe véritablement représentatif et démocratique, parce que de nombreux musulmans ne se sentent pas représentés par la Commission islamique », a t-il expliqué. Dans cet ordre d'idées, Abdellah Boussouf a exhorté les gouvernements européens à encourager la création de mosquées dignes, parce qu'à son avis, il y a « une grande différence entre les lois qui garantissent la liberté de religion et de la réalité vécue par la communauté marocaine ».

En Espagne, les musulmans sont représentés par la Commission islamique (CI), un organe créé en 1992. Elle se compose de deux fédérations : l'Union des communautés islamiques d'Espagne (UCIDE) et la Fédération espagnole des entités religieuses islamiques (FEERI). Les mauvaises relations existantes entre ces deux fédérations qui ont, selon « El Mundo » une vision différente de l'Islam, ont amené l'organisation à une situation de paralysie décrite comme « non viable » par le gouvernement espagnol. La CI est l'interlocuteur direct du gouvernement espagnol. C'est d'elle que dépend la formation des imams, la nomination de professeurs de religion islamique et même les allocations ou subventions du ministère de la Justice.

Le souhait marocain de reforme de la CI vient du fait que l'organisation n'est pas adaptée au contexte actuel. « Nous ne pouvons pas accepter que l'Islam soit géré par une structure depuis 20 ans. C'est une question d'État. Il ne peut être laisser à l'écart du dialogue avec le gouvernement plus d'un million de musulmans qui sont arrivés en Espagne par l'intermédiaire de l'immigration » a ajouté Mohamed Chaib, député du Parti socialiste de Catalogne (PSC) et l'un des cinq membres du Conseil marocain d'Espagne. Un autre conseiller-expert des communautés islamiques, Iván Jiménez-Aybar, a clairement indiqué dans son allocution que : « la CI créée en 1992 est un bâtiment dont les fondations ont été érodées au fil du temps. La seule solution est de démolir ce bâtiment pour être reconstruit à nouveau ». De même, ailleurs en Europe, les musulmans choisissent leurs représentants par vote ce qui n'est pas le cas en Espagne. « En France et en Belgique ils ont fait des élections pour choisir leurs dirigeants (...). Les musulmans ont besoin de plus de démocratie, parce que les dirigeants actuels ne représentent personne. Le gouvernement espagnol ne devraient pas avoir peur de faire fonctionner la démocratie », a déclaré à « El Mundo » Abdellah Boussouf.

Un groupe de juristes espagnol avec à leur tête le professeur Jaime Rossell, doyen de la faculté de droit de l'Université d'Estrémadure a soutenu au contraire que les tensions entre les deux fédérations membres de la CI ont « bloqué la communication avec l'Administration ». Ils estiment que les problèmes auxquels font face l'Islam en Espagne « ne peuvent pas être attribués uniquement au gouvernement » et ont exigé des associations musulmanes de « faire leur part dans le processus d'intégration de culte islamique ». Le débat est lancé.

source : http://www.yabiladi.com/ Publié le 17-03-2009

A LA UNE
Monde
France
Sports
Spécial foot
http://dnaudio.dna.fr/
Fil foot
Les autres sports
Météo
Impul'sons DNA
DNA libres découvertes
Oxy'jeunes
La boîte à images
Le blog des petits curieux
Infos du net
Tests jeux vidéos
Bilingue
Opinions / Courrier des lecteurs
Nouveau !
Galerie photos
ABONNES
Actu région
Éditions locales
Economie - bourse
Faits divers
Spécial foot
Les autres sports
Culture et loisirs
Reflets DNA
Chuchotements
RECHERCHE
ANNONCES
ARCHIVES
Éditions récentes :
Archives en ligne
Dossiers archivés
EXPRIMEZ-VOUS
Forums
Tchat
LOISIRS
Loto • Keno
Euromillion
Horoscope
Cinéma
Télé
Portails pros
Jeu.net
Jardins
Vosges à pied
Recettes de cuisine
Voyages

Islam en Europe : l'exemple de Strasbourg

« L'opinion a profondément évolué face à l'islam à Strasbourg », a estimé Roland Ries dimanche. « Il y a quelques années, on brandissait l'"islamisation de l'Alsace", en dessinant une cathédrale coiffée d'un croissant. Le projet de grande mosquée suscitait la controverse. Depuis, les choses ont beaucoup avancé ». Un moment-charnière, a souligné Roland Ries, a été l'appel commun lancé en 1998 par l'archevêque, le grand rabbin et les présidents protestants justifiant la construction d'une mosquée.

Le maire a confirmé que le conseil municipal allait faciliter le déblocage du chantier du Heyritz. Devant ses hôtes marocains, il n'a pas caché que se posait encore la question des mosquées de quartier, illustrée par le récent conflit dans le quartier de l'Elsau.

Le maire de Strasbourg intervenait dans un colloque international sur « Le statut juridique de l'islam en Europe ». Celui-ci, premier du genre au sud de la Méditerranée, était organisé à Fès par le Conseil de la communauté musulmane à l'étranger (CCME). Son secrétaire général est l'ancien Strasbourgeois Abdellah Boussouf, aujourd'hui à Bruxelles.

Former les cadres religieux

L'exemple strasbourgeois - avec la particularité du droit local des cultes - a été très commenté. Une partie de l'équipe de la mosquée, et le président du conseil régional du culte musulman d'Alsace, Driss Ayachour, ont participé aux travaux. Le colloque a aussi traité les situations espagnoles, belges, allemandes, ainsi que de la France « de l'intérieur ».

Une forte délégation française, dont plusieurs chercheurs du CNRS liés à l'Alsace (Francis Messner, Franck Frégosi), était présente. Mohamed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman (CFCM), a expliqué l'organisation actuelle de l'islam en France. Il a appelée cette structure élue à devenir plus « fonctionnelle ».

Partout en Europe, le « fait musulman » devient progressivement un « fait religieux » parmi les autres, ont observé les travaux. « Le nouveau partenaire musulman de l'équation religieuse européenne est de plus en plus visible, de moins en moins étranger ou immigré et de plus en plus national » a ainsi jugé Driss El Yazami, président du CCME. La première des urgences, suggèrent les travaux de Fès, est désormais la formation des cadres du culte musulman européen.

Jacques Fortier

Édition du Mar 17 mars 2009

Stéphane Papi, chercheur: "L'Islam européen ne va pas se décider dans les pays d'origines des immigrés musulmans mais en Europe"

Canal Religion

Posté par: Hocine Ali

Publiée le : 15/3/2009 22:30:00

Avec 14 millions d'adeptes, l'Islam est actuellement la deuxième religion d'Europe. Sa gestion présente un défi pour les sociétés européennes et les décideurs politiques.

Retour avec Stéphane Papi, juriste, chercheur au CNRS d'Aix-en-Provence, sur les grands enjeux qui attendent le vieux continent face à cette religion. Il était parmi une pléiade de chercheurs et de sociologues et décideurs européens présents lors du colloque international sur le "statut juridique de l'Islam en Europe" tenu ce week-end à Fès. Eclairage.

Quel est l'état du statut juridique de l'Islam en Europe ?

On ne peut pas parler de statut juridique de l'Islam en Europe au singulier. Car la réalité, montre que ses statuts juridiques sont pluriels et différents. Dans tous les pays européens, il y a des communautés musulmanes qui sont implantées depuis trois générations. Ces communautés veulent vivre leur Islam. Il y a une vraie demande en ce sens. Face à cette demande, j'estime que la réaction doit être collective. Il serait judicieux d'aboutir à une harmonisation du cadre juridique dans l'ensemble de l'Union Européenne.

Et sur le plan de l'Union Européenne ?

Le traité européen reconnaît le fait religieux en général. Vous savez, lors des débats pour le projet de la constitution européenne avortée, il y avait des lobbys qui voulaient imposer l'héritage religieux chrétien, qui pensaient que c'est le principe de l'héritage religieux qu'on pouvait trouver en Europe. Heureusement que cette idée n'a pas été retenue. De cette façon on peut parler de tous les héritages religieux. Et de cette façon l'Islam y sera inclu.

Les Musulmans sont-ils libres de pratiquer pleinement leur foi en Europe ?

Il y a une liberté de religion dans toute l'Europe. Chaque musulman a toute liberté de pratiquer sa religion à sa guise. Il y a des mosquées, de l'abattage hallal. Mais si le droit est reconnu, n'oublions pas que dans la pratique, il peut y avoir de la résistance. Actuellement il y a une montée de l'islamophobie. Les Européens ont peur de la perte d'identité. Et l'image négative renvoyée par les Musulmans dans le monde, à travers des événements à caractère violent, accentue cette peur.

Est-ce-qu'il devrait y avoir un statut juridique différent pour les Musulmans en Europe?

Je ne pense pas que ce soit la bonne solution. Je suis pour "le vivre ensemble". Et le vivre ensemble ce n'est pas vivre côte-à-côte. Il faudrait que tout le monde puisse vivre sa religion mais dans un cadre juridique commun pour que cette idée de cœxistence puisse être mise en avant.

Pour le moment, pensez-vous qu'il existe des problèmes dans le statut juridique de l'Islam en Europe ?

Le fond du problème des Musulmans en Europe n'est pas juridique mais politique et sociologique. C'est un problème d'intégration (selon moi les populations sont déjà intégrées), de coexistence et de connaissance aussi. Les populations majoritairement non musulmanes en Europe connaissent mal l'Islam. Elles en ont une vision déformée. C'est cette méconnaissance qui est derrière les problèmes qui surgissent aujourd'hui. Prenons un exemple: quand une communauté musulmane veut construire une mosquée, selon la loi elle a tout le droit de le faire. Bien souvent la population est interrogée, elle n'est pas forcement contre. Les populations ont peur de l'intégrisme. Ils posent ainsi des questions sur la raison de l'implantation dans leur quartier ou ville.

Les Musulmans sont de plus en plus présents en Europe, comment résoudre ces questions d'ordre sociétal ?

L'Europe est devenue dar Al Islam actuellement, il me semble donc évident qu'il émerge un Islam européen. La force de l'Islam réside dans l'intégration à la culture locale. De ce constat on peut déduire que l'Islam européen sera différent de l'Islam maghrébin, ou du machrek (orient). Il devra respecter un cadre juridique commun.

Et qui respecte aussi la laïcité ?

Pas la laïcité. Puisque cette dernière est une notion de séparation stricte entre la religion et l'Etat. Je préfère parler d'un Islam sous une forme de sécularisation et qui réponde à des questions précises que se posent les européens. L'égalité homme femme, l'acceptation du mariage mixte etc. Une forme d'Islam à l'européenne. C'est un Islam libéral. Et l'avenir de cet Islam européen ne va se décider ni au Maroc, ni en Tunisie, ni dans les pays d'origine des immigrés musulmans mais en Europe. C'est cette troisième génération des fils d' immigrés qui sont des citoyens européens, avec des européens convertis à l'Islam qui sera derrière l'émergence de l'Islam européen.

Auteur : Propos recueillis par Ahmed El Mekkaoui
Aufait.com

16 morts

16 personne
dans 888 ac
8 mars cour
nationale (D
été recouvré
au dépôt en

"Il faut sortir l'Islam de l'émigration car il y a un Islam européen en cours d'élaboration"

Comment les cités françaises gèrent-elles les affaires religieuses des Musulmans ? Quelles sont les responsabilités des fidèles dans des pays non musulmans? Quel est l'avenir de l'Islam en Europe ? Éclairage avec Françoise Duthu, auteur d'un récent livre intitulé "le maire et la mosquée : Islam et laïcité en Ile de France", Edition L'harmatan, 2009.

INTERVIEW.

Q: Comment l'idée de votre livre est née?

Le livre est parti d'un sentiment d'indignation par rapport à la situation de l'Islam et des musulmans en France, et face à un discours de diabolisation permanent, porté par de nombreux médias et hommes politiques. J'ai trouvé qu'on manquait de connaissances précises sur ce qui se passe dans la réalité. Une autre motivation, c'est de savoir si les politiques locales des maires vis-à-vis de la question musulmane peuvent aboutir à un changement de regard.

Q: Comment sont perçus les Musulmans dans les cités françaises?

D'après mes conversations avec les partenaires religieux et les maires, il me semble que la situation est différente d'une cité à l'autre. Il y a en réalité une discrimination mais aussi représentation politique. Mais d'une manière générale, à mon avis, on n'est pas au moment où il est naturel de traiter d'une façon neutre les questions relatives à l'Islam en France.

Q: Quand on parle de l'Islam, on évoque souvent juste les problèmes en relations avec les immigrés musulmans...

Il faut sortir l'Islam de l'émigration car il y a un Islam européen en cours d'élaboration. Un Islam qu'il faut admettre, ne serait-ce que par l'architecture : dans dix ans, il me semble qu'il serait normal de voir l'église, la mosquée, et la synagogue bien intégrées dans le paysage urbain.

Q: Est-ce-qu'il n'y a pas que la mosquée dans la vie des musulmans ?

Bien sûr que non. Les Musulmans doivent être des citoyens comme les autres. C'est à eux d'oser le dialogue avec l'Autre. Il ne faut pas se replier sur soi.

Q: Que peut l'école publique dans la gestion de l'Islam en Europe ?

Il y a actuellement une réflexion sur l'introduction d'un cours d'éthique morale qui consiste à faire apprendre aux enfants qu'il y a des religions et des cultes autres que ceux de leurs parents. Et donc enseigner aux enfants à ne pas se juger, à ne pas se mépriser, et à ne pas se rejetter.

Françoise Duthu auteur d'un livre intitulé "Le maire et la mosquée : Islam et laïcité en Ile-de-France", Edition L'harmatan, 2009. /A.E.M

Q: Est-ce que la laïcité est compatible avec diversité ?

La France est une république une, indivisible, sociale, démocratique et laïque selon la constitution. Je suis pour une Europe fédérale, une Europe de la diversité ou effectivement chaque culture apporte au patrimoine global. L'Islam n'est pas qu'une religion, il est aussi une civilisation.

Q: Comment vous voyez l'Islam européen ?

L'Islam est une religion qui ne cesse de s'interpréter au niveau du droit. Bien évident il y aura place pour des interprétations européennes dans ce sens. On ne va pas traiter les questions des Musulmans en Europe de la même manière que dans les pays arabes. L'Islam européen, c'est un Islam qui sera adapté à l'Occident, mais aussi qui est fondé sur les valeurs de l'Islam. Et je pense que la liberté de penser existant en Europe aura des retombées positives sur l'Islam. Les futurs savants européens pourront apporter leur contribution au renouvellement et à la reforme de la pensée islamique.

■ Propos recueillis par Ahmed El Mekkaoui

EL MUNDO
Lunes, 16 de marzo de 2009. Año XXI. Número: 7.028.

ESPAÑA

Rabat pide que los musulmanes en España puedan elegir a sus líderes

El Gobierno de Zapatero prefiere no intervenir en asuntos internos del islam

ANA DEL BARRIO. Enviada especial

Fez

El Gobierno marroquí está descontento con la organización del culto islámico en España y ha decidido mover ficha y plantear la necesidad de que los musulmanes en nuestro país convoquen elecciones para seleccionar a sus líderes.

En la actualidad, la Comisión Islámica, el órgano de representación de los musulmanes creado en 1992, está constituida por dos federaciones: la Unión de Comunidades Islámicas de España (Ucide) y la Federacion Española de Entidades Religiosas Islámicas (Feeri). La mala relación entre ellas, con una visión muy distinta del Islam, es «insostenible», según la Administración española.

Marruecos se mira en el espejo de otros países europeos para demostrar que es necesario reformar la Comisión Islámica. «Tanto en Francia como en Bélgica han hecho elecciones para escoger a sus líderes. En la actualidad, en Espana hay dos organizaciones que no fueron elegidas y la democracia no ha sido respetada.Los musulmanes necesitan un órgano más democrático porque los líderes de la actual Comisión no representan a nadie. El Gobierno español no debe tener miedo de hacer funcionar la democracia», declaró a EL MUNDO Abdellah Boussouf, secretario general del Consejo de la Comunidad marroquí en el exterior, un órgano creado por el Rey Mohamed VI que ha organizado este fin de semana en la ciudad de Fez un coloquio internacional sobre el estatus jurídico del islam en Europa con expertos y juristas de casi todos los países europeos.

El caso español ha merecido especial atención. La Comisión Islámica es un órgano clave: es el interlocutor con el Gobierno, y de él dependen la formación de imames, el nombramiento de profesores de religión islámica o el reparto de subvenciones del Ministerio de Justicia.

Pero el Ejecutivo no quiere entrar en los asuntos internos de la organización de los musulmanes, ya que el Estado español es aconfesional. «Los musulmanes son los que se articulan. La decisión la deben tomar ellos y no el Estado», aseguró José Manuel López, director de la Fundación Pluralismo y Convivencia, que depende del Ministerio de Justicia.

Los 717.416 marroquíes residentes en España representan la nacionalidad mayoritaria de musulmanes en nuestro país, a mucha distancia de los argelinos (51.145) y de los paquistanies (46.649). Ante unas hipotéticas elecciones, los marroquíes podrían hacerse con el control del islam en España, un poder que ahora ostenta la Ucide de Riay Tatary.

«No podemos aceptar que se gestione el islam con una estructura de hace 20

años. Es una cuestión de Estado. No se puede dejar fuera de la interlocución con el Gobierno a más de un millón de musulmanes que ha llegado a España a través de la inmigración.Debemos preparar a las comunidades islámicas para que se celebren elecciones cuanto antes. No debe haber dos secretarios generales.Eso ha hecho que se produzca una división profunda y que no se hayan desarrollado los acuerdos de cooperacion. Pero la Ucide se resiste porque no quiere que se produzcan cambios», argumentó el diputado del PSC, Mohamed Chaib, uno de los cinco representantes del Consejo marroquí en Espana.

El modelo electoral que se siga también será determinante en el resultado sobre los futuros líderes. Las fórmulas que se barajan son: elaborar un censo electoral para que cada musulmán cuente como un voto, o que la votación se haga por comunidades islámicas y cada una elija a sus representantes. Con el primer modelo saldrían beneficiados los marroquíes, claramente mayoritarios, mientras que el segundo, inspirado en Francia y que parece el más factible, sería favorable a la Ucide, de amplia implantación.

El abogado experto en comunidades islámicas, Iván Jiménez-Aybar, enarboló durante el coloquio una propuesta detallada de cómo podría articularse el proceso electoral. Las comunidades islámicas elegirían a sus líderes en cada comunidad autónoma, de tal manera que se formarían 19 consejos autonómicos que, posteriormente, votarían a los miembros de un Consejo Nacional. Este organismo contaría con un presidente y vicepresidente y estaría asesorado por un Consejo Consultivo.

PESO INTERNACIONAL

El 'lobby' marroquí

Mohamed VI ha creado el Consejo de la Comunidad Marroquí en el exterior, un proyecto pionero instaurado en diciembre de 2007 que se encarga de defender los derechos de los ciudadanos marroquíes repartidos por el mundo. Los tentáculos del Consejo no abarcan sólo a Europa, sino que sus 37 miembros están repartidos por los distintos continentes y llegan hasta Canadá, pasando por Senegal o Argelia.

En Espana, el Consejo está compuesto por cinco delegados: el diputado del PSC, Mohamed Chaib; el presidente de la Asociación de Trabajadores Marroquíes (Atime), Kamal Rahmouni; el secretario general de la Feeri (una de las dos federaciones que componen la Comisión Islámica), Mohamed Karchich; Mohamed Haidour, miembro de CC.OO., y Mina Rhouch, de la Fundación Cimme.

Una de las prioridades del organismo es el problema religioso de los marroquíes que residen fuera de su país. Por este motivo, se ha constituido el grupo de trabajo sobre el «culto y la educación religiosa», que ha organizado las jornadas sobre el estatus jurídico de los musulmanes en Europa, celebradas en Fez. Los miembros del Consejo seguirán de cerca la evolución de la reforma de la Comisión Islámica en Espana.

© Mundinteractivos, S.A.

EL MUNDO

POLÉMICA | La Feeri exige órganos más democráticos

Los musulmanes, enfrentados por el control del culto islámico en España

- La Ucide se opone a que se celebren comicios para elegir a los líderes
- La Feeri cree que es necesario un cambio y democratizar la Comisión Islámica

Ana del Barrio | Madrid

Actualizado **martes 17/03/2009 11:34 horas**

"¿Hacemos un Estado dentro del Estado?". Así respondió Riay Tatary, uno de los dos secretarios generales de la Comisión Islámica de España, ante la **propuesta marroquí** de convocar elecciones para que los musulmanes puedan elegir de manera democrática a sus líderes.

La lucha de poder por la práctica del Islam en España se ha desatado entre el **Reino alauí, que intenta controlar a sus imames** y a los ciudadanos marroquíes a traves de la religión, y Riay Tatary, español de origen sirio que en la actualidad dice representar al 75% de los musulmanes en nuestro país.

"En Espana tenemos plena autonomía y plena soberanía. **Las elecciones deben ser para las organizaciones políticas, no para las religiosas**. No confudamos los términos. A nosotros no nos importa la procedencia de origen de los musulmanes, sino su condición de serlo", argumentó a elmundo.es Tatary, que también es el líder de la Unión de Comunidades Islámicas de España (Ucide).

Durante el pasado fin de semana, Abdellah Boussouf, secretario general **del Consejo de la Comunidad marroquí en el exterior**, órgano creado por Mohamed VI, planteó la necesidad de abordar una reforma en profundidad de la Comisión Islámica en España, ya que, a su juicio, no representa a los seguidores de Alá.

Este organismo fue creado en 1992 y agrupa a dos federaciones: la Ucide de Tatary y la Federación Española de Entidades Religiosas Islámicas (Feeri), dirigida por Mohamed Ali. En la práctica, **ambas federaciones están enfrentadas**, lo que ha llevado a la Comisión, que es el máximo órgano de representación de los musulmanes en España, a una situación de bloqueo.

Sin embargo, Tatary niega que los dos actuales secretarios generales carezcan de legitimidad: "Llevamos tres años intentando hacer un mapa nuevo de representantes de las 19 comunidades autónomas. **Ahora cada comunidad elige libremente a sus representantes** y la Ucide ya cuenta con 13 Consejos autonímicos". Por tanto ,

considera que no es necesaria ninguna reforma, puesto que ya se está abordando una "refundación de la Comisión Islámica".

Por el contrario, la Feeri mantiene una postura bien distinta y **considera que el organismo "está bloqueado"** y que hay que buscar una salida. "Hay que permitir la entrada de otras comunidades musulmanas en la Comisión. Es el momento de dejar el enfrentamiento y buscar los puntos comunes", mantiene Mohamed Kharchich, secretario general de la Feeri y a su vez miembro del Consejo de la comunidad marroquí en el exterior.

Como ya hiciera ayer el abogado experto en Islam, Ivan Jiménez-Aybar, Kharchich **plantea convocar elecciones**, siguiendo el modelo francés, de tal manera que cada mezquita o entidad islámica elija a sus líderes por comunidades autónomas. Según su propuesta, los 19 representantes seleccionados formarían la Comisión Islámica.

EL MUNDO
Martes, 17 de marzo de 2009. Año XXI. Número: 7.029.

ESPAÑA

La Comisión Islámica, dividida ante la propuesta de Marruecos

La Ucide se opone a que los musulmanes puedan elegir a sus líderes en España y la Feeri pide democratizar el organismo

ANA DEL BARRIO. Enviada especial

Fez (Marruecos)

«¿Hacemos un Estado dentro del Estado?». Así respondió ayer Riay Tatary, uno de los dos secretarios generales de la Comisión Islámica de España, ante la propuesta marroquí de convocar elecciones para que los musulmanes puedan elegir democráticamente a sus líderes.

La lucha de poder por la práctica del islam en España se ha desatado entre el reino alauí, que intenta controlar a sus imames y a los ciudadanos marroquíes a través de la religión, y Riay Tatary, español de origen sirio que dice representar al 75% de los musulmanes residentes en nuestro país.

«En España tenemos plena autonomía y plena soberanía. Las elecciones deben ser para las organizaciones políticas, no para las religiosas.No confundamos los términos. A nosotros no nos importa la procedencia de los musulmanes, sino su condición», argumentó Tatary, que también es líder de la Unión de Comunidades Islámicas de España.

Durante este fin de semana, Abdellah Boussouf, secretario general del Consejo de la Comunidad marroquí en el exterior (órgano creado por Mohamed VI), planteó la necesidad de abordar una reforma en profundidad de la Comisión Islámica en España, ya que, a su juicio, no representa a los seguidores de Alá.

Este organismo fue creado en 1992 y agrupa a dos federaciones: la Ucide de Tatary y la Federación Española de Entidades Religiosas Islámicas (Feeri), dirigida por Mohamed Alí. En la práctica, ambas están enfrentadas, lo que ha llevado a la Comisión, que es el máximo órgano de representación de los musulmanes en España, a una situación de bloqueo.

La Feeri cree que el organismo «está bloqueado» y que hay que buscar una salida. «Hay que permitir la entrada de otras comunidades musulmanas en la Comisión. Es el momento de dejar el enfrentamiento y buscar los puntos comunes», mantiene Mohamed Kharchich, secretario general de la Feeri y, a su vez, miembro del Consejo de la comunidad marroquí en el exterior.

© Mundinteractivos, S.A.

EL MUNDO
Lunes, 16 de marzo de 2009. .

Marruecos reclama una reforma de la Comisión Islámica de España

Ana del Barrio (enviada especial) | Fez
domingo 15/03/2009 20:11 horas

El Gobierno marroquí quiere jugar un papel en el desarrollo del culto islámico en España y considera que es necesaria una reforma urgente de la Comisión Islámica en nuestro país, el **órgano de representación de los musulmanes**.

Este fin de semana, el Consejo de la Comunidad marroquí en el exterior ha organizado en la ciudad magrebí de Fez un ambicioso coloquio internacional para **debatir sobre el estatus jurídico del Islam en Europa**, al que han asistido expertos de todos los países europeos.

Abdellah Boussouf, secretario general de este Consejo, órgano creado por el Reino alauí para defender los intereses de los marroquíes en el exterior, ha instado a los gobiernos europeos a **favorecer la creación de mezquitas dignas**, ya que, en su opinión, existe una gran diferencia entre las leyes que garantizan la libertad de culto religioso y la realidad vivida por la comunidad marroquí.

Piden un órgano más 'democrático'

En el caso español, Boussouf considera que es necesaria una reforma de la Comisión Islámica de España, que en la actualidad está constituida por dos federaciones: la Unión de Comunidades Islámicas de España (Ucide) y la Federación Española de Entidades Religiosas Islámicas (Feeri). "Los musulmanes necesitan un órgano más democrático y representativo porque los líderes de la actual Comisión no representan a nadie", ha declarado el secretario general marroquí a elmundo.es.

La Comisión Islamica es un órgano clave, ya que es el interlocutor con el Gobierno español y **de él dependen la formación de los imames**, el nombramiento de los profesores de religión islámica o el reparto de las subvenciones del Ministerio de Justicia. En la práctica, las dos federaciones de la Comision estan enfrentadas, lo que ha llevado al organismo a una situación de parálisis.

"No podemos aceptar que se gestione el Islam con una estructura de hace 20 anos. Es una cuestión de Estado. **No se puede dejar fuera de la interlocución con el Gobierno a más de un millón de musulmanes** que han llegado a España a través de la inmigración", asegura Mohamed Chaib, diputado del PSC que es uno de los cinco miembros del Consejo marroquí en España.

El abogado experto en comunidades islámicas, Iván Jiménez-Aybar, también lo dejó bien claro durante su intervención en el coloquio: "La Comisión Islámica creada en 1992 es un edificio cuyos cimientos se han corroído con el paso del tiempo. **La única solución es derribar ese edificio para levantarlo de nuevo**".

Este experto también culpó a los poderes públicos españoles de la situación de bloqueo que sufre la Comisión al haber permitido una bicefalia con dos secretarios generales con una visión muy distinta del Islam que les impide ponerse de acuerdo. Jiménez-Aybar pidió que no se confunda laicidad con abstencionismo y aseguró que el Ejecutivo debe acompañar y colaborar en el proceso de reforma de la Comisión.

ep europa press
www.europapress.es

PIDEN LA INTEGRACIÓN DEL COLECTIVO

Los marroquíes denuncian la "falta de lugares de culto dignos en España"

FEZ, 16 Mar. (EP/Nuria Ortiz)

Representantes de la comunidad marroquí denunciaron ayer la falta de "lugares de culto dignos y de imanes formados en España" y pidieron, tanto a las administraciones autonómicas como al Gobierno central, que tome medidas orientadas a favorecer la integración del colectivo, pues consideran que algunos de los puntos que contemplaba el acuerdo de cooperación que firmaron el Estado y la Comisión Islámica en 1992 "no se aplican todavía con eficacia".

En esta línea, el secretario general del Consejo de la Comunidad marroquí en el extranjero (CCME), Abdellah Boussouff, declaró a Europa Press, durante el coloquio sobre la 'Situación Jurídica del Islam en Europa', celebrado el pasado fin de semana en Fez (Marruecos), que sus miembros "necesitan una organización fuerte que vele por el cumplimiento de la ley de libertad religiosa en España y por el pleno ejercicio de sus derechos".

"Debe crearse un órgano realmente representativo y democrático porque muchos musulmanes no se sienten representados por la Comisión Islámica", explicó. Asimismo, Boussouf apuntó que en Francia "están mejor integrados", aunque matizó que la "larga experiencia" del país galo explica, en parte, su "ventaja". "Todo proceso lleva tiempo, pero somos optimistas con el avance de la comunidad marroquí en España, porque ambos pueblos comparten mucho", afirmó.

Por su parte, el abogado especialista en asuntos islámicos, Iván Jiménez Aybar, señaló que "muchos musulmanes no se ven amparados por ninguna de las federaciones islámicas del país aunque pertenezcan a ellas. "Hay un porcentaje importante que no conoce la Comisión Islámica de España ni sabe nada sobre el acuerdo de 1992", se lamentó.

Así, Jiménez Aybar subrayó la necesidad de que se reforme este organismo "para mejorar la imagen del colectivo en el país". "Uno de los principales problemas para la integración es la desinformación que existe entre la sociedad española sobre el Islam y los principios musulmanes, porque la imagen que se da en los medios de comunicación y en los colegios es muy limitada", explicó. Además, apuntó que esta remodelación de la comisión "mejoraría las relaciones con las administraciones".

"NO TODO LO ÁRABE ES MUSULMÁN"

"Es importante lograr en España una estructura institucional en la que todos los musulmanes se sientan reconocidos", remarcó. En este sentido, Jiménez Aybar explicó que es tendencia habitual que "en España se equipare todo lo árabe a lo musulmán". "El mundo islámico es mucho más rico",

recalcó. Así, explicó que muchas comunidades que provienen de otras zonas de África "prefieren crear sus propias federaciones, pues consideran que la árabe no tiene en cuenta su opinión".

Por otra parte, advirtió que, frente a toda esta situación, el Estado español debe intentar situarse en una línea intermedia "para no caer en el excesivo intervencionismo o en el mero abstencionismo". "Las administraciones deben cooperar y facilitar la reforma de la Comisión Islámica, pero eso no significa que sea responsabilidad del Gobierno impulsarla, es la propia comunidad la que tiene que organizarse", subrayó.

Finalmente, los ponentes destacaron la necesidad de que el Islam sea percibido en España "del mismo modo que el resto de las confesiones". Sin embargo, concluyeron que a pesar de las dificultades, se observan avances paulatinos y mejoras en el sector público "que anticipan una futura integración plena".

NUESTRA RED: elEconomista.es EcoDiario "Noticias y actualidad general" Ecotrader "Dónde y cómo invertir"
Ecoaula.es "Universidades y formación"

elEconomista.es

La unión islámica dice al gobierno de marruecos que no es quien para decirle cómo se tiene que organizar

15:00 - 16/03/2009

MADRID, 16 (SERVIMEDIA) El presidente de la Unión de Com unidades Islám icas de España, Riay Tatary, aseguró hoy que el Gobi erno de Marruecos no es quien para decirle cómo se tiene que organizar la comunidad musulm ana en España y cóm o debe elegir a sus líderes.

Tatary hizo esta declaración a Servim edia después de que el E jecutivo m arroquí haya expresado su descontento con la organización de l culto islám ico en Es paña y, adem ás, haya planteado la necesid ad de que los musul manes convoquen elecciones p ara seleccio nar a su s líderes en este país.

Según explicó, "la comunidad islám ica está elig iendo siempre a sus representantes, incluso, últimamente, hemos creado federaciones regionales y hemos refundado la comisión islámica".

"Esto es un proceso continuo", dijo Tatary, que subrayó que "no hace falta que nadie nos diga qué es lo que tenemos que hacer".

Finalmente, el presidente de la Unión de Comunidades Islámicas dijo no entender esa petición del Gobiern o de Marru ecos y recalcó que "nos otros llevamos cuatro años para h acer m ás partícipes a todos los musulmanes en España en nuestra forma de organización, pero sin tener una connotación nacional".

ep europa press
www.europapress.es

Martes, 17 de marzo 2009

Nacional

PIDEN LA INTEGRACION DEL COLECTIVO

Los marroquíes denuncian la "falta de lugares de culto dignos en España"

FEZ, 16 Mar. (EP/Nuria Ortiz)

Representantes de la comunidad marroquí denunciaron ayer la falta de "lugares de culto dignos y de imanes formados en España" y pidieron, tanto a las administraciones autonómicas como al Gobierno central, que tome medidas orientadas a favorecer la integración del colectivo, pues consideran que algunos de los puntos que contemplaba el acuerdo de cooperación que firmaron el Estado y la Comisión Islámica en 1992 "no se aplican todavía con eficacia".

En esta línea, el secretario general del Consejo de la Comunidad marroquí en el extranjero (CCME), Abdellah Boussouff, declaró a Europa Press, durante el coloquio sobre la 'Situación Jurídica del Islam en Europa', celebrado el pasado fin de semana en Fez (Marruecos), que sus miembros "necesitan una organización fuerte que vele por el cumplimiento de la ley de libertad religiosa en España y por el pleno ejercicio de sus derechos".

"Debe crearse un órgano realmente representativo y democrático porque muchos musulmanes no se sienten representados por la Comisión Islámica", explicó. Asimismo, Boussouf apuntó que en Francia "están mejor integrados", aunque matizó que la "larga experiencia" del país galo explica, en parte, su "ventaja". "Todo proceso lleva tiempo, pero somos optimistas con el avance de la comunidad marroquí en España, porque ambos pueblos comparten mucho", afirmó.

Por su parte, el abogado especialista en asuntos islámicos, Iván Jiménez Aybar, señaló que "muchos musulmanes no se ven amparados por ninguna de las federaciones islámicas del país aunque pertenezcan a ellas. "Hay un porcentaje importante que no conoce la Comisión Islámica de España ni sabe nada sobre el acuerdo de 1992", se lamentó.

Así, Jiménez Aybar subrayó la necesidad de que se reforme este organismo "para mejorar la imagen del colectivo en el país". "Uno de los principales problemas para la integración es la desinformación que existe entre la sociedad española sobre el Islam y los principios musulmanes, porque la imagen que se da en los medios de comunicación y en los colegios es muy limitada", explicó. Además, apuntó que esta remodelación de la comisión "mejoraría las relaciones con las administraciones".

"NO TODO LO ÁRABE ES MUSULMÁN"

"Es importante lograr en España una estructura institucional en la que todos los musulmanes se sientan reconocidos", remarcó. En este sentido, Jiménez Aybar explicó que es tendencia habitual que "en España se equipare todo lo árabe a lo musulmán". "El mundo islámico es mucho más rico", recalcó. Así, explicó que muchas comunidades que provienen de otras zonas de África "prefieren crear sus propias federaciones, pues consideran que la árabe no tiene en cuenta su opinión".

Por otra parte, advirtió que, frente a toda esta situación, el Estado español debe intentar situarse en una línea intermedia "para no caer en el excesivo intervencionismo o en el mero abstencionismo". "Las administraciones deben cooperar y facilitar la reforma de la Comisión Islámica, pero eso no significa que sea responsabilidad del Gobierno impulsarla, es la propia comunidad la que tiene que organizarse", subrayó.

Finalmente, los ponentes destacaron la necesidad de que el Islam sea percibido en España "del mismo modo que el resto de las confesiones". Sin embargo, concluyeron que a pesar de las dificultades, se observan avances paulatinos y mejoras en el sector público "que anticipan una futura integración plena".

Nacional

Juristas consideran que los problemas del Islam en España "no pueden achacarse sólo a los poderes públicos"

Nuria Ortiz /ep

15 mars 2009

Marruecos

Los juristas, entre los que se encuentra profesor de la UEX Jaime Rossell, afirman que las tensiones entre las dos federaciones musulmanas "bloquean su comunicación con la Administración"

Un grupo de juristas españoles consideró hoy que los problemas que atraviesa el Islam en España "no pueden achacarse sólo a los poderes públicos" y demandaron a las asociaciones musulmanas que "pongan de su parte en el proceso de integración del culto islámico", ya que las distensiones entre los grupos y la falta de un interlocutor "único y organizado" que les represente a nivel nacional "supone una de las causas principales que retrasan su normalización social".

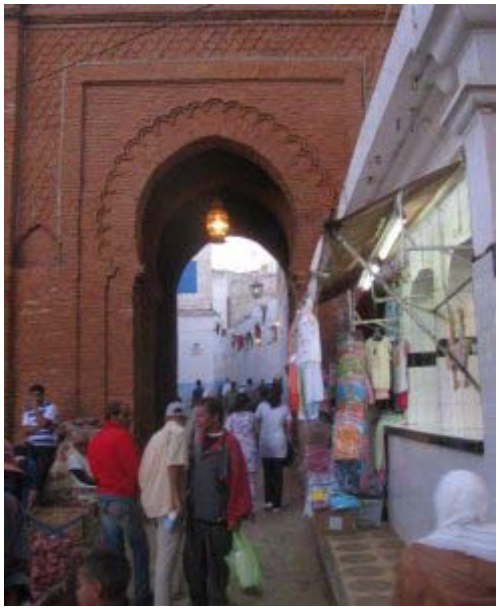
En este sentido, en el transcurso del 'Simposio Sobre el Estatus Jurídico del Islam en Europa', organizado por el Consejo de la Comunidad Marroquí en el Extranjero (CCME), que se celebra este fin de semana en Fez (Marruecos), el profesor de derecho eclesiástico de la Universidad de Cáceres Jaime Rossell Granados recalcó que el futuro de la comunidad musulmana en España "no puede depender únicamente de las administraciones" y pidió al colectivo que "trabaje conjuntamente a través de un ejercicio efectivo".

Comunidades marroquies

"Las comunidades islámicas deben ser conscientes del espacio dónde quieren trabajar y hacerlo unidas", apuntó Rossell. Así, explicó que las tensiones existentes entre las dos federaciones nacionales de musulmanes que existen en España, refiriéndose a la Federación Española de Entidades Religiosas Islámicas (FEERI) y a la Unión de Comunidades Islámicas de España (UCIDE), "bloquean claramente el desarrollo de algunas de las materias por las que trabajan".

"La solución más eficaz sería la creación de un órgano formado por representantes de las asociaciones de cada región", propuso. Sin embargo, señaló que aunque las comunidades autónomas comienzan a ser competentes para legislar sobre temas religiosos, "falta voluntad política de sus gobernantes y conocimiento sobre la realidad de estos grupos en su territorio".

ESPAÑA, BIEN DIRIGIDA A LA INTEGRACIÓN



Marruecos

En esta línea, Rossell explicó que "España es uno de los países que mejor se dirige hacia la plena integración musulmana". "La Ley Orgánica de Libertad Religiosa es, en sí misma, una muestra del interés del legislador estatal y autonómico por conseguirlo". A pesar de ello, apuntó que "se está trabajando en una nueva ley, que conllevará un replanteamiento de la norma eclesiástica".

"Los ministros de culto islámico ya se registran en España como trabajadores por cuenta ajena y tienen Seguridad Social", recordó el profesor, quien enumeró algunos de logros que la comunidad ha logrado en el país en los últimos tiempos, como "la asistencia religiosa musulmana en las cárceles o el derecho de

acceso limitado a los medios de comunicación social".

"A pesar de todo hay aspectos por los que hay que seguir trabajando, pues queda mucho por hacer", subrayó. Así, Rossell destacó la necesidad de que el Estado haga un "esfuerzo cultural" que tenga en cuenta necesidades básicas del colectivo, como la adaptación de las fiestas islámicas dentro del calendario religioso español o la regulación de la alimentación 'halal'.

Finalmente, destacó que "las empresas, por su parte, deben intentar conciliar los intereses particulares que existen entre el trabajador musulmán y el empresario". "En España el Islam es una religión de arraigo histórico que profesan alrededor de un millón de personas, por lo que es necesario un compromiso sólido de todas las partes", concluyó.

Rabat pide que los musulmanes en España puedan elegir a sus líderes

El Gobierno de Zapatero prefiere no intervenir en asuntos internos del islam

El Mundo, ANA DEL BARRIO. Enviada especial, 2009-03-16

Fez

El Gobierno marroquí está descontento con la organización del culto islámico en España y ha decidido mover ficha y plantear la necesidad de que los musulmanes en nuestro país convoquen elecciones para seleccionar a sus líderes.

En la actualidad, la Comisión Islámica, el órgano de representación de los musulmanes creado en 1992, está constituida por dos federaciones: la Unión de Comunidades Islámicas de España (Ucide) y la Federacion Española de Entidades Religiosas Islámicas (Feeri). La mala relación entre ellas, con una visión muy distinta del Islam, es «insostenible», según la Administración española.

Marruecos se mira en el espejo de otros países europeos para demostrar que es necesario reformar la Comisión Islámica. «Tanto en Francia como en Bélgica han hecho elecciones para escoger a sus líderes. En la actualidad, en Espana hay dos organizaciones que no fueron elegidas y la democracia no ha sido respetada.Los musulmanes necesitan un órgano más democrático porque los líderes de la actual Comisión no representan a nadie. El Gobierno español no debe tener miedo de hacer funcionar la democracia», declaró a EL MUNDO Abdellah Boussouf, secretario general del Consejo de la Comunidad marroquí en el exterior, un órgano creado por el Rey Mohamed VI que ha organizado este fin de semana en la ciudad de Fez un coloquio internacional sobre el estatus jurídico del islam en Europa con expertos y juristas de casi todos los países europeos.

El caso español ha merecido especial atención. La Comisión Islámica es un órgano clave: es el interlocutor con el Gobierno, y de él dependen la formación de imames, el nombramiento de profesores de religión islámica o el reparto de subvenciones del Ministerio de Justicia.

Pero el Ejecutivo no quiere entrar en los asuntos internos de la organización de los musulmanes, ya que el Estado español es aconfesional. «Los musulmanes son los que se articulan. La decisión la deben tomar ellos y no el Estado», aseguró José Manuel López, director de la Fundación Pluralismo y Convivencia, que depende del Ministerio de Justicia.

Los 717.416 marroquíes residentes en España representan la nacionalidad mayoritaria de musulmanes en nuestro país, a mucha distancia de los argelinos (51.145) y de los paquistanies (46.649). Ante unas hipotéticas elecciones, los marroquíes podrían hacerse con el control del islam en España, un poder que ahora ostenta la Ucide de Riay Tatary.

«No podemos aceptar que se gestione el islam con una estructura de hace 20 años. Es una cuestión de Estado. No se puede dejar fuera de la interlocución con el Gobierno a más de un millón de musulmanes que ha llegado a España a través de la inmigración.Debemos preparar a las comunidades islámicas para que se celebren elecciones cuanto antes. No debe haber dos secretarios generales.Eso ha hecho que se produzca una división profunda y que no se hayan desarrollado los acuerdos de cooperacion. Pero la Ucide se resiste porque no quiere que se produzcan cambios», argumentó el diputado del PSC, Mohamed Chaib, uno de los cinco representantes del Consejo marroquí en Espana.

El modelo electoral que se siga también será determinante en el resultado sobre los futuros líderes. Las fórmulas que se barajan son: elaborar un censo electoral para que cada musulmán cuente como un voto, o que la votación se haga por comunidades islámicas y cada una elija a sus representantes. Con el primer modelo saldrían beneficiados los marroquíes, claramente mayoritarios, mientras que el segundo, inspirado en Francia y que parece el más factible, sería favorable a la Ucide, de amplia implantación.

El abogado experto en comunidades islámicas, Iván Jiménez – Aybar, enarboló durante el coloquio una propuesta detallada de cómo podría articularse el proceso electoral. Las comunidades islámicas elegirían a sus líderes en cada comunidad autónoma, de tal manera que se formarían 19 consejos autonómicos que, posteriormente, votarían a los miembros de un Consejo Nacional. Este organismo contaría con un presidente y vicepresidente y estaría asesorado por un Consejo Consultivo.

PESO INTERNACIONAL

El ‘lobby’ marroquí

Mohamed VI ha creado el Consejo de la Comunidad Marroquí en el exterior, un proyecto pionero instaurado en diciembre de 2007 que se encarga de defender los derechos de los ciudadanos marroquíes repartidos por el mundo. Los tentáculos del Consejo no abarcan sólo a Europa, sino que sus 37 miembros están repartidos por los distintos continentes y llegan hasta Canadá, pasando por Senegal o Argelia.

En Espana, el Consejo está compuesto por cinco delegados: el diputado del PSC, Mohamed Chaib; el presidente de la Asociación de Trabajadores Marroquíes (Atime), Kamal Rahmouni; el secretario general de la Feeri (una de las dos federaciones que componen la Comisión Islámica), Mohamed Karchich; Mohamed Haidour, miembro de CC.OO., y Mina Rhouch, de la Fundación Cimme.

Una de las prioridades del organismo es el problema religioso de los marroquíes que residen fuera de su país. Por este motivo, se ha constituido el grupo de trabajo sobre el «culto y la educación religiosa», que ha organizado las jornadas sobre el estatus jurídico de los musulmanes en Europa, celebradas en Fez. Los miembros del Consejo seguirán de cerca la evolución de la reforma de la Comisión Islámica en Espana.

Marruecos levanta recelos al querer controlar a los musulmanes en España

El reino alauí intenta controlar a los 644.688 marroquíes que viven en nuestro país

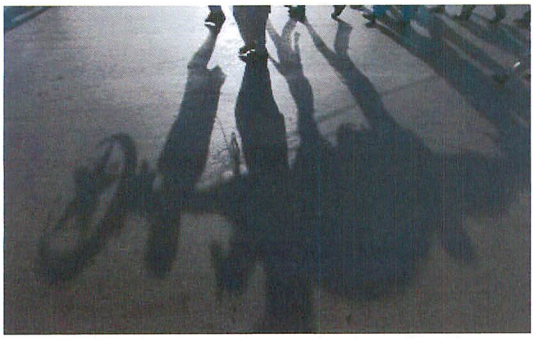
Propone la reforma del máximo órgano de los musulmanes residentes aquí

Esta decisión ha provocado malestar entre importantes sectores a este lado del estrecho

Archivado en: españa, marruecos, sociedad, religión, eugenia redondo

Por EUGENIA REDONDO (SOITU.ES) Actualizado 17-03-2009 09:43 CET

Los 644.688 marroquíes que viven en España han suscitado la expectación del país árabe, que observa con atención cualquier cosa que ocurra en la comunidad musulmana de nuestro país. Tanto, que se lo han tomado como un verdadero asunto de Estado, con su propia figura de alto nivel: el **Consejo de la Comunidad marroquí en el exterior**. Pero el interés no siempre es mutuo y las declaraciones de su secretario general, **Abdellah Boussouf**, pidiendo la reforma de la Comisión Islámica —encargada, entre otras cosas, de las relaciones con el Gobierno español, la formación de imanes y el reparto de las subvenciones estatales—, ha sentado como un tiro en ciertos sectores recelosos, no tanto de la reforma del órgano, como de la intervención del reino alauí en sus asuntos.



A. Hussain (REUTERS) Musulmanes españoles denuncian la sombra de Marruecos en su comunidad.

ADEMÁS

- Los musulmanes sí tienen problemas, pese a las encuestas
- Estudiar Islam en la pública, casi misión imposible
- Formación jurídica para imanes

Para hacernos una idea de cuán representativos son estos sectores molestos, sólo hay que echar un vistazo a la composición de la comisión que Marruecos pide reformar. Por un lado, tenemos a la **Federación Española de Entidades Religiosas Islámicas (FEERI)**, afín a los dictados del país vecino, que comparte la gestión del máximo órgano musulmán en España con la **Unión de Comunidades Islámicas de España (UCIDE)**. Esta última aglutina a cerca del 80% de las comunidades islámicas de España y, a pesar del gran número de marroquíes que residen en nuestro país, su relación con Marruecos está plagada de desencuentros.

Esta vez no ha sido diferente. La mayor parte de las propuestas que llegan desde el otro lado del estrecho han sido **acogidas por los miembros de UCIDE con indiferencia**. Su presidente, Riay Tatary, opina que "Marruecos no es quien para decirle cómo se tiene que organizar la comunidad musulmana en España y cómo debe elegir a sus líderes" y sostiene que "la comunidad islámica está eligiendo siempre a sus representantes".

Y es que una de las propuestas de Boussouf y su Consejo es la creación de un **censo de musulmanes que puedan elegir de manera directa a sus representantes**. El funcionario sostiene que este modelo, ya implantando en otros países como Francia y Bélgica, sería el adecuado para garantizar un reparto justo de la representación de los musulmanes dentro de la Comisión en España ya que, "en la actualidad, hay dos organizaciones que no fueron elegidas y la democracia no ha sido respetada". Según él, "los musulmanes necesitan un órgano más democrático porque los líderes de la actual Comisión no representan a nadie".

Recelos de las pretensiones de Marruecos

En realidad, las asociaciones más pequeñas coinciden en el planteamiento. Lo que algunas no toleran es que venga desde otro Gobierno diferente al del país en el que viven. Abdelhafid Amar Abdela, secretario de la Comunidad Islámica de Melilla (CIM), lo deja bien claro. "Nosotros somos españoles y nos parece inadmisible una propuesta que provenga del reino de Marruecos", sentencia. Eso sí, **todo cambiaría si fuera el Ejecutivo español el que desarrollase esta iniciativa**. "Nos parece buena la propuesta de fomentar la participación", reconoce. Pero deja claro, en nombre de su asociación, que "cualquier decisión que se tome para unificar la Comisión Islámica ha de venir del Estado español a través del Ministerio de Justicia".

La Comunidad Islámica de Ceuta (CIC) va aún más allá asegurando que "lo ideal sería una unificación" de todas las asociaciones, pero en un futuro. Según un miembro de la Junta Directiva que prefiere no dar su nombre, **"las dificultades personales de cada federación" lo impiden**. Una de estas trabas es precisamente, la relación con el reino alauí.

> "Cualquier decisión que se tome para unifica la Comisión Islámica ha de venir del Estado español a través del Ministerio de Justicia"

Desde la CIC, menos beligerantes que sus correligionarios de Melilla, entiende que **"Marruecos históricamente ha querido dominar el Islam en España en un sentido administrativo"**. Según su portavoz, "sentimentalmente podría tener algún sentido —por el número de marroquíes en España—, pero nunca ha sido así".

Así, la Comunidad Islámica de Ceuta saca a relucir uno de los asuntos más peliagudos de toda esta contienda por liderar a los musulmanes en España: **la formación de los imanes que ejercen en nuestro país**. Su portavoz recuerda que "España está haciendo una labor muy importante para formar a los imanes y que su actividad esté regulada". Según él, "Marruecos cree que esto le resta poder".

Entendimiento casi nulo

Todas estas cuestiones han colocado a las dos grandes federaciones de musulmanes en España en posiciones irreconciliables. La disputa viene de lejos. Desde hace varios años, algunos sectores afines a FEERI denuncian la diferencia de trato que el Ejecutivo español da a las distintas 'sensibilidades' que emana el mundo islámico en este país. **Su queja estriba básicamente en la financiación**. España sostiene que la mayor parte de las subvenciones van a parar a manos de UCIDE por ser ésta la organización a la que más comunidades se han adherido, pero el Gobierno ha llegado a ser acusado de dar "estímulos" a diversos sectores del Islam "para alejar a los musulmanes de Marruecos".

Desde FEERI han llegado a catalogar a sus rivales de "integristas" por practicar una corriente del Islam cercana al Tablig, que si bien no tiene nada que ver con la violencia, los partidarios y "las propias autoridades del reino alauí consideran tendente al radicalismo. Con este panorama, no es de extrañar que las conversaciones se hayan quedado en suspenso. Marruecos parece decidido a recuperar el terreno perdido entre los fieles que viven aquí, aunque **se ha topado con el Ejecutivo español que recuerda que en las cuestiones de la fe no se mete**.

العلم
لسان حزب الاستقلال
تأسست في 11 نونبر سنة 1946
.ma

13مارس 2009

مجلس الجالية المغربية بالخارج ينظم ندوة دولية حول:

«الوضع القانوني للإسلام في أوروبا»

جعل مجلس الجالية المغربية بالخارج من الاشكالية الدينية إحدى أولوياته المحورية، وقد تجلى ذلك بشكل جلي عندما تم إحداث مجموعة العمل: «الدين والتربية الدينية» وبالفعل فإن الإسلام، من منطلق أنه يثير الاهتمام الكبير بالنسبة للرأي العام في أوروبا، فإنه بالتالي يعد عنصرا مكونا للهوية الأوروبية، فالاسلام يحظى باهتمام أوروبا، وكذلك فإن أوروبا تشكل بدورها موضوع اهتمام بالنسبة للإسلام.

وحرصا منه على تعميق النقاش بخصوص واقع الإسلام في أوروبا، ينظم مجلس الجالية المغربية بالخارج تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس، ندوة دولية محورها: «الإطار القانوني للإسلام في أوروبا» يومي 14 و 15 مارس 2009 في مدينة فاس. وسيشارك في الندوة باحثون ورجال قانون مغاربة وأجانب مختصون في هذا المجال، إضافة إلى العديد من الممثلين السياسيين والفاعلين الثقافيين والاجتماعيين الذين سيتطرقون لمختلف الأبعاد التشريعية والاجتماعية المقترنة بممارسة الإسلام في أوروبا.

وفي الجلسة الافتتاحية من الندوة، سيتم تناول الاشكالات التي يطرحها الوضع القانوني للإسلام في أوروبا، كما ستدور أشغال هذه الندوة العلمية الدولية حول المحاور الآتية: التشريعات الأوروبية والحرية الدينية، والتشريعات الأوروبية وخصوصيات الديانة الإسلامية، والمقاربات التشريعية للشأن الديني في أوروبا، وأخيرا عرض التجارب المتعلقة بتنظيم الدين الإسلامي في أوروبا. كما ستنظم مائدة مستديرة حول تدبير الإسلام في المدينة، والتي سيشارك فيها عمداء بعض المدن الأوروبية الذين سيناقشون ويقارنون تجاربهم في مجال تدبير الدين الإسلامي في مدينتهم.

ومن خلال هذا اللقاء العلمي الأول، يطمح مجلس الجالية المغربية بالخارج إلى إحداث فضاء للحوار وتبادل التجارب، مما سيمكن من الوصول إلى تحديد أولي للوضع القانوني للدين الإسلامي في البلدان الأوروبية المتميزة «بعلمانية ثقافية» وكذا إلقاء نظرة مختلفة عن تجاربهم وتحليل الإنجازات والتحديات والإكراهات في هذا الصدد.

رسالة الأمة

13مارس 2009

ينظمها مجلس الجالية المغربية بالخارج

ندوة دولية حول "الوضع القانوني للإسلام في أوربا"

حرصا من مجلس الجالية المغربية بالخارج على تعميق النقاش بخصوص واقع الإسلام في أوربا، ينظم مجلس الجالية المغربية بالخارج تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس، ندوة دولية محورها: "الإطار القانوني للإسلام في أوربا" يومي 14 و15 مارس 2009 في مدينة فاس. وسيشارك في الندوة باحثون ورجال قانون مغاربة وأجانب مختصون في هذا المجال، إضافة إلى العديد من الممثلين السياسيين والفاعلين الثقافيين والاجتماعيين الذي سيتطرقون لمختلف الأبعاد التشريعية والاجتماعية المقترنة بممارسة الإسلام في أوربا.

وفي الجلسة الافتتاحية من الندوة، سيتم تناول الإشكالات التي يطرحها الوضع القانوني للإسلام في أوربا، كما ستدور أشغال هذه الندوة العلمية الدولية حول المحاور الآتية: التشريعات الأوربية والحرية الدينية، والتشريعات الأوربية وخصوصيات الديانة الإسلامية، والمقاربات التشريعية للشأن الديني في أوربا، وأخيرا عرض التجارب المتعلقة بتنظيم الدين الإسلامي في أوربا. كما ستنظم مائدة مستديرة حول تدبير الإسلام في المدينة، والتي سيشارك فيها عمداء بعض المدن الأوربية الذين سيناقشون ويقارنون تجاربهم في مجال تدبير الدين الإسلامي في مدينتهم.

الأحداث المغربية

9 مارس 2009

ندوة

يشكل موضوع «الوضع القانوني للإسلام في أوروبا» محور ندوة دولية ستنظم يومي 14 و15 مارس الجاري بفاس بمبادرة من مجلس الجالية المغربية المقيمة بالخارج. وأوضح بلاغ للمجلس أنه سيشارك في هذه الندوة باحثون ورجال قانون مغاربة وأجانب متخصصون في هذا المجال، إضافة إلى العديد من الممثلين السياسيين والفاعلين الثقافيين والاجتماعيين الذين سيتطرقون لمختلف الأبعاد التشريعية والاجتماعية المقترنة بممارسة الإسلام في أوروبا.

الجريدة شريط الأخبار

13مارس 2009

جالية

يشكل موضوع «الوضع القانوني للإسلام في أوروبا» محور ندوة دولية ستنظم يومي 14 و15 مارس الجاري بفاس بمبادرة من مجلس الجالية المغربية المقيمة بالخارج. وأوضح بيان للمجلس أنه سيشارك في هذه الندوة باحثون ورجال قانون مغاربة وأجانب متخصصون في هذا المجال، إضافة إلى العديد من الممثلين السياسيين والفاعلين الثقافيين والاجتماعيين الذين سيتطرقون لمختلف الأبعاد التشريعية والاجتماعية المقترنة بممارسة الإسلام في أوروبا.

عبد الله بوصوف الأمين العام لمجلس الجالية المغربية في الخارج لـ «الأيام»:

ليس هناك تهديد من الديانات الأخرى للإسلام والجالية المغربية مستهدفة أكثر من غيرها

استجوبه: محمد السعدوني

أكد عبد الله بوصوف الذي عينه الملك محمد السادس أمينا عاما لمجلس الجالية المغربية بالخارج في دجنبر 2007 أن الإسلام لا يواجه أي تهديد من طرف الديانات الأخرى، وأن التهديد الحقيقي الذي يواجهه مسلمو أوروبا وخاصة المغاربة يتجلى في بعض الأفكار الراديكالية والتيارات النشيطة كالوهابية والشيعة والسلفية من جهة وجمعيات التنصير من جهة أخرى، وحث بوصوف المولود في الناظور سنة 1962 على حماية الشباب المغاربة من أبناء الجيل الثالث من هاته التيارات الجارفة التي تقدم نموذجا لإسلام عنيف متشدد يقصي الآخر. عبد الله بوصوف مؤرخ، وحاصل سنة1991 على شهادة الدكتوراه، كما يشغل بالإضافة إلى منصبه كأمين عام لمجلس الجالية المغربية بالخارج، منصب مدير المركز الأورو-إسلامي للثقافة والحوار في «شارل لوروا» ببلجيكا، ومنصب نائب رئيس المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية.

الأكيد أن عبد الله بوصوف (يسار) يتطوه الكثير لتحسين صورة الإسلام في أوربا وحماية المسلمين المغاربة من التنصير والتضيير (أ ف ب)

■ قلت في لقاء فاس مؤخرا إن أوروبا سوق دينية كبيرة وكل واحد يطرح فيها «بضاعته» الدينية بحرية تامة، فهل الإسلام مهدد كدين وسط هاته «البضاعات» الدينية المعروضة؟

● أوروبا الآن أصبحت فضاء ديمقراطيا إسلاميا حداثيا حرية المعتقد فيها مكفولة من طرف القوانين والدساتير، لأن الدولة هي الساهرة على حماية حرية المواطنين ومعتقداتهم الدينية، وبالتالي فإن كل فرد له الحق في اعتناق ديانة ما، وكل هيئة دينية تطرح تصوراتها دون أن تشكل خطرا على الأمن العام، وبالنسبة لي شخصيا ليس هناك تهديد من الديانات الأخرى للإسلام، بل هناك تعايش وحوار، لكن كما نعرف ففي المنظومة الإسلامية هناك تيارات، هناك الوهابية، والشيعة، والسلفية.... تحاول استقطاب بعض العناصر في أوروبا واستمالتها، والجالية المغربية باعتبارها متواجدة بكثافة وعلاقتها بالدين راسخة بالممارسة فهي تعرف محاولات للاستقطاب ليس فقط من التيارات الراديكالية بل حتى من طرف جماعات التنصير، وبناء على ما يهدد المغاربة في الخارج يتحرك المجلس لضمان الحصانة اللازمة للجالية المغربية والوقوف في وجه «البضاعة» التي يطرحها الآخرون كبديل، نحن نحاول وضع الفاعلين الحكوميين وعلى رأسهم وزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية في الصورة، لمحاولة إيجاد السبل الأنجع لصد محاولة كل المتربصين وقطع الطريق أمامهم، فقوتنا هي مرونة العقيدة الأشعرية وسلاحنا هو مذهبنا المالكي القادر على إغراء حتى غير المغاربة بوسطيته واعتداله.

■ ألا تعتقد أن خوف الدولة يرتكز أكثر على مغاربة الخارج من الانسياق وراء التيارات التي ذكرت أكثر من خوفها على مغاربة الداخل، باعتبار بعدهم عن المراقبة اليومية، أم أن الدولة قد أعطت في نظرك للمشكل حجما أكبر من اللازم؟

● لا أعتقد أن المشكل قد وصل إلى الهول الذي تتحدث عنه، القضية قضية قناعات دينية، وكنت في أوروبا قبل أن أتقلد منصبي الحالي أدافع عن قناعاتي الدينية التي تربيت عليها، وأعتقد أن الإسلام يمكن أن يعيش في وئام مع الأنظمة الديمقراطية العلمانية، الإسلام لابد أن يعيش في انفتاح تام على المجتمع، والمرأة لها حضور في الوسط الإسلامي، هذه قناعتنا لأننا تربينا عليها وعشناها وسط أسرتنا وتعلمنا أصولها في المغرب، لكن عندما يأتي أناس لطرح نموذج إسلام متعصب منغلق يرفض التعامل مع غير المسلمين، فهذا في حد ذاته قد يجعل الإسلام يشكل هاجسا مقلقا للأوروبيين، أعتقد أننا يجب أن ندافع عن الإسلام حتى تبقى مكانته قائمة في أوروبا في احترام تام، الإسلام في أوروبا يجب أن يكون إسلاما معتدلا منفتحا ووسطيا، وهذا لا ينطبق على السلفية التي تكفر المجتمع والشيعة التي تطهر وتنزه من تشاء... نحن نعيش في أوروبا وسط مجتمعات علمانية ديمقراطية حداثية يجب أن نحترم فيها هذه القوانين والنماذج الكونية وأن نقدم صورة لضمان التعددية الجنسية والدينية، وأعتقد أن المذهب المالكي كنموذج قادر على الإجابة على الأسئلة المطروحة الآن في أوروبا وقادر على تحقيق المصالحة بين الغرب والإسلام الذي تشعل فتيله بعض المنظومات الإسلامية المتمثلة في التيارات الراديكالية وكذلك المنظومة الغربية من اليمين المتطرف ومن بعض المتطرفين الدينيين، ويجب علينا كمسلمين أن لا ننسى إلى الفخ الذي نصب للإيقاع بالإسلام وسماحته وقوته.

■ من خلال جولتنا في بعض المدن الفرنسية وجدنا أن شباب الجيل الثالث الذين ازدادوا في أوروبا هم الأكثر عرضة للانسياق وراء التيارات المتشددة، ومنهم شباب ناقم على الغرب وله تصور مغاير لإسلام صارم يرفض كل ماهو غربي؟

● للأسف الشديد هناك نماذج من هؤلاء الشباب الذين استهلكوا الإسلام الخطأ نتيجة استغلال المزودين لفراغ الساحة الدينية، أعتقد أن الدول المصدرة للهجرة ومن بينها المغرب لم تعط الأهمية للجانب الديني، كما أن الدول المستقبلة استقبلت بدا عاملة منفصلة عن انتمائها الروحي والثقافي، وهنا كان الخطأ، وشباب اليوم ظهر في مجتمع له نظرة عاطفية تجاه الدين «وملين كايوقف قدامو شي واحد وكا يقولو هذا هو الإسلام كايتبعو»، لابد أن نحمي شبابنا من التيارات المفسدة عبر تكريس العقيدة الأشعرية والمذهب المالكي في الممارسة الدينية عند المغاربة، يجب أن نحارب الكتب التي تروج لتلك التيارات، وأن ندعو إلى إسلام منفتح، إسلام الوسطية والإعتدال، لا يجب أن نترك التيارات الراديكالية لوحدها تطرح بضاعتها، كما لا يجب أن نترك السوق فارغة، الشباب يعيشون في انعزال تام عن المجتمع نتيجة تلك الأفكار المغلوطة عن الإسلام، وهذا يحد من اندماجهم وتقبلهم للغير، كما يحد من نشاطهم وفاعليتهم داخل البلد المضيف.

■ خصصت وزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية ميزانية قدرها 40 مليون درهم في إطار قانون المالية لسنة 2009 كإعانة لفائدة الجمعيات المهتمة بالتأطير الديني في الخارج، فهل تعتبرونها كافية؟ وهل تتلقون مساعدات أخرى من جهات أخرى في الخارج؟

● نحن فخورون بالمساعدات والمنح التي تقدمها الدولة لكنها تبقى غير كافية مقارنة بالمجهودات المبذولة والعمل المنتظر، ولذلك لابد أن تكون المنحة في المستوى لبناء المساجد ودعم الجمعيات التي تنشط في الميدان وأداء منح الأئمة الذين يسهرون على تأمين الغذاء الروحي للمهاجرين . نحن جد متفائلين لأن الغلاف المالي عما قريب سيتجاوز 120 مليون درهم، وهذا يثلج الصدر، والوزارة تكثف من عملها في هذا الجانب حتى لا تترك المجال للآخرين لاستغلال هذا الفراغ للوصول إلى أهداف أخرى، ولذلك لابد من رصد ميزانيات محترمة لتلبية رغبات الجالية المغربية في الجانب الديني.

■ كيف تفسرون تصاعد الإساءة للإسلام في السنوات الأخيرة؟ وكيف تقرأون مستقبل الإسلام على ضوء هاته الإساءات المتكررة؟

● الأكيد أن الإساءات للإسلام قد تراجعت، وأنا جد متفائل لأن هناك قوى إسلامية في مجموعة من المدن تعقد اجتماعات تدافع عن الإسلام وتقدم نموذج الإسلام المعتدل، وفي مؤتمرنا حضر معنا مجموعة من الفاعلين وهم مستعدون للدفاع عن الإسلام الذي يقبل بالنموذج الأوروبي، هناك صور إيجابية، فمثلا رئيس بلدية ستراسبورغ منح بقعة أرضية مساحتها أكثر من 10 آلاف متر لبناء مسجد مجانا وقدم 10 في المئة من التكلفة الإجمالية التي حددت في 7 ملايين أورو نقدا لبناء المسجد، والمحالس المحلية منحت نفس القدر من المال، وهذه أعمال محمودة، وبالرغم من تلك الصور السلبية، هناك تقدم في إطار قبول الإسلام وإدماجه، الدول الأوربية يجب أن تبذل مجهودات لمحاربة تلك الصورة النمطية التي يختزلها اليمين المتطرف الذي يستغلها كورقة في الانتخابات، يجب أن نطرح الإسلام كجسر بين المجتمعات الغربية والعالم الإسلامي، كما يجب تكريس المعرفة المتبادلة وتغيير صورة الإسلام في الغرب.

■ هناك في أوروبا صراع بين الجزائر والمغرب لاحتكار الدين، وكل منهما يسعى إلى الزعامة في بعض المجالس والجمعيات، بل حتى داخل أماكن العبادة. فهل هذا الصراع يخدم الدين في شيء؟

● الصراع لا يخدم الإسلام في شيء خاصة في أوروبا وسيزول مع الزمن، الحقيقة الآن هي أن المغاربة متواجدون بكثافة في أماكن العمل في فرنسا وأوروبا، والإنسان المغربي لا يعيش ذلك الصراع مع الدين، والدين بالنسبة للمغاربة حتى أولئك الذين لا يصلون يعتبر مرجعا عند الولادة والموت وفي الأفراح والأفراح، الدين حاضر في حياة المواطن العادي، وبهذا المعنى فإن المغاربة يتواجدون بكثرة في المساجد، والجاليات الأخرى وخاصة الجزائرية يضايقها هذا الأمر وبالتالي فإنها تسعى إلى خلق نزاع سياسي لا علاقة له بالواقع، هذا واقع مرتبط بالثقافة المغربية التي تربي عليها المغاربة، فنحن تربينا على التآخي وتكرست لدينا ثقافة تقديم المؤونة والزاد للإمام والفقيه، كما يقدم المغربي جزءا من ماله للمساهمة في بناء بيت الله، والجاليات الأخرى لم يتكرس لديها هذا التقليد، هذا واقع في كل الدول ولا يمكن تفسير ذلك بأن المغرب يريد فرض وصايته على الدين في الخارج، كما لا يمكن تصفية حسابات أخرى سياسية باسم الدين، هذا خطأ وإثم كبير.

■ كيف تفسرون تلك المضايقات التي يتعرض لها المسلمون وخاصة المغاربة في أوروبا عبر التنصت والمراقبة المستمرة لأماكن العبادة، مما يحول حياة المسلم المغربي إلى كابوس حقيقي أحيانا؟

● الأكيد أنه منذ تفجيرات 11 شتنبر 2001 والتفجيرات التي عرفتها لندن ومدريد تغيرت الأمور كثيرا، والدول الأوربية أصبحت ترى في كل مسلم مشروع إرهابي، نحن نسعى للإقناع بعدم الخلط بين الإرهاب الذي يلبس قناع الإسلام وبين الإسلام كشعائر وكدين متسامح، والحمد لله لأن 80 في المئة من الشعوب الأوربية تعتبر الإسلام دينا كباقي الأديان السماوية الأخرى، لا يمكن أن نتصور أن الدول الأوربية تضع وراء كل مسلم شرطيا أو تراقب كل المساجد، ربما تقوم بهذا النوع من الممارسات لاستتباب الأمن وللمحافظة على أمن المسلمين لأن التفجير قد يذهب ضحيته حتى المسلمون، نحن نريد بناء علاقة في إطار إنساني، ويجب أن نضرب بيد من حديد كل من يريد تشويه الإسلام واستخدامه لأهداف أخرى.

■ ما هي الخلاصات التي خرج بها لقاء فاس الأخير حول الإسلام في أوروبا؟

● كان هدفنا هو توعية الجالية المغربية حتى تصبح مطالبها مطابقة للقوانين الجاري بها العمل، نحن لا نطالب بالمستحيل، فقط نطالب باحترام المسلمين وتمتيعهم بباقي حقوقهم بما في ذلك حقهم في إقامة شعائرهم الدينية، هناك إكراهات، ولذلك الححنا في طلبنا من الدول الأوربية تمتيع المسلمين بجميع حقوقهم كبناء مساجد لائقة كمكان للتعبد وليس «كراجات» وطالبنا بتخصيص مساجد للتعبد بصومعات، كما لم نفوت الحث على تغيير الصورة النمطية عن الإسلام في وسائل الإعلام الأوربية، وكانت تلك خلاصات لاسترجاع مكانة الإسلام في الدول الأوربية.

■ كيف تفسرون تلك المضايقات التي يتعرض لها المسلمون وخاصة المغاربة في أوروبا عبر التنصت والمراقبة المستمرة لأماكن العبادة، مما يحول حياة المسلم المغربي إلى كابوس حقيقي أحيانا؟

● الأكيد أنه منذ تفجيرات 11 شتنبر 2001 والتفجيرات التي عرفتها لندن ومدريد تغيرت الأمور كثيرا، والدول الأوربية أصبحت ترى في كل مسلم مشروع إرهابي، نحن نسعى للإقناع بعدم الخلط بين الإرهاب الذي يلبس قناع الإسلام وبين الإسلام كشعائر وكدين متسامح، والحمد لله لأن 80 في المئة من الشعوب الأوربية تعتبر الإسلام دينا كباقي الأديان السماوية الأخرى، لا يمكن أن نتصور أن الدول الأوربية تضع وراء كل مسلم شرطيا أو تراقب كل المساجد، ربما تقوم بهذا النوع من الممارسات لاستتباب الأمن وللمحافظة على أمن المسلمين لأن التفجير قد يذهب ضحيته حتى المسلمون، نحن نريد بناء علاقة في إطار إنساني، ويجب أن نضرب بيد من حديد كل من يريد تشويه الإسلام واستخدامه لأهداف أخرى.

■ ما هي الخلاصات التي خرج بها لقاء فاس الأخير حول الإسلام في أوروبا؟

● كان هدفنا هو توعية الجالية المغربية حتى تصبح مطالبها مطابقة للقوانين الجاري بها العمل، نحن لا نطالب بالمستحيل، فقط نطالب باحترام المسلمين وتمتيعهم بباقي حقوقهم بما في ذلك حقهم في إقامة شعائرهم الدينية، هناك إكراهات، ولذلك الححنا في طلبنا من الدول الأوربية تمتيع المسلمين بجميع حقوقهم كبناء مساجد لائقة كمكان للتعبد وليس «كراجات» وطالبنا بتخصيص مساجد للتعبد بصومعات، كما لم نفوت الحث على تغيير الصورة النمطية عن الإسلام في وسائل الإعلام الأوربية، وكانت تلك خلاصات لاسترجاع مكانة الإسلام في الدول الأوربية.

> المذهب المالكي كنموذج قادر على الإجابة على الأسئلة المطروحة الآن في أوروبا وقادر على تحقيق المصالحة بين الغرب والإسلام الذي تشعل فتيله بعض المنظومات الإسلامية المتمثلة في التيارات الراديكالية وكذلك المنظومة الغربية من اليمين المتطرف ومن بعض المتطرفين الدينيين

الاثنين 16 مارس 2009 Lundi 16 Mars < ملف الصحافة عدد 20 ص 08

ASSADA ALMASSAIA

الصدى المسائية

أكد إدريس اليزمي، رئيس مجلس الجالية المغربية بالخارج، أول أمس السبت بفاس، الحضور القوي «للشريك المسلم الجديد في المعادلة الدينية بأوروبا». وأوضح اليزمي، خلال الجلسة الافتتاحية لأشغال ندوة دولية، حول موضوع «الوضع القانوني للإسلام في أوروبا»، المنظمة تحت الرعاية السامية لجلالة الملك محمد السادس، بمبادرة من مجلس الجالية المغربية بالخارج، أن الشريك المسلم الجديد في المعادلة الدينية بأوروبا، أصبح أكثر حضورا وأقل شعورا بالغربة والإحساس بكونه فقط مهاجرا، وأكثر تجذرا واندماجا بالنظر إلى دفاع الأجيال الجديدة في المهجر عن الإسلام. واعتبر أن هذا الشريك أصبح مطالبا بلعب دور أكثر فاعلية في المشهد الديمقراطي الأوروبي، مشيرا إلى اعتماد الدول الأوروبية، عبر التاريخ، عدة اتفاقيات ظاهرها وباطنها ينادي بالتعايش المشترك، والتي منحت الديانات عدة امتيازات، ينادي الإسلام بالاستفادة أكثر منها.

المراكشية

الأمين العام لمجلس الجالية المغربية في الخارج : أوربا سوق دينية كبيرة

قال عبد الله بوصوف الأمين العام لمجلس الجالية المغربية في الخارج إن أوربا سوق دينية كبيرة، كل واحد يطرح فيها "بضاعته" الدينية في حرية تامة، ولكل فرد الحق في اختيار التوجه الذي يناسبه، وأضاف خلال لقاء مع الصحافة أول أمس السبت أنه في ظل هذه التعددية الدينية الثقافية التي يعيشها المغاربة في العالم فإن "ما يخيف ليس طرح الآخر ولكن ضعف طرحنا"، وشدد بوصوف على أن المغرب يتوفر على طرح مغربي وقوي، فالعقيدة الأشعرية بما تتسم به من مرونة، والمذهب المالكي بما يتوفر عليه من عناصر، سيغري الجميع حتى غير المغاربة ويجذبهم إذا أحسن المغرب تقديمه.

وأوضح بوصوف الذي كان يقدم للندوة الدولية التي يعتزم مجلس الجالية المغربية في الخارج تنظيمها نهاية هذا الأسبوع بفاس حول "الإطار القانوني للإسلا م في أوربا " (أوضح) أن الجالية المغربية مستهدفة فعلا من التيارات الأخرى (التشيع، الوهابية، التنصير ..)، لكنه أشار إلى وجود عناصر قوة داخل الجالية المغربية تحول دون انجرافها خلف هذه التيارات، داعيا إلى تكثيف الجهود من أجل تنمية الحصانة الدينية للمغاربة في الخارج، وذلك من خلال تقديم نموذج التدين المغربي. وتعليقا على وجود صراع بين ما يسمى بـ "الإسلام المغربي والجزائري" في أوربا، قال بوصوف إن هذه ظاهرة تفرضها الطروحات السياسية ومآلها الزوال، مشيرا إلى أن 90 في المائة من الناس الذين يدفعون المال لتمو يل بناء المساجد هم مغاربة، موضحا أن البقاء سيكون في النهاية لمن يقدم طرحا مغريا يحترم خصوصية وجود الإسلام في البلدان الأوربية، ويجيب على الأسئلة التي تطرح على الإسلام هناك.

من جهة أخرى؛ قلل بوصوف من خطورة موضوع التنصير والمنشورات التنصيرية التي توزع على المغاربة في مناطق العبور أثناء رحلة عودتهم إلى المغرب؛ على اعتبار أن المغاربة عاشوا في أوربا في ظروف صعبة ولم يتنصروا، فكيف يمكنهم أن يفعلوا ذلك ببساطة في مناطق العبور.

يشار إلى أن وزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية خصصت ميزانية قدرها 40 مليون درهم في إطار قا نون المالية لسنة 2009, وهي تذهب بالكامل كإعانة لفائدة الجمعيات المهتمة بالتأطير الديني للجالية المغربية بالخارج

عن التجديد

مدير النشر: توفيق بوعشرين ■ العدد: 07 ■ الاثنين 11 ربيع الأول 1430 الموافق لـ09مارس 2009 ■ الثمن: 3 دراهم

Akhbar Alyoum

أخبار اليوم

يومية مغربية مستقلة

120 مليون درهم للتأطير الديني للمهاجرين بالخارج

«مجلس الجالية» يواجه العدل والإحسان في مساجد أوربا

■ أخبار اليوم

حذر عبد الله بوصوف، الأمين العام لمجلس الجالية المغربية بالخارج، التيارات السياسية المغربية من ممارسة أنشطة سياسية في المساجد في أوربا، وقال بوصوف، خلال ندوة صحافية أول أمس بالرباط: «على التيارات التي تمارس السياسة أن تبتعد عن المساجد، وإذا أرادت أن تمارس الدين فعليها أن تبتعد عن السياسة»، وقال بوصوف إن «من المهام التي سيسهر عليها مجلس الجالية الفصل بين النشاطين السياسي والديني في صفوف الجالية في الخارج»، وأضاف بلغة حازمة: «هذا أمر قطعي ولا نقاش فيه». وكان بوصوف يلمح إلى أنشطة جماعة العدل والإحسان وجماعات أخرى مغربية في الخارج وجهت إليها الاتهامات بأنها توظف دور العبادة في الترويج لأفكارها السياسية. وفي سياق متصل أكد بوصوف أن الدولة رصدت في ميزانية سنة 2009 ما قدره 120 مليون درهم من أجل الاهتمام بالتأطير الديني للجالية المغربية في الخارج، وأن المغرب أرسل 30 إماما مقيما إلى فرنسا، وينتظر أن يرسل أئمة آخرين إلى دول أوربية أخرى مثل بلجيكا. كما حذر بوصوف من أن مغاربة الخارج أصبحوا عرضة للتيارات الدينية المختلفة، وقال: «أوربا أصبحت سوقا كل واحد فيها يعرض بضاعته الدينية»، في إشارة إلى المذاهب الشيعية والوهابية والجهادية، وعلق قائلا: «لا يخيفني وجود طروحات أخرى بقدر ما أهتم بأن تكون أطروحاتنا قوية ومقنعة، وضامنة للحصانة الدينية لمغاربة الخارج». وينتظر أن يعقد مجلس الجالية ندوة دولية هي الأولى من نوعها بفاس في 14 و15 مارس، تحت عنوان «التشريعات الأوربية والحرية الدينية».

الصباحية
02
الإثنين 9 مارس 2009
Lundi 9 Mars
العدد : 467

هجرة 120 مليون درهم للتأطير الديني للمغاربة في الخارج

مجلس الجالية يدعو إلى العلمانية

قال عبد الله بوصوف، الأمين العام لمجلس الجالية المغربية بالخارج، إن الأخير سيعمل على توجيه المغاربة المقيمين في الخارج إلى الالتزام بالعلمانية كنظام يحكم الدول المستضيفة لهم، معتبرا أن «ما أضر التدين في أوروبا هو إقحام السياسة في الدين والمساجد». وأكد بوصوف، في لقاء صحافي أول أمس (السبت) بالرباط، على ضرورة حماية المساجد من الدخول في معتركات السياسة ومتاهاتها، مطالبا الفاعلين الدينيين في أوربا بتطبيق فصل الدين عن السياسة، نافيا في الوقت ذاته أن تكون العلمنة تتعارض مع أداء الشعائر الدينية للمسلمين.

وأشار بوصوف، الذي قضى حوالي 25 سنة مقيما بفرنسا، إلى أن 90 في المائة من الجالية العربية المسلمة التي تؤدي واجبات المساجد المالية، المتمثلة في أداء الرواتب الشهرية لأئمة المساجد وبناء دور العبادة، هم مغاربة، على اعتبار أن «المغاربة يشكلون العمود الفقري للدين الإسلامي».

وفي سياق التمويل المالي لتدبير الشأن الديني في أوروبا وأمريكا وأفريقيا، كشف الخطيب والإمام السابق، قبل أن يعين أمينا عاما للمجلس، أن 120 مليون درهم هي الميزانية المخصصة للتأطير الديني للمغاربة في الخارج، والتي تدخل ضمن الحصة المخصصة لوزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية، حسب قانون مالية 2009.

وأوضح المتحدث أن مجلس الجالية المغربية المقيمة بالخارج، بصفته هيأة استشارية واقتراحية، سيتقدم إلى الملك محمد السادس اقتراحات تهم الثقافة والتعليم المرتكزين على الدين الإسلامي واللغة العربية، وفق تصور تشارك فيه الوزارات المعنية. وذهب المتحدث إلى أن الازدواجية في الانتماء «الديني واللغوي» ليس مشكلا، على اعتبار أن الأوروبيين يعيشون هم أيضا في دول عربية، مشيرا في هذا الصدد إلى أن مليونين من الفرنسيين يعيشون خارج فرنسا، ومليونين ونصف مليون من الإسبان يقيمون خارج إسبانيا، غير أنه يعتبر أن الجهد يجب أن ينصب في اتجاه مدى قدرة الإسلام على التكيف مع وضع جديد لم يعهده من قبل.

وفي رده على أسئلة حول تأثير المذهب الشيعي وتيارات التنصير والفكر الوهابي على أبناء الجالية المغربية بالخارج، أشار بوصوف إلى أن أوروبا «سوق دينية كل واحد يطرح فيها بضاعته من منطلق الحرية الدينية»، مشددا على ضرورة تقوية الدين الإسلامي ذي المذهب المالكي والموافق للعقيدة الأشعرية، «بما تتسم به من مرونة وبعد عن التكفير»، مشيرا في الوقت ذاته إلى الملتقى العالمي الذي سيعقده المجلس بحضور مفكرين وخبراء وعلماء في الأديان، وممثلين عن المجالس العلمية، حول التشريعات الأوروبية والحرية الدينية نهاية الأسبوع الجاري بفاس.

عزيز العطاتري
(موفد «الصباحية» إلى الرباط)

المساء | أخبار المساء
العدد: 767 الثلاثاء 2009/03/10
www.almassae.press.ma

تسعون في المائة من ممولي المساجد بأوروبا مغاربة

الرباط
إدريس الكنبوري

قلل الأمين العام لمجلس الجالية المغربية بالخارج، عبد الله بوصوف، من مخاطر التشييع والتنصير على الجالية المغربية المقيمة في الخارج، وقال إن المواطن المغربي «عاش عقودا في البلدان الأوروبية ولم يعتنق المسيحية»، مؤكدا أن المذهب المالكي الذي نشأ في الأندلس الأوروبية لديه القدرة على تقديم نموذج جيد لاستيعاب المتغيرات خاصة في الغرب، خاصة وأنه يرفض التكفير. ووصف أوروبا بـ«السوق الدينية المفتوحة»، حيث يمكن لأي جهة أن تطرح بضاعتها الدينية في إطار من الحرية، إذ لا يمكن منع أي أحد من طرح مذهبه أو دينه والتعريف به والدعوة إليه، مضيفا أن «قوتك في قوة طرحك في هذه السوق». وقال بوصوف، في لقاء مع عدد من الصحافيين بالرباط أول أمس، إن مجلس الجالية المغربية بالخارج ليست لديه أية عقدة من المشاركة السياسية للمهاجرين المغاربة في الانتخابات، لكنه رفض تسييس تلك القضية وقال: «إذا كان ذلك في صالح المهاجرين ورأى هؤلاء ضرورة المشاركة، فالمجلس مستعد لفتح هذا النقاش لأنه ليس لديه موقف مسبق من الموضوع». ورفض بوصوف، الخبير في المجال الديني بأوروبا والنائب السابق لرئيس المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية، الحديث عن صراع في أوروبا بين «الإسلام المغربي» و«الإسلام الجزائري»، وقال: «هناك بالطبع مناطق نفوذ، لكن المغاربة في أوروبا هم العمود الفقري للإسلام في أوروبا، و90 في المائة ممن يدفعون الأموال للمساجد هم من المغاربة». وألح على ضرورة الانضباط للعلمانية في الغرب بالنسبة إلى المسلمين، ودعا الجميع إلى الاحترام التام للفصل المطلق بين الدين والدولة في أوروبا، معتبرا أن ذلك حصانة لصالح المسلمين أنفسهم، وأضاف بهذا الصدد: «من يريد العمل في المساجد فعليه الابتعاد عن السياسة، ومن يريد العمل في السياسة فعليه الابتعاد عن أماكن العبادة، لأن القوانين الأوروبية توفر للراغبين في الأنشطة السياسية مجالات متعددة غير المساجد. علينا حماية مساجدنا حتى لا تتدخل في السياسة»، وأكد أن ليس هناك أي تناقض بين العلمانية وبين أن يمارس المسلم دينه بحرية، منتقدا في نفس الوقت أولئك الذين يطالبون بإنشاء مقابر خاصة بالمسلمين في أوروبا، قائلا إنه من شأن ذلك أن يخيف الأوروبيين لأنه يجعلهم يتوجسون من احتمال عودة التمييز بين المواطنين على أساس ديني، في الوقت الذي حسموا في العلاقة بين الدين والدولة منذ أكثر من قرن.

العدد : 3677
الخميس 12 مارس 2009
الأحداث المغربية

أمين عام مجلس الجالية المغربية: على الأئمة الابتعاد عن السياسة

نبه الأمين العام لمجلس الجالية المغربية بالخارج عبد الله بوصوف إلى استهداف الجالية المغربية من طرف تيارات دينية أخرى تحاول استقطابها، وتوقع أن يزول قريبا التشنج الذي يسم العلاقة التجادلية بين الاسلام الجزائري والمغربي بدول أوربا.

واعتبر بوصوف الذي كان يتحدث في لقاء صحفي مؤخرا أن أوربا أصبحت بمثابة سوق ديني يطرح فيها كل واحد بضاعته الدينية، لكن الرجل بدا مطمئنا على مستقبل الاسلام المالكي السني في أوربا، وهو يدافع عن ضرورة طرح نموذج ديني مغربي يغري العدو قبل الصديق، ويكون قادرا على استقطاب الشيعة والوهابيين والسلفيين.

وأوضح بوصوف أنه لا يمكن منع أي شخص من اعتناق الدين أو المذهب الذي يقتنع به، لكنه أكد أن المغاربة لن يحتاجوا إلى اتباع مذهب آخر، إذا ما نجحت الدولة في تحصين أبنائها دينيا وثقافيا، وانخرطت بحماس في الترويج لنموذجها الديني المعتدل، الذي أقر بأنه الأكثر قدرة على تحقيق مصالحة بين الاسلام والغرب.

وعبر عن رفضه القاطع لممارسة السياسة من داخل فضاءات المساجد، وقال إن على المسلمين احترام الفصل بين الدين والدولة المتحقق في أوربا منذ بداية القرن الماضي، وتعهد بالعمل على تنظيم ندوة دولية حول هذا الموضوع، تضع حد للتداخل الحاصل بين الدين والسياسة.

ودافع بوصوف الذي عاش ربع قرن من حياته في فرنسا، (دافع) بشراسة عن ضرورة التعامل مع الدين كحق شخصي يحق للمرء التعاطي معه دون أن يضطر لدفع مقابل سياسي أو الخضوع للابتزاز السياسي.

وأثار بوصوف فقر المكتبة المغربية الموجهة لأبناء الجالية بالمهجر، وضعف الترويج الاعلامي للعلماء المغاربة رغم أن مستواهم أفضل بكثير من العلماء الجدد الذين أصبحوا نجوما على شاشات الفضائيات، على حد تعبيره.

ورفض بوصوف الافصاح عن موقفه بشأن مشاركة المهاجرين المغاربة في الاستحقاقات الانتخابية المغربية، وقال إن الموضوع ذا حساسية كبيرة ويتعين تدارسه من مختلف الأطراف ويستدعي فتح نقاش واسع حول الأمر، قبل اتخاذ القرار المناسب بشأن هذه الإشكالية.

وأعلن المسؤول ذاته خلال اللقاء عن تنظيم ندوة دولية حول الاطار القانوني للاسلام في أوربا نهاية الأسبوع الجاري بفاس من أجل تشخيص الوضعية القانونية الحالية للديانة الاسلامية في بلدان المهجر المتسمة بعلمانية ثقافية.

■ س . ر

مجلس الجالية المغربية ينظم ندوة دولية حول "الإطار القانوني للإسلام في أوربا"

بوصوف: المغاربة مستهدفون من عدة تيارات لكن ما يخيف ليس طرح الآخر ولكن ضعف طرحنا

قال عبد الله بوصوف الأمين العام لمجلس الجالية المغربية في الخارج إن أوربا سوق دينية كبيرة، كل واحد يطرح فيها "بضاعته" الدينية في حرية تامة، ولكل فرد الحق في اختيار التوجه الذي يناسبه، وأضاف خلال لقاء مع الصحافة أول أمس السبت أنه في ظل هذه التعددية الدينية الثقافية التي يعيشها المغاربة في العالم فإن "ما يخيف ليس طرح الآخر ولكن ضعف طرحنا"، وشدد بوصوف على أن المغرب يتوفر على طرح مغربي وقوي، فالعقيدة الأشعرية بما تتسم به من مرونة، والمذهب المالكي بما يتوفر عليه من عناصر، سيغري الجميع حتى غير المغاربة ويجنبهم إذا أحسن المغرب تقديمه. وأوضح بوصوف الذي كان يقدم للندوة الدولية التي يعتزم مجلس الجالية المغربية في الخارج تنظيمها نهاية هذا الأسبوع بفاس حول "الإطار القانوني للإسلام في أوربا" (أوضح) أن الجالية المغربية مستهدفة فعلا من التيارات الأخرى (التشيع، الوهابية، التنصير..)، لكنه أشار إلى وجود عناصر قوة داخل الجالية المغربية تحول دون انجرافها خلف هذه التيارات، داعيا إلى تكثيف الجهود من أجل تنمية الحصانة الدينية للمغاربة في الخارج، وذلك من خلال تقديم نموذج التدين المغربي. وتعليقا على وجود صراع بين ما يسمى بـ "الإسلام المغربي والجزائري" في أوربا، قال بوصوف إن هذه ظاهرة تفرضها الطروحات السياسية وملّها الزوال، مشيرا إلى أن 90 في المائة من الناس الذين يدفعون المال لتمويل بناء المساجد هم مغاربة، موضحا أن البقاء سيكون في النهاية لمن يقدم طرحا مغريا يحترم خصوصية وجود الإسلام في البلدان الأوربية، ويجيب على الأسئلة التي تطرح على الإسلام هناك.

من جهة أخرى؛ قلل بوصوف من خطورة موضوع التنصير والمنشورات التنصيرية التي توزع على المغاربة في مناطق العبور أثناء رحلة عودتهم إلى المغرب؛ على اعتبار أن المغاربة عاشوا في أوربا في ظروف صعبة ولم يتنصروا، فكيف يمكنهم أن يفعلوا ذلك ببساطة في مناطق العبور.

يشار إلى أن وزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية خصصت ميزانية قدرها 40 مليون درهم في إطار قانون المالية لسنة 2009، وهي تذهب بالكامل كإعانة لفائدة الجمعيات المهتمة بالتأطير الديني للجالية المغربية بالخارج.

سناء القويطي

التجديد
جريدة يومية - شاملة
09 مارس 2009

صوت المهجر

الوضع القانوني للإسلام في أوروبا يناقش بالمغرب

يسعى مجلس الجالية المغربية بالخارج، بوصفه هيئة استشارية هدفها تقديم الأراء الى صاحب الجلالة الملك بشأن المسائل المرتبطة بالأجرة، الى إحداث الآليات اللازمة لضمان إدماج فعال للمغاربة القاطنين بالخارج في الحياة السياسية والاجتماعية ــ الاقتصادية والثقافية لموطنهم الأصلي.

يجعل مجلس الجالية المغربية بالخارج من الاشكالية الدينية إحدى أولوياته المحورية، وتجلى ذلك بشكل جلي عندما تم إحداث مجموعة العمل: «الدين والتربية الدينية»، وبالفعل فإن الإسلام، من منطلق أنه يثير الاهتمام الكبير بالنسبة للرأي العام في أوروبا، فإنه بالتالي يعد عنصرا مكونا للهوية الأوربية؛ فالاسلام يحظى باهتمام أوروبا، إذ تشكل بدورها موضوع اهتمام بالنسبة للإسلام.

وحرصا منه على تعميق النقاش بخصوص واقع الاسلام في أوروبا، ينظم مجلس الجالية المغربية بالخارج تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس، ندوة دولية محورها: «الإطار القانوني للإسلام في أوروبا» يومي 14 و 15 مارس 2009 في مدينة فاس وسيشارك فيها باحثون ورجال قانون مغاربة وأجانب مختصون في هذا المجال، إضافة الى العديد من الممثلين السياسيين والفاعلين الثقافيين والاجتماعيين الذين سيتطرقون لمختلف الأبعاد التشريعية والاجتماعية المقترنة بممارسة الإسلام في أوروبا.

وتم في الجلسة الافتتاحية من الندوة، تناول الاشكالات التي يطرحها الوضع القانوني للإسلام في أوروبا، كما ستدور أشغال هذه الندوة العلمية الدولية حول المحاور الآتية: التشريعات الأوروبية والحرية الدينية، والتشريعات الأوربية وخصوصيات الديانة الإسلامية، والمقاربات التشريعية للشأن الديني في أوروبا، وأخيرا عرض التجارب المتعلقة بتنظيم الدين الإسلامي في أوروبا. والتي سيشارك فيها عمداء بعض المدن الأوربية الذين سيناقشون ويقارنون تجاربهم في مجال تدبير الدين الإسلامي في مدينتهم.

ويطمح مجلس الجالية المغربية بالخارج ومن خلال هذا اللقاء العلمي الأول الى إحداث فضاء للحوار وتبادل التجارب، مما سيمكن من الوصول إلى تحديد أولي للوضع القانوني للدين الإسلامي في البلدان الأوربية المتميزة «بعلمانية ثقافية»، وكذا إلقاء نظرة مختلفة عن تجاربهم وتحليل الإنجازات والتحديات والإكراهات في هذا الصدد.

14/3/2009

عدد القراءات : 48

إعلانات

إفتتاحية

صيد الكاميرا

إستطلاع

أرشيف

اليوم 8 الشهر 4
السنة 2009 إبحث

ردود القرآء

المغربية
يومية تصدر بها مجموعة ماروك سوار

03

وطنية

الاثنين 18 ربيع الأول 1430 الموافق 16 مارس 2009 العدد: 7216

اليزمي والموساوي يبرزان دور الشريك المسلم في المعادلة الدينية بأوروبا

جلالة الملك: روح التوافق ندوة دولية بفاس تبحث الوضع القانوني للإسلام في أوروبا

فاس: جمال الدين بن العربي

أكد إدريس اليزمي، رئيس مجلس الجالية المغربية بالخارج، السبت الماضي بفاس، على الحضور القوي «للشريك المسلم الجديد في المعادلة الدينية في أوروبا»، بينما اعتبر محمد الموساوي، رئيس المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية أن العلمانية إيجابية بالنسبة إلى المسلمين، وتحفظ لهم حقوقهم الدينية، وتسمح لهم بممارسة شعائرهم الدينية بكل حرية.

وأوضح اليزمي، في الجلسة الافتتاحية لأشغال ندوة دولية، حول موضوع «الوضع القانوني للإسلام في أوروبا»، نظمت تحت الرعاية السامية لجلالة الملك محمد السادس، بمبادرة من مجلس الجالية المغربية بالخارج، أن الشريك المسلم الجديد في المعادلة الدينية بأوروبا، أصبح أكثر حضورا وأقل شعورا بالغربة والإحساس بكونه فقط مهاجرا، وأكثر تجذرا واندماجا، بالنظر إلى دفاع الأجيال الجديدة في المهجر عن الإسلام. واعتبر أن هذا الشريك أصبح مطالبا بلعب دور أكثر فاعلية في المشهد الديمقراطي الأوروبي، مشيرا إلى اعتماد الدول الأوروبية، عبر التاريخ، عدة اتفاقيات ظاهرها "وباطنها ينادي بالتعايش المشترك، التي منحت الديانات عدة امتيازات، ينادي الإسلام بالاستفادة أكثر منها.

وذكر اليزمي أن الشريك الجديد، الذي يتجذر في محيطيعرف عدة نقاشات، تغذيه بشكل منتظم النزاعات الدولية، يشهد تطورا رغم قاعدته الاجتماعية العمالية ووضعه الاجتماعي غير الملائم المتسم، بعدم توفره على الأطر الجيدة والتجهيزات المناسبة.

وأكد أنه، رغم اختلاف طرق تمويل المجال الديني من بلد إلى آخر، في محيط يتسم بتنوع العلاقات المؤسساتية والعلاقات بين الدول والديانات في المجال الأوروبي، إلا أنه توجد نقط مشتركة لا يمكن تجاهلها، سواء على مستوى التفكير، أو على المستوى السياسي.

وذكر أن الجميع، كل من موقعه، يعتبر شاهدا وفاعلا في مسلسل تاريخي غير مسبوق، يتمثل في التجذر المستمر للإسلام في مجتمعات تتسم بالتعدد ومتشبثة بالعلمانية الثقافية الأوروبية، رغم اختلاف العادات الوطنية لكل بلد، مبرزا أن المجتمعات الأوروبية، تعرف الواحدة تلو الأخرى، تنوعا مضطردا، يجري بوتيرة متسارعة، ويؤثر بشكل أساسي على المشهد الديني والثقافي لتلك الدول.

مفهوم العلمانية يختلف

من جهته، أكد عبد الله بوصوف، أمين عام مجلس الجالية المغربية بالخارج، أن المطلوب من الجالية المسلمة في أوروبا، هو إيجاد أجوبة تناسب التجارب المتعددة التي تعرفها تلك البلدان، إذ يختلف مفهوم العلمانية في كل بلد أوروبي، مؤكدا أنه، رغم اعتراف عدد من البلدان الأوروبية بالإسلام كدين، إلا أن جل بنود هذه الاعترافات ما زالت حبرا على ورق، داعيا إلى العمل من أجل أن تطبق هذه القوانين.

وفي ما يتعلق بالمحتوى الديني الملائم للمجتمعات الأوروبية، أكد بوصوف على ضرورة التفكير من أجل إيجاد الأطر المناسبة والقادرة على الاندماج الإيجابي، وضمان تأطير يوفر للأجيال المقبلة إطارا ملائما للتعايش، مشيرا إلى أن الإسلام في أوروبا مطالب بالإجابة عن عدد من الأسئلة المتعلقة، على الخصوص، بتعدد الزوجات، وقضية المرأة، والحرية الدينية، وحقوق الإنسان، ومسألة العلمانية، المعتمدة في كل الدول الأوروبية.

وأكد بوصوف أن المجلس مستعد لمناقشة كل هذه القضايا للوصول إلى مستوى يليق بالمسلمين في أوروبا، من أجل نزع فتيل الصراع، لأن الجالية في أوروبا جسر للإسلام في الغرب، ولكي تكون مؤهلة للعب دور الوسيط، ولنعمل على تكذيب مقولة صدام الحضارات.

وشارك في هذا المتلقى باحثون ورجال قانون، مغاربة وأجانب، متخصصون في مجال الهجرة، إضافة إلى عدد من الممثلين السياسيين والفاعلين الثقافيين والاجتماعيين، تطرقوا لمختلف الأبعاد التشريعية والاجتماعية المقترنة بممارسة الإسلام في أوروبا.

ويتوخى مجلس الجالية المغربية بالخارج، من خلال هذا اللقاء، خلق فضاء للحوار وتبادل التجارب، في أفق تشخيص أولي للوضع القانوني للدين الإسلامي في البلدان الأوروبية، المتميزة بـ«علمانية ثقافية»، وإلقاء نظرة مختلفة عن تجاربها، وتحليل الإنجازات والتحديات التي يتعين رفعها في هذا الصدد.

العلمانية إيجابية للمسلمين في الخارج

من جانبه، أكد محمد الموساوي، رئيس المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية أن العلمانية إيجابية بالنسبة إلى المسلمين وتحفظ لهم حقوقهم الدينية وتسمح لهم بممارسة شعائرهم الدينية بكل حرية.

وأوضح الموساوي، أنه، باعتبار المسلمين أقلية في المجتمعات الأوروبية، فإن الحياد الديني، الذي يعبر عنه بالعلمانية، يضمن للأقلية المسلمة الحفاظ على هويتها.

وقال «إذا افترضنا جدلا أن الدين الرسمي لفرنسا هو الكاثوليكية، وأن المدارس تتبنى الديانة الكاثوليكية على مستويات متعددة في التعليم، سيتعذر على التلاميذ المسلمين الحفاظ على هويتهم الدينية، وقس على ذلك ما يمكن أن يحدث للمسلمين في إطار يعتمد دينا معينا كدين رسمي».

وحول الوضع القانوني للإسلام والمسلمين في الخارج، أبرز الموساوي أنه «من الناحية الدستورية، لا يوجد فرق بين مواطن مسلم وآخر غير مسلم»، موضحا أن القانون الفرنسي محايد بالنظر إلى الانتماء الديني، «لكن، في الواقع، لا ينبغي أن نغفل أن أغلبية المجتمع الفرنسي ذات ثقافة يهودية نصرانية، وأن علاقة فرنسا مع الإسلام والمسلمين، عبر التاريخ، تحمل في طياتها مجموعة من الوقائع، لها تأثير في تشكيل عقلية المواطنين ونظرتهم تجاه الإسلام والمسلمين».

واعتبر أن الأحداث التي يعيشها العالم، خصوصا العالم الإسلامي، والتغطية الإعلامية لهذه الأحداث، تؤثر سلبا على نظرة المجتمعات الأوروبية للإسلام والمسلمين، مؤكدا أن المسلمين مطالبون ببذل المزيد من الجهود من أجل إبراز الصورة الحقيقية للإسلام، من خلال علاقاتهم الاجتماعية المبنية على الاحترام المتبادل للحقوق والواجبات في إطار مواطنة وتعايش سلميين.

اتجاهات تبحث عن مد الجسور

وفي معرض حديثه عن سبب الاهتمام المتزايد بالإسلام والمسلمين داخل القارة الأوروبية، أشار الموساوي إلى أنه، في السنين الأخيرة، ظهرت اتجاهات سياسية وفكرية تتحدث عن الصراع بين الحضارات، وتنعتي هذه الاتجاهات بأشكال من العنف المنسوبة إلى الإسلام، موضحا أن المهتمين بالإسلام في الغرب بصفة عامة هم ما بين مؤيد لهذه الاتجاهات ومخالف لها يحاول مد جسور الحوار مع المسلمين والبحث عن نقاط الالتقاء من أجل تحقيق السلم في العالم.

وحول التغييرات التي طرأت في فرنسا في الشهور الأخيرة بعد انتخاب رئيس وأعضاء جدد للمجلس الفرنسي للديانة الإسلامي، أبرز الموساوي، أن المجلس أثبت خلال الأشهر المنصرمة على أنه الممثل الوحيد للديانة الإسلامية، وتمكن خلال هذه الفترة الوجيزة من تحقيق مجموعة من الإنجازات والأهداف، وذلك «في الوقت الذي كان البعض يراهن فيه على سقوط المجلس في الأشهر الأولى باعتبار أن مشروعه قد تضرر بعدم مشاركة بعض المكونات في المجلس».

وفي هذا السياق، ذكر الموساوي بعدد من الإنجازات التي حققها المجلس في الآونة الأخيرة، منها على الخصوص، ضمان مشاركة الجميع والحصول على مقر للمجلس، لأول مرة بعد خمس سنوات من إنشائه، مذكرا بتنظيم الإفطار الرمضاني الجماعي الأول الذي نظمه المجلس وحضره إلى جانب الوزيرة المكلفة بالشؤون الدينية بفرنسا السيدة ميشيل اليوماري مجموعة من صناع القرار.

وقال «كان هذا الإفطار مناسبة للتأكيد على ضرورة الاستجابة لمطالب الجالية المسلمة تحقيقا للاندماج الإيجابي المحافظ على الهوية والمحقق للمواطنة الصالحة».

الاندماج مع الحفاظ على الهوية

وعن كيفية تمكن الجالية المسلمة بفرنسا من تحقيق الاندماج داخل المجتمع الفرنسي، مع الحفاظ على الهوية والطابع الإسلاميين، اعتبر الموساوي أن الدستور الفرنسي يضمن لكل المواطنين الحق في أداء الشعائر الدينية، ومن هذا الباب يمكن للمسلمين الالتزام بمكونات دينهم، مشيرا إلى أن المسلمين قطعوا أشواطا لا يستهان بها، وأنهم، «في ظرف العشرين سنة الأخيرة، أسسوا أكثر من ألف مسجد، وجرى الحصول على بعض المكاسب، منها حضور المرشدين الدينيين في المؤسسات العسكرية والسجون والمستشفيات، وتقييم وجبات الأكل الحلال في هذه الأماكن».

ودعا الجالية المسلمة في الخارج إلى المشاركة الإيجابية في الحياة العامة، من خلال المساهمة في الخيارات السياسية والاقتصادية للبلاد.

وأكد، في هذا السياق، على ضرورة الاهتمام بتكوين الأجيال المقبلة في كل مجالات الحياة، معتبرا أن تحسين وضعيتهم التعليمية هي الكفيلة بجعلهم يلجون إلى مراكز القرار، ما سيجعل من الجالية المسلمة عنصرا فعالا في الحياة المجتمعية، داعيا إياهم إلى «الخروج من التقوقع والسلبية، التي استغلها المعادون لهذه الجالية في الترويج لصورة المسلم المستهلك، وغير النافع، والمستفيد من الغير، إلى غير ذلك من التعريفات السلبية، التي علقت بالمسلمين منذ سنين».

الوسطية والاعتدال

وحول عمل المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية من أجل تحسين صورة الإسلام والمسلمين في أوروبا، شدد الموساوي على ضرورة أن يدافع المجلس، أولا، عن دين الوسطية والاعتدال، وأن يضيق، بجميع الوسائل المشروعة، على فكر التشدد والغلو.

وأضاف أنه ينبغي للمجلس أن يشارك في جميع الحوارات، التي يعرفها المجتمع الفرنسي في شتى الميادين، المتعلقة بمستقبل الإنسان في إنسانيته، وعلى الخصوص عند مراجعة القوانين الخاصة بالبحث الطبي، الذي له علاقة بمجموعة من الأخلاقيات، إذ أن المجلس مطالب بالإدلاء برأي الديانة الإسلامية في مثل هذه البحوث والقضايا.

كما دعا إلى ضرورة الحديث عن التضامن الاجتماعي لحل مشاكل السكن والفقر، مشيرا إلى أن الحكومة الفرنسية تستمع لآراء والمقترحات ممثلي الديانات والتيارات الفكرية، مبرزا أن «المجلس مطالب بالإدلاء بنظرة الإسلام إلى التعاون والتضامن بين الأثرياء والفقراء، وأن يحفز مجالسه الجهوية على المشاركة في التشجيع على الاهتمام بالآخر، والتخفيف من أسباب الفقر والحاجة». (و ع)

تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس

فاس تضع التجربة الإسلامية في أوربا تحت المحك و تكشف البعد الديني للعلمانية الغربية

يونس إمغران

تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس، احتضنت مدينة فاس يومي14 و15 مارس 2009 فعاليات الندوة الدولية التي نظمها مجلس الجالية المغربية بالخارج، في موضوع " الوضع القانوني للإسلام في أوربا "، حيث ساهم المشاركون في تسليط ضوء كاشف، على طبيعة التشريعات الأوربية المتعلقة بتنظيم المجال الديني عموما، و المجال الديني الإسلامي على وجه الدقة و التحديد.. وفي هذا السياق حدد السيد اليازمي رئيس مجلس الجالية المغربية بالخارج الخطوط العريضة للندوة الدولية بالإشارة إلى تجذر الإسلام في أوربا عبر عملية تاريخية عميقة، و إلى صعوبة رهان هذا الدين في ضمان مكانة فاعلة له داخل مجتمع أوربي متعدد ثقافيا و سياسيا و دينيا، و ذي بعد علماني واضح، يضمن حرية الاعتقاد و حرية عدم الايمان، مؤكدا على أن الجاليات المسلمة، لعبت أدوارا مؤثرة في تغيير وجه أوربا على أصعدة عديدة و متنوعة.. و من ثمة، فإنها باتت تلح و تطالب بمكانة متزايدة في مجالات الدين و السياسة و الثقافة و التعليم.

و كان عبد الله بوصوف الأمين العام لمجلس الجالية المغربية بالخارج ، قد حاول في كلمته المركزة، وضع بعض الزوايا الأساسية للندوة، بطرح سؤال عريض حول الأسباب التي حتمت على المجلس اختيار موضوع " الإطار القانوني للإسلام في أوربا "، و قال بوصوف إن الإسلام في أوربا يعيش تجربة جديدة ضمن مجتمع متعدد الأديان و الثقافات، و يجد صعوبة في ترجمة أشكاله الشعائرية و الثقافية على أرض الواقع، رغم أن هناك دولا أوربية يشير بوصوف صادقت على اتفاقيات و قوانين تعترف بالإسلام، و تلتزم بضمان مكانة لائقة به».

و أبرز الأمين العام للمجلس، أن الإسلام أضحى اليوم مكونا أساسيا في النسيج الثقافي الاوربي

و أصبح عدد المسلمين بالقارة الأوربية يفوق 14 مليون مسلم، مما استوجب معه أخذهم بعين الاعتبار في جملة من القرارات و الإجراءات، داعيا الجالية المسلمة إلى التفكير عميقا في إيجاد أطر ملائمة و مناسبة، توفر للأجيال القادمة، أرضية حقيقية تحقق الاندماج الفعلي داخل أروقة المجتمع الأوربي.. و قال بوصوف أن الإسلام في أوربا يواجه جملة من القضايا الشائكة، و هو معني بتقديم إجابات عنها بكل دقة و وضوح، منها قضية تعدد الزوجات، و الزواج من غير المسلمة، و الولاء للوطن، و وضعية المرأة، وحرية الاعتقاد و عدم الإيمان، و حقوق الإنسان بمنظومتها الشاملة و الكاملة.. و ختم الأمين العام للمجلس كلمته، بالتأكيد على أن الجالية المسلمة في أوربا، يجب عليها أن تكون جسرا لأوربا إلى دول العالم العربي و الإسلامي، و العكس صحيح، و قال إن الجالية وسيط روحي و حضاري، يمكن أن يكون عاملا فاعلا لنزع فتيل الصراع الثقافي و الديني بين الإسلام و أوربا.

و تميزت الندوة بجلساتها الأربعة، بمناقشات عميقة، شارك فيها أكاديميون أوربيون و عرب مختصون في دراسة الإسلام و المهاجرين المسلمين، حيث تناول بعض المشاركين، قضية حرية الاعتقاد و التدين في النسيج القانوني الأوربي، مؤكدين على أن مختلف دول الاتحاد الأوربي،

تضمن من خلال مواثيقها و قوانينها و دساتيرها، حرية المعتقد، و تحميها من أي مساس أو اعتداء، كما أنها تحترم جميع الهيات و المنظمات الدينية، و تسعى بصورة أو أخرى إلى الاستجابة لبعض مطالبها..غير أن هذه الحرية حسب المشاركين الأوربيين ليست مطلقة، لأنها محكومة ببعض الضوابط التي تؤطرها مجتمعيا، فالحجاب و حمل الصليب حول العنق، أمور محظورة، و لا يسمح بها، لكن يبقى الفرد في دول الاتحاد الأوربي من صميم الاهتمامات، و في مقدمة الأولويات، و بالتالي فإن مفهوم الحرية الشاملة للفرد تستند على مبادئ التضامن و المساواة و العدالة.

و ركز الأكاديميون الأوربيون خلال ندوة فاس الدولية، على أن التشريعات الأوربية ذات بعد علماني، يفصل بين الدين و الدولة، و لكنها بالرغم من ذلك، فإنها تحرص بالتالي على ضمان حرية المعتقد، مشيرين إلى أن وضع الإسلام في أوربا صعب، و أن حالات الانفصال و النزاع السائدة في أوساط الجالية المسلمة المتعددة الأعراق و الثقافات و التقاليد، تزيد من تعقيد الوضع و تأزيمه، و تحول دون أن تكون للإسلام أجوبة شافية، لمختلف الأسئلة المصاغة و المطروحة أوربيا. و أظهر المشاركون الأوربيون و المغاربة و العرب، في حديثهم عن مواقف و تشريعات البلدان الأوربية كل دولة على حدة تجاه الإسلام و الجاليات المسلمة، تناقضات كبيرة حول التعاطي مع المجال الديني المسيحي أو الإسلامي، و فهما جديدا للعلمانية التي تفصل بين الدين و الدولة، و لكنها لا تجد أي حرج في حماية الدين المسيحي، بالمساهمة في تعزيز هويته، و صيرورته التاريخية.. بينما لا تتورع في ممارسة بعض أشكال التضييق على المسلمين دينا و ثقافة و مواطنة، إما بضغط من الرأي العام الأوربي، و إما باستحضار العامل التاريخي بحمولته الفلسفية و اللاهوتية.

إدريس اليازمي رئيس مجلس الجالية المغربية بالخارج لـ "رسالة الأمة" :

مبادرة خلق صندوق وطني للبحث العلمي في قضايا الهجرة والمهاجرين المغاربة حظيت بالموافقة الملكية

نوه محمد اليازمي رئيس مجلس الجالية المغربية بالخارج بطبيعة التركيبة البشرية التي ساهمت بإنجاح الندوة الدولية التي نظمت بفاس يومي 14 و15 مارس الجاري حول موضوع "الوضع القانوني للإسلام في أوربا" وقال في حديث صحفي لـ "رسالة الأمة" : "إن لقاء فاس الدولي حضره ثلة من المفكرين والأكاديميين الأوربيين المختصين في مجال الهجرة، كما شارك فيه فاعلون دينيون، يمثلون أفرادا عديدين من مختلف الجاليات" وأضاف "نعتقد أن حضور هؤلاء بوزنهم وثقافتهم وخبرتهم العميقة، بندوة فاس، يعد سابقة في تاريخ الدول المعنية بمشكل الهجرة، وهي سابقة تحسب للمغرب" مشيرا إلى أن الجالية المسلمة بأوربا باتت اليوم مطالبة باستيعاب الوضع القانوني والاجتماعي الأوربي، خصوصا بعد أن أصبح اندماجها ضمن صيرورة المجتمع الأوربي أمرا واقعا لا رجعة فيه.

وقال "مهما كان وضع هذه الجالية، فإنها تشكل "أقلية" في أوربا، ومن ثمة فإن الأوربيين يدركون اليوم، أن لديهم مواطنا آخر يؤمن بدين الإسلام، وأنهم معنيون بالتعامل معه على مستويات عديدة، قانونية، واجتماعية، وسياسية، كما أن الجالية المسلمة معنية هي الأخرى بالعمل في اتجاه تكييف الإسلام وفق مستجدات البيئة الحديدة وتحولاتها التاريخية" وأضاف اليازمي بأن الوضع يقتضي من الطرفين معا (الجالية المسلمة والسلطات الأوربية) فتح حوار عميق وجاد حول كل القضايا العالقة والمطروحة بينهما قصد صياغة الحلول المناسبة لها، داعيا الدول الأوربية إلى الاستفادة من تجارب بعضها البعض، عبر البحث عن طرائق التعامل الإيجابي، الكفيلة بإنجاح مظاهر الاندماج وأشكاله.

وأكد اليازمي لـ "رسالة الأمة" على أن الجالية المسلمة تعاني من نقص كبير في الأطر الخبيرة والمؤهلة لخوض معركة الاندماج البناء، كما أنها تواجه صعوبات حادة على صعيد البنية التحتية الفكرية والمادية. واستبعد اليازمي أن تكون ندوة فاس الدولية، قادرة لوحدها على مساعدة الجالية المغربية والمسلمة على تحقيق الاندماج المطلوب، وقال "إن هناك مسلسلا من الندوات واللقاءات الأخرى للتدقيق في مجمل الخصوصيات التي تعني المغاربة والمسلمين بأوربا، كالمذهب المالكي، والعمق التاريخي للثقافة والتربية الدينيتين" وقال اليازمي رئيس مجلس الجالية المغربية بالخارج من أهمية ما يقال عن انتشار ما يسمى "المد الشيعي" أو "النصير" داخل وسط الجالية المغربية المقيمة بأوربا، وأبرز أن الأهم في هذا السياق، هو العمل المستمر في تحصين الهوية الدينية المغربية لدى أبناء الجالية، عبر تقوية المعرفة بمختلف أشكالها، وقال "ليست هناك دراسة إحصائية وعلمية عميقة حول انتشار النزعة الشيعية داخل وسط الجالية المغربية سواء ببلجيكا أو فرنسا أو غيرهما، لكن هناك تعدد الخطاب الديني بين أبناء الجالية بصفة عامة" ونوه اليازمي بالدينامية الدينية للأطر المغربية، وبروحها الثقافية العميقة، وقدرتها على المحافظة والدفاع عن الخصوصية الدينية المغربية.

وشدد اليازمي في حديثه الصحفي لـ "رسالة الأمة" على ضرورة القيام بأبحاث علمية رصينة، للوقوف على الاختلالات التي من شانها أن تهدد الهوية الدينية المغربية للجالية، وقال "إن المبادرة التي اتخذها المجلس مؤخرا بموافقة صاحب الجلالة تقضي بخلق صندوق وطني للبحث العلمي... وهذا الخلق سيتم بشراكة المجلس مع فاعلين عموميين وآخرين من القطاع الخاص كالأبناك وشركات الطيران والملاحة"، وأضاف بأن "هذا الصندوق سيساهم لا محالة في معرفة عدة قضايا لا نملك بشانها لحد اليوم أي معلومات دقيقة وواضحة، كعلاقة الجيل الثاني والثالث من أبناء الجالية بوطنهم الأم ثقافيا واجتماعيا وسياسيا" وأوضح اليازمي أن هذا الصندوق سيحدد أجندة وطنية للانطلاق في البحث والتفكير في قضايا عديدة، مشيرا إلى أن ما يميز الجالية المغربية عن الجاليات الأخرى، هو توفرها على طاقات وأطر جامعية، تحسن البحث العلمي، لكنها - يقول - تفتقر إلى الإمكانيات اللازمة والضرورية والمطلوبة" ولم يخف اليازمي رغبة المجلس في إقامة شراكة بينه وبين الصحفيين المغاربة من أجل إنجاز بحوث صحفية رصينة وجادة تهم الهجرة والمهاجرين المغاربة.

محمد الموساوي رئيس المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية لـ "رسالة الأمة"

علاقتي بالسلطات الفرنسية تقتضيها صفتي الانتخابية والقول بتدخل المغرب والجزائر في شؤون المجلس فيه مجازفة

محمد الموساوي مواطن فرنسي من جذور مغربية، قادته نشاطاته المبكرة، و تراكمات تجربته النضالية ، إلى ترأس أعلى مجلس مكلف بتدبير المجال الديني الإسلامي بفرنسا، و رغم أن الصراع حاد و معقد حول قيادة الجالية المسلمة بالأراضي الفرنسية، فإن الموساوي يصر على أن هذا الصراع، بات اليوم مجرد ذكرى، و أن الأولوية هي الانكباب على دراسة الملفات الشائكة المتعلقة بهوية المسلمين، و حقوقهم المشروعة، و مطالبهم العادلة.. في هذا الحوار يضعنا الموساوي في صور مختلفة، منها الواضحة ! و منها ما تحتاج منا إلى التأمل و المساءلة !

التقاه بفاس : يونس إمغران

في البداية ما هي ملامح الإطار الذي يمكن أن تضع فيه الجالية المغربية بفرنسا ؟ و علاقتها بباقي الجاليات المسلمة ؟

تختلف حالة الجالية المغربية باوروبا من بلد إلى آخر ، غير ان هذا الاختلاف، يشكل عامل قوة بالنسبة لهذه الجالية، على اعتبار أنه يدفعها إلى توحيد جهودها، و تنظيم نفسها، ضمن نسق فكري و روحي، يحافظ على هويتها الرمزية و الحضارية.. و الجالية المغربية كما لا يخفى على أي متتبع، تعيش راهنا لحظات مهمة من التاطير الديني، بعد أن اصبح هذا الامر ذا اهمية ملحة، في الظروف الراهنة، و خصوصا بعد احداث مثيرة، برهنت على أن إغفال الحياة الروحية، وتركها فريسة لمن يريد استعمال الدين لأغراض اخرى، يؤدي إلى اوضاع غير سليمة، لذا نعتقد أن المسؤولية فرضت على جميع المعنيين بهذا الموضوع، التفكير جديا في كيفية تاطير، وتحصين الجالية المتواجدة في كل بلد.

و موازاة مع ذلك، هناك جهود تقوم بها الدول الأوروبية المستقبلة، من خلال إدماج الجاليات المسلمة بصفة عامة، في المشهد الاجتماعي والديني والسياسي لكل بلد، والجالية المغربية بالنظر إلى عددها الذي لا يستهان به، في كل البلدان الأوروبية، يجعل منها طرفا مهما في الحوار مع الجاليات الأخرى.

الحكومة الفرنسية تتحفظ على كثير من بنود مشروع القانون الموضوع أمام البرلمان الأروبي بشأن حظر الذبح وفق الطريقة الإسلامية

تحدثت مصادر إعلامية عديدة عن الصراع بين الجاليتين المغربية و الجزائرية حول الهيمنة و قيادة المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية خلال انتخابات يونيو 2008.. ما صحة هذا الأمر ؟

صحيح انه قبل انتخابات تشكيل المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية في يونيو 2008، انطلقت مجموعة من الاعتراضات والكتابات والملاحظات حول الطريقة المعتمدة لانتخاب هذا المجلس، بيد ان الذي ينبغي الإشارة إليه، هو ان هذه الطريقة تم الاتفاق عليها سلفا، بين جميع الأطراف المكونة للمجلس، تم نهجها مرتين، في إطار انتخاب وتجديد أعضاء المجلس، و من ثمة، فإن الحديث عن تغيير للقواعد خلال شهر ماي من عام 2008، اي حوالي شهر واحد قبيل الانتخابات، كان امرا غير معقول، لذلك فإن السلطات الفرنسية لم تجد اي حرج في الوقوف إلى جانب الشرعية، حيث اصرت على أن تتم العملية، كما كانت مقررة، فابانت من جهة عن حيادها، وتركت الأمور التنظيمية للجاليات المسلمة من جهة ثانية، والحمد لله، تمت الأمور على خير ما يرام، و وفق ما كان مقررا، و هنا لا بد من التاكيد على أن طريقة اشتغال المجلس بعد ذلك، اثبتت ان الاعتراضات السابقة، التي عبرت عنها بعض الأطراف، قد الحقت تشويها بصورة الجالية المسلمة، اكثر من كونها، كانت تسعى إلى تحقيق مطالب مشروعة.

إن المجلس المنتخب في يونيو 2008، نجح في اتخاذ جملة من القرارات المهمة و الحاسمة في تاريخ الجالية المسلمة بفرنسا، و الجدير بالتذكير هنا، هو أن جميع قراراته اتخذت بالإجماع، ولم نحتج في اي وقت من الأوقات إلى التصويت، مما يدل على أن الحديث عن موازين القوى داخل المجلس، كان امرا - ربما - متجاوزا للحجم الذي ينبغي ان يعطى له، كما يمكن القول، ان الصراع الذي كان قائما بصورة او اخرى، قبيل الانتخابات، بات اليوم مجرد ذكرى، ونحن نتطلع بكل جوارحنا و حواسنا إلى المستقبل.. فقط يجب الإشارة ان مكونات الجالية المسلمة جد متنوعة، ونحن نحترم هذا التنوع، الذي نراه مصدرا للثراء، ولا ينبغي له بالتالي ان يسبب اية مشاكل.

بل هناك من يرى ان خلاف مكونات المجلس و صراعاتها حول قيادته، تغذيه دولتا المغرب و الجزائر.. كيف ترى هذا الرأي؟ وحجم مصداقيته ؟

الحديث عن تدخل الدولتين في شؤون المجلس، قد يكون فيه مجازفة، غير ان الخلافات داخل الجالية المسلمة بفرنسا، ليست بالحجم الذي يصور في بعض و سائل الإعلام، إذ ان هناك مساجد كثيرة، يتواجد فيها و يسيرها مسلمون من أصول جزائرية، ومسلمون من اصول مغربية، او من اصول أخرى، وهم يعيشون في انسجام تام.

و الخلاصة، هو ان الإعلام عمل على تضخيم الخلافات، معتمدا في ذلك على بعض القرارات التي اتخذت في لحظة معينة، قبيل موعد الانتخابات التي تحدثنا عنها، حيث استغلها، وحاول أن يظهرها في صورة خلاف عميق، بين الجالية المسلمة المغربية والجزائرية، لكنه لم يفلح و عجز بالتالي عن تحقيق هدفه.

حاول الإعلام تضخيم الخلاف بين الجالية المسلمة بخصوص انتخابات المجلس لكنه عجز عن تحقيق هدفه

التدخل الفرنسي فهم من طرف خصومك على انه دليل قوي على كونك مقربا من السلطات الفرنسية، و مدعما بل و موجها منها ! كيف ترون على ذلك ؟

السلطات الفرنسية دعمت جانب المشروعية، و بالتالي كان موقفها واضحا، كما انها كانت حريصة على ان يتم العمل بالمسطرة الديموقراطية التي اتفق حولها، و لم تكن تهمها طبيعة النتائج، لانها ستتقبلها كيفما كانت، اي ان متابعتها وتدخلها كان لفائدة حماية الديموقراطية. و أعتقد أن لا أحد يشك في أن الموقف الفرنسي، كان موقفا محايدا تماما.

اما عن كوني مقربا من السلطات الفرنسية، فالأمر ليس كذلك، لقد كنت في جنوب فرنسا، بعيدا عن باريس، ولم تكن لي علاقات جد قوية او قريبة من الدوائر الفرنسية، و بعد انتخابي على راس هذا المجلس، كان لابد من الاتصال بالسلطات المعنية، لان الواقع يفرض ذلك، و لأن السلطات الفرنسية لا يمكن لها أن تتعامل هي الأخرى إلا مع الممثل الشرعي و المنتخب للديانة الإسلامية، وأعتبر نفسي ممثلا لهذه الديانة.. أما الحديث عن علاقات خاصة، أو علاقات تبعية تربطني و المسؤولين الفرنسيين، فهذا أمر غير صحيح بتاتا.

ما هي سمات العلاقة التي تربط المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية ببعض الجهات غير الحكومية التي تشتغل على نفس الملفات الدينية كمجمع الفقه الإسلامي و اتحاد علماء المسلمين و جامع الأزهر و غيرها ؟

يتكون المجلس الفرنسي الديانة الإسلامية من فدراليات، وهذه الفدراليات لها علاقات خاصة ببعض الجهات، فعلي سبيل المثال، فدرالية المجلس بباريس لها علاقة وطيدة بالسلطات الجزائرية، و تجمع مسلمي فرنسا له علاقة تعاون مع وزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية بالملكة المغربية، و هنا اشير ان مجموعة من الأئمة تم توظيفهم هذه السنة بفرنسا، بتنسيق مع وزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية، وتجمع مسلمي فرنسا، كما أن فدرالية المجلس الممثلة للأتراك، تعمل بتنسيق مع وزارة الأوقاف في تركيا. و عموما فإن مجموع الفدراليات تتعاون فيما بينها، كل واحدة حسب الإمكانات المتاحة لها.

و المجلس يؤطر الجميع، و يسهر على فتح مسالك الحوار بين جميع الفيدراليات، بل اكثر من ذلك فهو يفتح باب الحوار حتى مع ممثلي الديانات الأخرى، و قد جمعتنا ملفات تعاون، مع الجانب الممثل للمواطنين اليهود مثلا، و خاصة ملف الذبيحة، وملف المقابر، وملفات أخرى موضوعة على الطاولة حاليا يتم التعاون فيها . كما فتحنا ابواب الحوار حول بعض الملفات مع الكنيسة الكاثوليكية.. مما يؤكد على ان المجلس يعي جيدا أن من أهم وظائفه، تكريس حوار جاد و بناء بين مكوناته أولا و بين نظرائه من الديانات السماوية الأخرى.

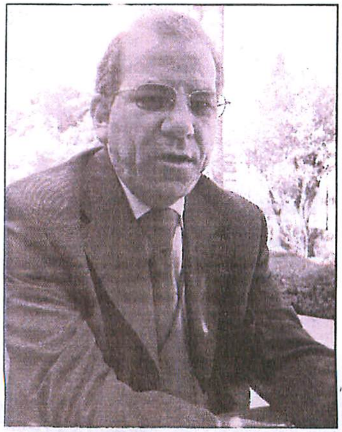
ما هي طبيعة القضايا التي يشتغل عليها المجلس ؟

كل القضايا المتعلقة بالديانة الإسلامية، كالعمل على خلق وبناء مساجد تليق بكرامة و هيبة الدين الإسلامي، و العمل على تكوين الأئمة، والأطر الدينية بصفة عامة، وعندما نتحدث عن الأطر الدينية، فإننا نتحدث عن المرشدين داخل الثكنات والسجون والمستشفيات، و هذا امر على قدر كبير من الأهمية و الخطورة.

و يشتغل المجلس أيضا على قضية تنظيم عملية الحج، خصوصا و اننا نعلم، انه منذ سنوات، ونحن نعاني من مشاكل كثيرة تعترض جهودنا في تنظيم الحج، و لكننا استطعنا من التخفيف منها، في افق التخلص منها بشكل نهائي في وقت قريب.. و من الملفات التي تحظى بانتباه و اهتمام المجلس، قضية تحسين صورة الإسلام والمسلمين في الإعلام، إذ ليس سرا، أن الوضع العالمي مشحون اليوم، بخطابات تروج للصراع بين الحضارات، وتجعل من الإسلام هدفا، و هو ما يحتم علينا بذل جهد ملموس قدر الإمكان لتحسين صورة الإسلام، و مطالبة الإعلاميين بالتزام الحياد، وعدم الترويج لأشياء، و اتهامات لا علاقة لها بالواقع..

و تحظى لدينا قضية الالتزام بالتعاليم الإسلامية، في عملية الذبح، وما يعرف بالأكل الحلال بصفة عامة، بالأولوية، و نحمد الله، على أن القوانين المعمول بها حاليا في فرنسا، تضمن و تسمح لنا كمسلمين، بذبح المواشي وفق الطريقة المعمول بها في سائر بلاد الإسلام، و لا ينبغي ان يخفى على أحد، اننا نحاول أن يظل هذا القانون ساري المفعول، بعد نشطت خلال الأشهر الأخيرة حملات قوية قادتها جمعيات تدعي الرفق بالحيوان، من أجل أن يفرض على المسلمين واليهود ايضا، طريقة ذبح المواشي، بطريقة لا تتفق مع قوانين الدين الإسلامي، و لا حتى اليهودي.

قضية المقابر هي الأخرى تنال نصيبها الوافر من الاهتمام، و ذلك من خلال البحث عن الأماكن الصالحة شرعا لدفن اموات المسلمين، لما في ذلك من ضمان لكرامة الإنسان المسلم، إذ انه في غالب الأحيان، عندما يتوفى المسلم، يرحل إلى بلده، لدفنه بها، ولكن اليوم كثيرا من أبناء الجالية، - وهم من الشباب - يريدون أن يدفن موتاهم بالبلاد التي يقيمون فيها، لدواع مهمة، أولها أنهم يعتبرون انفسهم من مواطني هذه البلاد، و ثانيا لرغبتهم في زيارة مواتهم من حين لآخر.. و اعتقد ان حفظ ذاكرة المسلمين داخل بلدان المهجر، حق لا ينبغي المساس به.. و المقابر تحفظ ذاكرة الوجود الإسلامي، بنفس القدر الذي تمنحه المساجد الإسلامية..



يتم اليوم في اوروبا التحضير لمشروع قانون يحظر الذبح بالطريقة الإسلامية.. الا يقلقكم هذا المشروع ؟ و كيف ستواجهونه ؟

حفظ ذاكرة المسلمين داخل بلدان المهجر حق لا ينبغي المساس به.. والمقابر تحفظ ذاكرة الوجود الإسلامي بنفس القدر الذي تمنحه المساجد الإسلامية..

النصوص التي يطرحها بعض المتطرفين من حين لآخر، لا نابه بها، او نعطيها حجما او شهرة اكبر منها.. لكن عندما تصل بعض مشاريع القوانين إلى مرحلة الدراسة و النضج، فإننا نتحرك بعد ذلك للحيلولة بينها و بين المصادقة، و بالنسبة لمقترح القانون المتعلق بطريقة الذبح الإسلامية و الذي وصل لمرحلة المشروع فإنه يوجد حاليا أمام البرلمان الأوربي، بعد أن وضع سابقا أمام البرلمان الفرنسي، قبيل انتخاب تشكيلة المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية الحالي، وقد حاولنا بجميع الوسائل ان نمنع تحوله إلى مشروع قانون يتبناه وزير الفلاحة الفرنسي.

لكن الجمعيات التي تحدثت عنها أنفا عاودت الكرة و وضعته أمام البرلمان الأوربي،و هو الآن قيد الدراسة، في لجنة مختصة.. و المقترح يهدد بشكل كبير مكتسبا حقيقيا للجالية المسلمة واليهودية ايضا، و قد حاولنا من داخل المجلس أن نتصل بكل من له تاثير، وراسلنا جميع نواب البرلمان الأوربي، وكتبنا رسالة نوضح فيها جميع النقاط التي لسنا متفقين عليها، وخاطبنا الرئيس الفرنسي والوزير الأول الفرنسي، ونظن ان هناك مؤشرات إيجابية و مطمئنة، افصحت عنها الحكومة الفرنسية، في رسالة وجهتها لنا، تقول فيها انها تتحفظ على كثير من مقتضيات هذا المشروع، و تقدم بالمقابل مقترحات و تعديلات لحماية حقوق الأقلية المسلمة والأقلية اليهودية في ممارستها الدينية.

الوضع القانوني للإسلام في أوروبا

فرنسا نموذجا

باريس - عبد الحكيم محي الدين

نظم مجلس الجالية المغربية بالخارج خلال يومي 14 و15 مارس الحالي بمدينة فاس ندوة دولية محورها الإطار القانوني للإسلام في أوربا، وشارك فيها باحثون ورجال قانون وأجانب مختصون في هذا المجال إضافة إلى العديد من الفاعلين السياسيين الثقافيين والاجتماعيين الذين تطرقوا إلى مختلف الأبعاد التشريعية والاجتماعية المقترنة بممارسة الديانة الإسلامية في أوربا. كما تناولت مواضيع هذه الندوة الإشكالات التي يطرحها الوضع القانوني للإسلام في أوربا والتشريعات الأوربية وعلاقتها بالحرية الدينية، والتشريعات الأوربية وتعاملها مع خصوصيات الديانة الإسلامية، والمقاربات التشريعية للشان الديني في أوربا وعلاقتها بتنظيم وتدبير الشان الإسلامي في المدن الأوربية، بحيث شارك في هذه الندوة أيضا عمداء بعض المدن الأوربية الذين ناقشوا وقارنوا تجاربهم في مجال تدبير شؤون الدين الإسلامي في مدنهم.

إن موضوع تدبير الشان الديني باوربا يحتاج إلى دراسة متكاملة من شانها ان تاخذ بعين الاعتبار خصوصيات كل دولة دولة من هذه القارة الشاسعة بشقيها الشرقي والغربي، كما أن إثارة نفس الموضوع بالنسبة لمجموعة بلدان الاتحاد الأوربي تدفع إلى القول بأن مؤسسات الكتلة الأوربية تعتمد في بنيتها ونظم تسييرها وقوانينها على نظام لائيكي علماني لا يمت للشرائع الدينية باي صلة مباشرة. وسوف نكتفي هنا باتخاذ فرنسا كنموذج نظرا لكونها تحتضن جاليات مسلمة يفوق عدد أفرادها خمسة ملايين نسمة. وبما أن فرنسا تعتبر جمهورية ذات نظام لائيكي علماني ولا يمثل فيها الأصل الاثني أو الانتماء الطائفي أو العرفي أو الديني اي مرجعية وطنية، فإنها لا تعترف داخل برلمانها باي تمثيلية للجاليات الأجنبية المقيمة على أرضها. وبالتالي فإن الجاليات المسلمة بفرنسا لا يمكن أن تطالب بتمثيلها داخل البرلمان الفرنسي أو غيره من المؤسسات التشريعية.

فيما عدا ذلك، أعدت الدولة الفرنسية عددا من الوسائل لتفعيل آليات إدماج أفراد الجالية المسلمة وغيرها من الجاليات الأجنبية داخل القالب الاجتماعي والسياسي والثقافي الفرنسي، فاسندت للمجلس الأعلى للإدماج اختصاصات تخول له القيام بهذا الدور. أما الحديث عن تمثيل الجاليات الأجنبية في المجال الديني فإنه يبقى متداولا خارج مؤسسات التشريعية والتنفيذية، لأن الإدماج الذي تسعى فرنسا وسائر الدول الأوربية إلى تحقيقه يجعل من الفرد محورا لكل مشروع داخل المجتمع، ولا يهدف إلى تكريس دور الجماعات، سواء كانت متمثلة في الجاليات الأجنبية المسلمة أم في غيرها من الجماعات أو الأقليات والطوائف الاثنية أو الدينية، الا في حالة كون هذه الأخيرة منظمة في إطار جمعوي بموجب قانون فاتح يوليوز 1901 الذي ينظم إطار عمل الجمعيات الناشطة في المجالات الاجتماعية والثقافية والرياضية، وقانون 9 دجنبر 1905 الذي ينظم إطار عمل الجمعيات الدينية بفرنسا. وتعد الجالية المغربية القاطنة بفرنسا في عداد الجاليات المسلمة المقيمة في هذا البلد العلماني حيث تعتبر فيه كاقلية دينية وبشرية. وقد تخلت فرنسا - شانها في ذلك شان غيرها من دول أوربا - عن النظر إلى الإسلام نظرة دين عابر وغير مستمر الاستقرار على أرضها، ولم يعد في اعتبارها أنه دين العمال المهاجرين وعابري السبيل الذين كان مفترضا فيهم نزوحهم في يوم من الأيام نحو بلدانهم الأصلية، بل تاكد للجميع عبر عقود من الزمن أن الإسلام أصبح ثاني ديانة بفرنسا بعد المسيحية من حيث عدد معتنقيه. وقد تقرر في عهد وزير الداخلية الفرنسي السابق السيد "جان بيير شوفينمان" السعي عبر "وثيقة الاستشارة" إلى الحصول على إقرار شامل من طرف كل مسلمي فرنسا ومن طرف أفراد الجاليات الأجنبية المسلمة بهدف تكوين هيئة تمثلهم دينيا وتكون بمثابة الناطق الرسمي باسمهم لدى السلطات والإدارات والهيئات العمومية الفرنسية. وتم من بعد ذلك انشاء المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية وتنصيب اول تشكيلة له في عهد وزير الداخلية وشؤون العقيدة السابق نيكولا ساركوزي (الرئيس الفرنسي حاليا)، ومن بين اختصاصات تلك الهيئة التنظيمية والنيابية السهر على احترام قواعد العمل الإسلامي بفرنسا في مجال التعليم الحر، وتاطير كل حضور جماعي للمسلمين، والسعي إلى تحقيق احترام التعليمات المتعلقة بمجال تغذية أبناء الجالية المسلمة في المدارس والثانويات والجامعات، والعناية بشؤون المسلمين المرضى في المستشفيات الفرنسية والمسلمين المعتقلين في السجون الفرنسية... وما إلى ذلك من الأمور التي تخص الجاليات المسلمة القاطنة بفرنسا والجالية المغربية من ضمنها. وقد تبوأ مقعد الرئاسة في الهيئة المذكورة المواطن المغربي السيد الموساوي محمد، كما يوجد ضمن تشكيلة أعضاء المجلس المذكور أسماء مغربية أخرى معترف لها في فرنسا بفاعلية قوية ليس فقط في مجال الإسلام السني المالكي المسالم، بل كذلك في الميادين الاجتماعية والثقافية والتربوية. وإن فرنسا - مراعاة منها للقيم الأوربية المشتركة التي تتشبث بها ساكنات أوربا الغربية على العموم - تعتمد فيما يخص التمثيلية الهادفة إلى الدفاع عن حقوق الجاليات المسلمة وغيرها من الأقليات على المقاييس المتبعة على صعيد الاتحاد الأوربي. وقد أحدثت من طرف البرلمان الأوربي منظمات غير حكومية لتلعب دور الناطق الرسمي سياسيا باسم المهاجرين والأقليات الدينية والاثنية المتواجدة ببلدان الاتحاد الأوربي، ونذكر من بين تلك المنظمات غير الحكومية "منتدى المهاجرين للاتحاد الأوربي" الذي يرفع إشاراته وتقاريره إلى البرلمان الأوربي عقب انعقاد دوراته واجتماعاته.

ونشير بالمناسبة إلى أن عددا هاما من المغاربيين يعملون داخل هذا المنتدى ومن بينهم بعض الفعاليات المغربية. نخلص إلى القول بان تمثيل الجالية المسلمة داخل المؤسسات الأوربية، الفرنسية وغيرها، يبقى محصورا داخل النسيج الجمعوي وفي إطار المنظمات غير الحكومية. وإن كان هذا التمثيل له وجود لا يستهان به فانه على صعيد المؤسسات الرسمية والهيئات الحكومية يبقى مهمشا وذا تاثير ضعيف على مجرى الأحداث السياسية. وتجدر الإشارة إلى أن غالبية مسلمي فرنسا تنتمي إلى البلدان المغاربية والإفريقية وهي في معظمها متمسكة بالمذهب السني المالكي. وتعتبر الجالية المغربية من ابرز الجاليات التي تتبع في باب التدين والتعبد نهج الطرق الصوفية المعتمدة منذ قرون في المغرب الأقصى وفي غيره من بلدان الغرب الإسلامي. إن الميراث العظيم الذي خلفه الفتح الإسلامي لدى المغاربة جعلهم يدركون قبل كل شيء حقيقة العلوم الدينية، كما أن الدعوة الإسلامية جعلت الفكر المغربي يتحرر من كل القيود التقليدية ويميز بين ما هو منسجم مع العقل وما هو من الطفيليات التي تلتصق بالذهن كاغلوطات موروثة. فلما استتب الأمر للاسلام بالمغرب وانتهت مهمة الفاتحين بتخليف التابعين على الرباطات الإسلامية وفي الثخوم المغربية، مرت مرحلة استطاع خلالها العقل المغربي ان يعتمد على اصول التشريع الهادفة إلى خدمة مصالح الإنسان ومساندة تطوره. وانطلق المغاربة يستنبطون الأحكام الوضعية على أساس الأدلة الشرعية. وهكذا سطرت نصوص المدونات ووضع القانون المغربي الحديث.

وإذا كان الشرق الإسلامي قد سبق إلى ابتكار العلوم فإن المغرب سرعان ما سعى إلى إنضاجها وإفادة الناس من معين الحضارة الإسلامية. واستطاع المغاربة أن يبتكروا ينابيع ثقافية أخرى تتفق مع ذوقهم الخاص، فجلعوا خير طابع لحضارتهم مقدرتها على استكناه أيات الإبداع واقتناء المعرفة من مختلف المنابع الشرقية والغربية على السواء، ثم صهرها وصياغتها بمقتضى القياس المغربي القائم على التجربة العرفية والنظر الشرعي الثاقب والبحث العلمي الدقيق. وبذلك هضم علماء المغرب ما تعلموه عن غيرهم وبلغوا إلى العالم ما ابتكروه هم انفسهم من علوم ونقلوا كل ذلك بامانة ودقة إلى غيرهم. وقد لعبت المعاهد الدينية الأصيلة في المغرب والأندلس دورا هاما في تنقيح المنقول من العلوم وابتكار المعقول منها. وفي ذلك الجو نشأ علماء اجلاء وشيوخ جهابذة غاصوا في عالم العلوم والفلسفة والطب والحكمة وسعوا إلى المعرفة وكرسوا حياتهم لنشرها بين الناس، وكانوا القناة التي سقت الغرب الأوربي فاثمرت حضارته بالعلوم التي تظهر منافعها عليه اليوم. ومن بين المعطيات التي قدمها المفكرون المغاربة إلى الثقافة العالمية نجد في المجال الفلسفي والعلمي وجوب تغليب العقل على الخرافة وترجيحه للعمل وفق التجربة، واعتبار الدين ميزانا من موازين العقل البشري التي ترد من زيغه وشططه، وخلطه وخبطه. وفي المجال الأدبي كان جهد أدباء المغرب دوما منكبا على حسن الإنتاج وجودة التنسيق وتطوير روح الابتكار وامتطاء الأسلوب الواضح مع الاختصار. وبعد تحصيل المفروض من علوم الدين انصرف العلماء المغاربة إلى دراسة علاقة الإنسان بالطبيعة متجنبين بقدر الإمكان الغوص في الأبحاث الميتافيزيقية والغيبية التي تيقنوا أنها لا تدرك إلا عن طريق النقل المتداول عبر النصوص الدينية. واتجهوا في فلسفتهم الاجتماعية نحو مجتمع واقعي يقوم على التكافل ويتاثر بقوانين الكون وعوامل الاقتصاد، ويتطور بحسب البداوة أو الحضارة أو الاتجار، وتوجهوا بالمجتمع نحو القيم الكفيلة بسد حاجاته. فبذلك وبغيره من العطاءات والاسهامات على ضوء الإسلام قدر للفكر المغربي أن يدلي بنصيبه في خدمة الإنسانية وتحسين حالتها المادية والخلقية، وقدر له السعي منذ العصر الذهبي بالأندلس إلى توثيق عروة التوافق والتالف بين الحضارة المسيحية - اليهودية من جهة، والحضارة العربية الإسلامية من الجهة المقابلة، والتخفيف من حدة الصراع المذهبي المزعوم الذي يفرزه التصور القائم لدى شعوب الغرب المسيحي عن العالم الإسلامي، وكذلك التصور الذي تختزنه ذاكرة الشعوب الإسلامية بخصوص العالم الغربي منذ عهد الحروب الصليبية. لقد ظل سكان المغرب العربي الكبير يتقاضون فيما بينهم ويصدرون فتاويهم ويتعاملون شرعا بما جاء به المذهب المالكي، وظل هذا المذهب بالنسبة لهم هو الطريق المثلى لمحاربة الطائفية والتحريف ومكافحة الانحراف والبدع السيئة في ربوع الغرب الإسلامي. وقد عرف على مدى التاريخ أن الشعوب الاسلامية تشهد من حين إلى آخر نوعا من الإفراط في الاشتغال بأمور الدنيا والتفريط في الاهتمام بامور الدين. وما شعوب الغرب الإسلامي في ذلك إلا كسائر الشعوب، إلا انها سرعان ما تصحح السيرة وترسخ القدم على طريق الصواب، طريق الوسطية في الدين والدنيا. وها نحن نراها تسعى اليوم إلى الجعل من الصحوة التي تشهدها الأمة الإسلامية صحوة من أجل إسلام حقيقي يحترم حرية الإسلام في التدين، وتسعى إلى تدارس وتدارك واقع وآفاق الصحوة الإسلامية التي تعم الأقطار الإسلامية وغير الإسلامية، وتبحث عن سبل كفيلة بتوظيف تلك الصحوة بحكمة وتبصر واعتدال في مرافق الحياة العامة للمسلمين في كل مكان، لكي تجعل منها ظاهرة صحية لدى المجتمع المسلم ووسيلة إيجابية للنهوض به إلى أرقى مصاف متى التزمت بمبادئ الإسلام، وتمسكت بالمنهاج الإسلامي القويم في إطار عمل مشترك مع العلماء الثقاة، وبتنسيق تام مع المسؤولين عن الشؤون الدينية في العالم الإسلامي المنفتح على مختلف أشكال الثقافات والحضارات الإنسانية. ان الصحوة الإسلامية التي تنتشر لدى الأوساط المسلمة في اوربا ومختلف بلدان العالم لا يمكن أن يعطاها اي اعتبار او تأييد إذا هي زاغت عن الطريق السليمة واتبعت الأهواء الكلامية، وقصدت فقط الاغراض السياسية والأهداف الضيقة والشخصية، والقول في الدين بغير علم وتكفير الناس عوض دعوتهم إلى سبيل الله بالحكمة والموعظة الحسنة، والسلوك بالأبرياء السدج طريق الفتنة ومسالك الإرهاب ومسارب العمل السري الخارج عن المشروعية. إن المغاربة منذ دخول الفاتحين إلى بلاد المغرب الأقصى يدينون بالإسلام السني المالكي بدون تشدد ولا تعصب. فقد كانوا دوما منفتحين على العالم المحيط بهم ومتعايشين مع افكار وايديولوجيات كل قطر وعصر على هدى الإسلام، لأن هذا الدين الذي اعتنقوه منذ ظهوره بين ظهرانيهم هو دين انفتاح وطمأنينة وأمن وسلام، دين لا إكراه فيه ولا حرج ولا رهبانية، له رخصه وعزائمه، ونصيحته للإنسانية في تدبير شؤون الدنيا تعتبر جزءا من كنهه. كما أن المغاربة تعاملوا في كل قطر وعصر مع الحساسيات التي تطرحها ثنائية الدين والسياسة بعفوية وتلقائية طبيعية وبمنطق سليم لانهم عقدوا العزم على الاستمرار في تلقين ابنائهم فرائض وسنن الدين الإسلامي والمذهب المالكي الذي صانه وحماه أباؤهم وأجدادهم وهم يرون في ذلك بعدا أمنيا لهم، وصالحها دينيا ودنيويا يرضيهم مادام يرضي الله ورسوله ويسالم الإنسانية جمعاء. إن الإسلام الذي جبل عليه المغاربة هو قبل كل شيء دين سلام وتسامح وحسن معاملة بين جميع أصناف البشر رغم اختلاف اجناسهم والوانهم واديانهم وآرائهم السياسية وتنوع أفكارهم وثقافاتهم وتعدد اتجاهاتهم ومشاربهم.

إن العالم اليوم ليس في حاجة إلى نظريات سياسية وايديولوجية ظاهرها دين وباطنها هيمنة وتسلط على الحريات ونشر للخلط بين الماديات والروحانيات. بل العالم أصبح اليوم في حاجة ماسة إلى تفعيل بوادر السلام بين ساكناته، وإلى تكثيف فرص التعايش المسالم بين دياناته وثقافاته وحضاراته، وإلى توطيد سبل التساكن والتعاون بين مختلف الشعوب والجماعات والأفراد، المتدينين منهم وغير المتدينين.

إن تنظيم مجلس الجالية المغربية بالخارج خلال يومي 14 و15 مارس الحالي بمدينة فاس للندوة الدولية التي كان محورها الإطار القانوني للإسلام في اوربا تعتبر انطلاقة لمبادرات هادفة إلى تعميق النقاش بخصوص الصحوة الإسلامية التي تشهدها مختلف الأقطار العربية والإسلامية والتي تغزو العالم اليوم بما فيه الدول غير الإسلامية، انها بداية عهد لإعادة النظر في التعامل القائم بين المسلمين المهاجرين من الدول الإسلامية مع العالم الغربي الذي يقطنون فيه وتربطهم علاقات عيش وجوار مع حضارته اليهودية - المسيحية، إذ يجب التعامل مع أنظمته المادية والعلمانية بمنطق يليق بظروف وملابسات العصر، وبلسان حال يخدم المجال التربوي والأخلاقي للأجيال المسلمة الناشئة في بلدان المهجر باوربا وامريكا والعالم غير الإسلامي. فبهذه الكيفية سوف يمكن لكثير من المسلمين إعطاء ابنائهم وحفدتهم درعا من الإيمان ليحصنوا انفسهم من الشغب الذي قد يحدق بهم في حياتهم ببلاد المهجر. واننا لنرى المسلمين الذين يعيشون اليوم في مجتمعات غير إسلامية لا يثبتهم على دينهم ولا يجعلهم مكرمين لدى تلك المجتمعات غير الإسلامية التي يعيشون فيها إلا حسن سيرتهم الخلقية وتعاملهم الاجتماعي القويم. فلاشك أن الأخلاق الحسنة تعتبر العمود الفقري للديانة الإسلامية، سواء أكان ذلك في البلدان الإسلامية أو غير الإسلامية.

محمد الموساوي رئيس المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية بفرنسا لـ « النهار المغربية »

راسلنا البرلمان الأوروبي للتصدي لقوانين منع الحجاب ومنع الذبيحة الإسلامية

قال محمد الموساوي رئيس المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية إن الخلافات التي أحدثها انتخاب رئيس وأعضاء المجلس، قد أصبحت جزءا من الماضي، وأن المجلس اليوم يعمل على بلورة برنامج عمله المستقبلي، بما يخدم الجالية المسلمة المقيمة بفرنسا. ونفى الموساوي في استجواب صحفي أجرته معه « النهار المغربية»، على هامش الندوة الدولية التي نظمها مجلس الجالية المغربية بالخارج نهاية الأسبوع الماضي بفاس (فاس) كل الإشاعات التي تقول إنه مقرب من السلطات الفرنسية، وإنها تدعمه أو تقدم دعما لأحد الأطراف على حساب طرف آخر، واعتبر الموساوي أن مثل هذا الكلام لا أساس له، كما تحدث الرئيس الحالي للمجلس الفرنسي للديانة الإسلامية عن كثير من المواضيع، كالوضع الذي تعيشه الجاليات المسلمة ومن ضمنها المغربية بفرنسا، والمضايقات التي تتعرض لها، وكذا عن الدور الذي يقوم به المجلس. كما تحدث الموساوي عن دور المجلس في مواجهة بعض التشريعات التي يحاول البعض سنها، والتي تمس صراحة بمقومات وثوابت وتقاليد الدين الإسلامي، من قبيل مقترحات ومشاريع قوانين لمنع أماكن الذبح، ومنع النساء المحجبات من مرافقة أطفالهن في الرحلات المدرسية، وغيرها من المواضيع.

■ محمد البشيري

● ما هو مستوى التأطير الديني للجاليات المسلمة في أوروبا؟

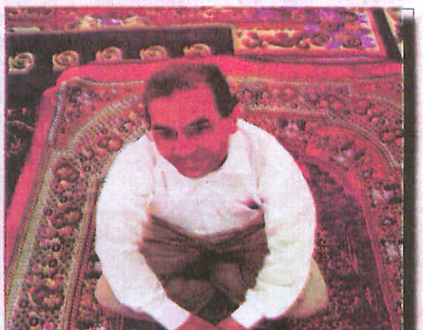
○ الجالية المغربية بأوروبا تختلف حالاتها من بلد إلى آخر، وما يمكن الإشارة إليه، هو أن الاختلاف من بلد إلى آخر يجعل المواطنين المسلمين بأوروبا، يوحدون جهودهم، وهي جالية تعيش لحظات تهم التأطير الديني، إذ أن هذا الملف أصبح مهما في الظروف الراهنة، خصوصا بعد أحداث أثبتت أن إغفال الحياة الروحية، وتركها فريسة لمن يريد استعمال الدين لأغراض أخرى، جعل مسؤولي البلد يفكرون جديا في كيفية تأطير وتحصين الجالية المتواجدة في كل بلد.

بموازاة ذلك هناك جهود تقوم بها الدول الأوروبية المستقبلة من خلال إدماج الجاليات المسلمة بصفة عامة، في المشهد الاجتماعي والديني والسياسي لكل بلد، والجالية المغربية باعتبار عددها الذي لا يستهان به في كل البلدان الأوروبية، يجعل منها طرفا مهما في الحوار مع الجاليات الأخرى.

● هل مازال هناك تأثير أو انعكاسات لما يمكن وصفه بالصراع المغربي الجزائري بخصوص انتخاب المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية؟

○ قبل انتخابات تشكيل المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية في يونيو 2008، كانت هناك مجموعة من الاعتراضات والكتابات والملاحظات حول انتخاب المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية، لكن الذي نؤكد عليه اليوم، هو أن هذه الطريقة تم الاتفاق عليها، بين جميع الأطراف المكونة للمجلس،وطريقة الانتخاب هاته، مكنت من انتخاب وتجديد أعضاء المجلس لمرتين، فالحديث عن تفعيل للقواعد خلال شهر ماي، أي حوالي شهر واحد قبيل الانتخابات، كان أمرا غير معقول، ولذلك السلطات الفرنسية وفقت بجانب المشروعية، وقالت إنه ينبغي أن تتم العملية، كما كانت مقررة، وأبانت عن حيادها وتركت الأمور للجاليات المسلمة،والحمد لله، تمت الأمور كما كان مقررا، وطريقة العمل التي قام بها المجلس بعد ذلك، أثبتت أن الإشكالات التي طرحت، قد تسببت في تشويه، صورة الجالية المسلمة أكثر من كونها كانت تنم عن مطالب مشروعة.

فيما يخص طريقة العمل، أؤكد أن جميع القرارات التي اتخذها المجلس منذ انتخابه في يونيو الماضي إلى يومنا هذا، كلها قرارات اتخذت بإجماع، ولم نحتج في أي وقت إلى التصويت مما يدل على أن الحديث عن موازين القوة داخل المجلس، كان أمرا ربما تجاوز الحجم الذي ينبغي أن يعطى له، ويمكن القول إذن إن الصراع الذي كان قائما واستحدث قبيل الانتخابات، هو اليوم وراءنا



ونحن نتطلع إلى المستقبل، وفي طريقة تعاملنا مع جميع المكونات نقدر أن تشكيلة الجالية المسلمة متنوعة، ونحن نحترم هذا التنوع، الذي يثري ولا ينبغي أن يسبب مشاكل.

● لكن هناك من يقول إن الخلافات بين المغرب والجزائر واختلاف التوجهات له انعكاس وتأثير على المجلس؟

○ الحديث عن توجهات الدولتين، قد يكون فيه مجازفة، إلا أن ما يجب الإشارة إليه، هو أن الخلافات داخل الجالية المسلمة، ليست بالحجم الذي يتصور، إذ أن هناك مساجد كثيرة، يتواجد فيها مسلمون من أصول جزائرية، ومسلمون من أصول مغربية، أو أصول أخرى، وهم يعيشون في انسجام تام.

يمكن أن أقول إن الإعلام عمل على تضخيم الخلافات وقد اتخذت قرارات في لحظة معينة قبيل توقيت الانتخابات، استغلتها وسائل الإعلام، وحاولت أن تصنع منها خلاف عميق بين الجالية المسلمة بين المغاربة والجزائريين، لكن واقع الأمر ليس كذلك.

● ما هو حجم وكيفية دعم السلطات الفرنسية المجلس؟

○ الحقيقة أن السلطات الفرنسية لا تدعم جانبا معينا، بل هي دعمت جانب الشرعية، هناك طريقة انتخاب واضحة، اتفق عليها وفق مسطرة متبعة، والسلطات الفرنسية في هذا الشأن كان موقفها واضحا، وأكدت على أن هذه المسطرة هي التي ينبغي أن يتم العمل بها، كيفما كانت النتائج، مشيرة إلى أنها ستتعامل، كيفما كانت، هذا هو الموقف الفرنسي الذي كان موقفا محايدا تماما.

● ما حقيقة كونك مقرب من الدوائر العليا بفرنسا وتقع تحت تأثيرها؟

○ الأمر ليس كذلك، لقد كنت في جنوب فرنسا، بعيدا عن باريس، ولم تكن لي علاقات جد قوية أو قريبة من السلطات الفرنسية، وإنما لي علاقات أصبحت بحكم تولي هذه الوظيفة، كان لابد من الاتصال بالسلطات المعنية بهذه الأمور، أما كوني مقرب منها، فالأمر ليس كذلك، فالحكومة الفرنسية تتعامل مع الممثل الشرعي للديانة الإسلامية، واعتبر نفسي ممثلا لهذه الديانة، ولهذا السبب تعامل السلطات الفرنسية مع ممثل الديانة الإسلامية جاء في نطاق واضح ومنطقي، على اعتبار كما قلت أنها تتعامل مع الممثل الشرعي، أما أن تكون هناك علاقات خاصة، فأنا لا أظن الأمر كذلك.

● ما طبيعة القضايا التي يشتغل عليها المجلس؟

○ كل القضايا المتعلقة بالديانة الإسلامية، كالعمل على خلق وإيجاد مساجد محترمة في مستوى كرامة الدين الإسلامي، وهذا أحد الأهداف الرئيسية التي نطمح إلى تحقيقها، نعمل أيضا على تكوين الأئمة والأطر الدينية بصفة عامة، وعندما نتحدث عن الأطر الدينية، نتحدث مثلا عن المرشدين داخل الثكنات والسجون والمستشفيات، وهنا اعتقد أن الأطر الدينية يمثلون أمرا أساسيا في المراكز والمساجد...

هناك أيضا أمور تتعلق بتنظيم عملية الحج، ونحن نعلم أنه في فرنسا منذ سنين هناك مشاكل كثيرة تعترض تنظيم الحج، ونحن نسعى إلى التخفيف من هذه المشاكل وإزاحتها بشكل نهائي في وقت قريب. هناك أيضا تحسين صورة الإسلام والمسلمين في الإعلام، حيث أن الوضع العالمي في ظل من يروجون للصراع بين الحضارات ويجعلون من الإسلام فريسة، فالمجلس يحاول جهد الإمكان تحسين صورة الإسلام، ومطالبة الإعلاميين باحترام الحياد وعدم الترويج لأشياء ليس لها وجود ولا علاقة لها بالواقع، هناك أيضا من بين الأمور التي يهتم بها المجلس، كل ما يتعلق باحترام الآداب الإسلامية في الذبح، وما يعرف بالأكل الحلال بصفة عامة، فالقوانين المعمول بها حاليا تضمن للديانة الإسلامية، أن تذكى الماشية بالطريقة المعمول بها في سائر بلاد الإسلام، فنحن نحاول أن يبقى هذا القانون ساري المفعول ونعلم أنه خلال الأشهر الأخيرة هناك حملة قوية من طرف جمعيات تدعي الرفق بالحيوان، تحاول أن تفرض على المسلمين واليهود أيضا، ذبح الحيوان بطريقة لا تتفق مع قوانين الدين الإسلامي أو حتى اليهودي. هناك أيضا أمور متعلقة بالمقابر، من خلال إحداث الأماكن مخصصة للدفن، تأخذ بعين الاعتبار كرامة الإنسان المسلم، وتأخذ أيضا بعين الاعتبار التشكيلة الجديدة للجالية المسلمة، إذ أنه في غالب الأحيان كان عندما يتوفى المسلم، يرحل إلى بلده، أو يدفن في بلده الأصلي، ولكن اليوم كثير من الناس يريدون، ما دام أنهم يعتبرون أنفسهم مواطنين قارين في البلد الذي يعيشون فيه، (يريدون) دفن ذويهم في تلك البلاد، كي يقوموا بزيارتهم، وكذلك حفظا لذاكرة المسلمين داخل بلدان المهجر، علما أن المقابر تحفظ ذاكرة الوجود الإسلامي الذي يمكن إبرازه وإعطائه جذور، من خلال وجود معابد إسلامية، وكذلك من خلال المقابر الإسلامية...

● ما دور المجلس في مواجهة بعض التشريعات التي يحاول البعض سنها، رغم أنها تمس صراحة بمقومات وثوابت وتقاليد الدين الإسلامي، من قبيل منع أماكن الذبح، ومنع النساء المحجبات من مرافقة أطفالهن في الرحلات المدرسية؟

○ صحيح، من حين لآخر تظهر ملفات ومشاريع أو اقتراحات قوانين من طرف بعض البرلمانيين، ونحن في هذا الإطار نأخذ المقترح الذي وصل إلى درجة من النضج والدراسة الذي تتخوف من تحوله، إلى مشروع قانون، أما المقترحات التي يبدي بها بعض المتطرفين فهذه النصوص، طريقتنا في التعامل معها، هو عدم إعطائها حيزا أكبر من الشهرة، لأنه أحيانا تكون وسيلة لدفع مقترح بسيط من طرف برلماني معين، وكوننا كمجلس نتدخل ونتحدث في هذه الموضوع، قد يعطيه صيغة أو قيمة أكثر مما يجب.

أما بالنسبة للمقترحات التي تصل إلى مراحل متقدمة، كما هو الحال بالنسبة إلى مقترح قانون بشأن طريقة الذبح، فهذا المشروع موضوع حاليا أمام البرلمان الأوروبي، بعد أن كان قد تم وضعه في البرلمان الفرنسي. تقريبا قبيل انتخاب المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية الحالي- وقد حاولنا بجميع الوسائل أن نتصل بالسلطات الفرنسية لمنع صدور مثل هذا القانون، وأن لا يتحول إلى مشروع قانون يثبناه وزير الفلاحة الفرنسي.

وبعد مدة عادت تلك الجمعيات لتمرر القانون عن الطريق الأوروبي أي من خلال البرلمان الأوروبي، والآن هو قيد الدراسة، وهناك لجنة داخل البرلمان الأوربي تدرس هذا المقترح، الذي يمس بشكل واضح طريقة الذبح الإسلامية واليهودية أيضا، وقد حاولنا داخل المجلس أن نتصل بكل من له تأثير، وراسلنا جميع نواب البرلمان الأوربي، وكتبنا رسالة توضح فيها جميع النقاط التي لسنا متفقين عليها، وخاطبنا الرئيس والوزير الأول الفرنسي، ونظن أن الموقف الرسمي للحكومة الفرنسية يسير في اتجاه معارضة هذا النص القانوني، وقد تلقينا ذلك بشكل رسمي حيث أن هناك رسالة رسمية موجهة لنا من طرف المسؤول الحكومي المكلف بالشؤون الدينية يقول فيها بشكل واضح إن المشروع الموضوع حاليا قيد الدرس في البرلمان الأوربي، الحكومة الفرنسية لها عليه تحفظات كثيرة، بل وقامت بمقترحات تتجه نحو حماية الأقلية المسلمة والأقلية اليهودية في ممارستها الدينية.

فيما يتعلق بالمقترح الخاص بمنع النساء المحجبات من مرافقة أولادهن خلال الرحلات التي تقيمها بعض المدارس، فهذا المشروع لم يلق القبول لدى المجلس الدستوري الفرنسي، حيث أن المقترح في حد ذاته، قال عنه متحدثون باسم المجلس الدستوري، إن فيه تقييد للحريات العامة، وأظن أن هذا المقترح لن يصل إلى درجة مشروع قانون، حيث أن القانون الذي تم إصداره فيما يخص تلميذات المدارس الابتدائية والثانوية، هو معمول به وبطبق، لكن تعميم هذا القانون على الجميع أمر مستبعد في الوقت الراهن.

الاتحاد
www.alittihad.ynet.com

17 مارس 2009

«الوضع القانوني للإسلام في أوربا» وسط انقسامات حادة وغياب الجيل الثالث

كتب : محمد خروفة

يوجد في نحو ثلاثة أرباع دول الاتحاد الأوروبي 27 دولة، ما يقارب 15 مليون مسلم، أي ما يعادل 3 في المئة من مجموع سكان الاتحاد. وتتوزع هذه الأعداد بين دول تعتبر الإسلام ديانة رسمية، ودول تعترف به كديانة ثانية، ودول تعتبره ديانة أقلية، ودول لا تعترف به أصلاً. وتتوزع هذه الأعداد بين دول تعتبر الإسلام ديانة رسمية، ودول تعترف به كديانة ثانية، ودول تعتبره ديانة أقلية، ودول لا تعترف به أصلاً.

في أوربا من خلال مقاربة تحلل معنى الهوية الأوروبية، وتحدد مكانة الإسلام فيها. وتتوزع هذه الأعداد بين دول تعتبر الإسلام ديانة رسمية، ودول تعترف به كديانة ثانية، ودول تعتبره ديانة أقلية، ودول لا تعترف به أصلاً.

تتوزع هذه الأعداد بين دول تعتبر الإسلام ديانة رسمية، ودول تعترف به كديانة ثانية، ودول تعتبره ديانة أقلية، ودول لا تعترف به أصلاً.

تتوزع هذه الأعداد بين دول تعتبر الإسلام ديانة رسمية، ودول تعترف به كديانة ثانية، ودول تعتبره ديانة أقلية، ودول لا تعترف به أصلاً.

تتوزع هذه الأعداد بين دول تعتبر الإسلام ديانة رسمية، ودول تعترف به كديانة ثانية، ودول تعتبره ديانة أقلية، ودول لا تعترف به أصلاً.

تتوزع هذه الأعداد بين دول تعتبر الإسلام ديانة رسمية، ودول تعترف به كديانة ثانية، ودول تعتبره ديانة أقلية، ودول لا تعترف به أصلاً.

تتوزع هذه الأعداد بين دول تعتبر الإسلام ديانة رسمية، ودول تعترف به كديانة ثانية، ودول تعتبره ديانة أقلية، ودول لا تعترف به أصلاً.

تتوزع هذه الأعداد بين دول تعتبر الإسلام ديانة رسمية، ودول تعترف به كديانة ثانية، ودول تعتبره ديانة أقلية، ودول لا تعترف به أصلاً.

تتوزع هذه الأعداد بين دول تعتبر الإسلام ديانة رسمية، ودول تعترف به كديانة ثانية، ودول تعتبره ديانة أقلية، ودول لا تعترف به أصلاً.

تتوزع هذه الأعداد بين دول تعتبر الإسلام ديانة رسمية، ودول تعترف به كديانة ثانية، ودول تعتبره ديانة أقلية، ودول لا تعترف به أصلاً.

انتقادات لتعامل أوربا مع المسلمين في ندوة دولية بفاس

دعا مشاركون أوربيون في ندوة فاس حول "الوضع القانوني للإسلام في أوروبا" المسلمين إلى تحقيق المزيد من التنازلات من أجل التعايش على حساب الهوية والدين، وهو ما رد عليه أحد المشاركين من هولندا بالقول في تصريح لـ"التجديد" "يريدون منا أن نتنازل عن جزء من ديننا وهويتنا، لقد تكلموا بلغة حرية المعتقد والقوانين، ويطلبون منا أن نتعايش وأن نجيب عن أسئلة قد حسم ديننا الحنيف فيها، نحن واقع لا يمكن تجاوزه، ويجب عليهم أن يحترمونا" هذا، ووجه مشاركون خلال الجلسة الأولى للندوة التي نظمها مجلس الجالية يومي السبت والأحد، نقدا حادا إلى بعض المسؤولين الأوربيين الذين حضروا الندوة، وانتقدت مهاجرة من إسبانيا عنصرية الإسبان تجاه المسلمين، وأشارت إلى المنع المتكرر لبناء مساجد بمدينة إشبيلية، حيث تصدر ردود فعل قوية من قبل قطاعات عريضة من الشعب الإسباني، وهو ما اعتبره خوسي مانويل لوبيز، رئيس منظمة أهلية تابعة لوزارة العدل الإسبانية، إحدى مشكلات المجتمع الإسباني، الذي يتخيل أن المهاجر أجنبي لا يجب أن يستفيد من أية حقوق.هذا وأكد المشاركون في الندوة على أن الإسلام مكون أساسي في الحياة الدينية، ويتطور أكثر من أجل إغناء التعدد الثقافي والاجتماعي في بلدان استقبال المهاجرين المسلمين، وتم خلالها تناول الإشكالات التي يطرحها الوضع القانوني للإسلام في أوروبا، كما تطرقت إلى محاور تتعلق بالتشريعات الأوروبية والحرية الدينية، وخصوصيات الديانة الإسلامية، وكذا المقاربات التشريعية للشأن الديني في أوروبا. واعتبر "فيليس داسيتو" عن جامعة لوفان لانوف ببلجيكا، أن تكوين الأجيال المسلمة المستقبلية، يعتبر تحديا قد يواجه الإسلام الأوربي قيد التكوين، معتبرا أن البلدان الأصلية للمسلمين القاطنين في أوروبا "ينبغي أن تتوقف عن عرض نموذجها"، وتغيير طريقة معاملتها، "من أجل ترك الحرية للمسلمين لاختيار ممثليهم".

من جانبه اعتبر "محمد الموساوي" رئيس مجلس الديانة الإسلامية في فرنسا، في تصريح لـ"التجديد"، أن الحديث عن تدخل الدول الإسلامية في شؤون الجالية المسلمة بأوروبا فيه مبالغة كبيرة، مؤكدا على أن الجالية في أمس الحاجة إلى التأطير الديني من قبل دولهم الأصلية.

التجديد

9 مارس 2009

الشروق المغربية

17 مارس 2009

أثارتها ندوة مجلس الجالية عن "الإطار القانوني للإسلام في أوروبا"

التأسيس للإسلام الأوروبي يفترض قطيعة مع تصدير الإسلام العربي/القطري

فاس. منتصر حمادة

صدر حكم قضائي في إحدى المحاكم الفرنسية، يهدد بالكلية التركيبة البشرية المهيكلة للمجلس الفرنسي للديانة الفرنسية، الذي يترأسه المغربي محمد الموساوي، وجسّدت بعض معالم أهمية الحكم القضائي، في إحياء اتصالات بين صناع القرار في الرباط مع المسؤول المغربي المنافس للموساوي من أجل مدارسة تبعات القرار على واقع التمثلية الإسلامية في دولة الأنوار.

مناسبة الاستشهاد بهذا المستجد القضائي، لصيقة ببعض ثنايا أشغال الندوة الدولية التي نظمها مجلس الجالية المغربية بالخارج، وجاءت تحت عنوان: الإطار القانوني للإسلام في أوروبا، يومي 14 و15 مارس الجاري، بفاس، على اعتبار أن العديد من المتدخلين الأجانب المشاركين في الندوة، تطرقوا للأنشطة من الأسباب المعيقة لقيام/تأسيس مجالس إسلامية ناطقة باسمه مسلمي الديار الأوروبية، وتحظى بسرعية التمثيل، بعيدا عن الصراعات الإثنية والسياسية والمذهبية والمالية السائدة اليوم، في أغلب الحالات الأوروبية، وليس المثال الذي افتتحنا به هذه المادة، سوى نموذج بسيط من لائحة معقدة من الأمثلة والنماذج المؤرقة للجميع، وإذا لم يحسم صناع القرار في الدول العربية والإسلامية من جهة، وصناع القرار الأوروبي من جهة ثانية هذا الإشكال، فإنكم نعترف من سيتكفل بحل الإشكال، بنعتبر الخبير البلجيكي الشهير فيليس داسوتو، في إحالة على الإسلاميين طبعا.

نظمت الندوة من اجل تعميق النقاش حول الدبانة الإسلامية في اوربا، ودراسة الإطار القانوني المنظم لها، كما نقرأ في الورقة التأطيرية، وكون إحدى مجموعة العمل الدين والتربية الدينية، بأني وعيا من مجلس الجالية المغربية بالخارج بجعل الإشكالية الدينية إحدى اولوياته، خاصة أصبح اليوم أن الإسلام في بلدان الإقامة عنصرا

من عناصر الهوية الأوربية، وموضوع انشغال واهتمام الجاليات والسلطات العمومية والمجتمع المدني في اوروبا.

مهم جدا الحديث عن جعل الإشكالية الدينية إحدى اولويات مجلس الجالية المغربية بالخارج، مما يفترض حضور فاعلين من المؤسسات الدينية في المغرب، سواء تعلق الأمر بوزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية، او الرابطة المحمدية للعلماء او المجلس العلمي الأعلى او دار الحديث الحسنية، والمنبر، انه بالرغم من كون مجلس الجالية مؤسسة رسمية، وكون قادته تم تعيينهم بظهير، لم تحضر اسماء ممثلة للمؤسسات الدينية سالفة الذكر، وعندما نضيف فوق هذا المعطى، ما ينشر خلال الأسابيع الماضية حول الخلافات القائمة بين بعض ممثلي هذه المؤسسات (ليس مهما هنا التوقف عند الأسماء)، نزداد وجاهة العديد من النقاط النقدية التي توقفت عندها مداخلات بعض الباحثين الأوروبيين المشاركين في ندوة فاس النوعية، والتي يحسب لها فعلا، فتح النقاش حول هكذا مواضيع مؤرقة لصناع القرار في الوطن العربي والقارة العجوز، وجد ضمن الحضور المشارك، عشرات من رجال القانون والمختصين في الملف، إلى جانب ممثلين سياسيين ومسؤولين دينيين وفاعلين في الميدان، سواء منهم المهاجرين او القاطنين بالمغرب، وأفرزت الندوات حول المحاور التالية: التشريعات الأوروبية وخصوصيات الدين الإسلامي، عرض التجارب المتعلقة بتنظيم الدين الإسلامي في أوروبا، والمقاربات التشريعية للشأن الديني في أوروبا، وخصصت المداخلات التأطيرية للندوة، لاستعراض تجربة الدول الأوربية مع المؤسسات الإسلامية، وإشكالية الاعتراف بالإسلام والتعاطي مع قضايا المسلمين في القارة العجوز، ونتحدث تحديدا عن التجارب الفرنسية والإسبانية والبلجيكية والبريطانية والألمانية.

نورد في أسجاز اهم النقاط النقدية الهامة التي جاءت في الندوة، والمأمول ان تنشر مداخلتها في عمل تجميعي، نعميما للفائدة، وايضا، من اجل توفير مادة خام قيمة للمعنيين والباحثين

. تصطدم الدول الأوروبية بالعديد من المشاكل في معرض تحديد ناطق باسم الأقليات الإسلامية.

. لم يكن سهلا الاعتراف بالإسلام رسميا في التشريعات الأوروبية، لولا ان الحضور المتصاعد لنسمة المسلمين سرع بهذا الاعتراف.

. ساهمت التحديات المرتبطة بظاهرة الإرهاب في تعقيد تعاطي الدول الأوروبية مع الترخيص لتأسيس مساجد ومحلات ذبح الأضاحي وتكوين الأئمة.

. اصطدمت اغلب الدول الأوروبية بتحدي مواجهة نماذج الإسلامات الفعلية في المجالات التداولية الأوروبية، ووجهت العديد من الانتقادات في هذا الصدد، لنموذج تصدير الإسلام التركي لبعض الدول الأوروبية، ونخص بالذكر ما صدر عن فيليس داسوتو.

هناك قلاقل بالجملة قادمة مع الجيل الثالث والرابع لأقليات الهجرة الإسلامية، باعتبار ان اهتمامات هذه الأجيال مغايرة بشكل كبير لاهتمامات الجيل الأول (نستحضر في هذا المقام، القلاقل الاجتماعية/العائلية للمسؤولة الفرنسية من أصل مغاربي رشيدة داتي، والتي تؤكد للجميع، مدى تباين اهتمامات، وقيم هذه الأجيال).

. ترتبط اغلب المؤسسات الإسلامية، الناطقة او الممثلة لمسلمي القارة العجوز، بدول الأصل، وخاصة دول المغرب العربي وتركيا، وبدرجة اقل مصر والسعودية (مذهبيا وتمويلا)، وهذا مازق تنظيمي وإيديولوجي كبير لدول الإقامة، ومن هنا الحديث عن ضرورة التأسيس للإسلام الأوروبي (في نسخه القطرية طبعا)، وليس الإسلام العربي/القطري المقيم في هذه الدولة الأوروبية او تلك.

رسالة الأمة

17 مارس 2009

"الوضع القانوني للإسلام في أوروبا"

دعوة الأوروبيين غير المسلمين إلى مراجعة صورتهم حول الإسلام

من المبعوث الخاص للوكالة: جمال الدين بن العربي

دعا المشاركون في الملتقى الدولي المنظم حول موضوع "الوضع القانوني للإسلام في أوروبا" يوم السبت بفاس، الأوروبيين غير المسلمين إلى مراجعة صورتهم التجزيئية وغير العادلة عن الإسلام.

وأكد ستيفان بابي مدير البحوث بالمركز الوطني للبحوث العلمية (ستراسبورغ) أن "الأوروبيين غير المسلمين مدعوون إلى مراجعة تاريخهم ومراجعة الصورة التجزيئية وغير العادلة التي يحملونها عن الإسلام، وذلك حتى يتمكن المسلمون الأوربيون من تقديم إسلام منفتح للقارة الأوروبية، ويكون ثمرة تفسير جديد للنصوص الدينية تتوافق مع المجتمعات الأوروبية التي تتبنى العلمانية بشكل كبير".

وأكد السيد بابي، في مداخلة خلال الجلسة الأولى من هذا الملتقى المنعقد على مدى يومين والمنظم من قبل مجلس الجالية المغربية بالخارج، أن الدين الإسلامي مدعو إلى التكيف ليس فقط مع وضع قانوني واحد، بل مع مختلف الأنظمة القانونية المقترحة عليه من قبل الدول الأوروبية التي ينتشر فيها.

وأوضح أنه لا توجد نماذج قانونية واحدة لإندماج الديانة الإسلامية في أوروبا، بل توجد وسائل تختلف من بلد إلى آخر، والتي يؤثر فيها بشكل كبير السكان المسلمون، من خلال التفاوض مع السلطات العمومية حول نماذج تواجدهم الجماعي.

وأضاف أن أوروبا يمكن أن ينظر إليها كمكان لا يمنح قيمة للديانة، بل كمكان لعلمانية المجتمع والدين، والدولة تعترف بحق مختلف الديانات في تقديم أجوبة روحية وأخلاقية واجتماعية للمواطنين، في إطار اعتراف هذه الديانات بالإطار الشرعي القائم.

واعتبر أن هذه العلمانية قد عبدت الطرق المختلفة التي يمكنها أن تجتمع في نماذج ثلاثة، وهي البلدان التي اندمجت فيها المؤسسة الدينية في فضاء الدولة، والبلدان المحايدة وفي نفس الوقت المعترفة بمختلف الديانات، وكذا البلدان التي لا تعترف بأي ديانة.

أما الباحث الإيطالي ماركو بيروني، فقد دعا إلى الأخذ بعين الإعتبار الدور الذي يلعبه المهاجرون من أصول مسلمة، واعتماد سياسات دينية في الإتجاه الصحيح، وكذا محاولة تحقيق توازن بين القوانين والممارسة، التي تعد من أحسن الطرق التي يمكنها العمل على ضمان إندماج جيد للمهاجرين المسلمين في الفضاء الأوروبي. وأكد السيد بيروني، الأستاذ بجامعة روما، أن احترام الديانات يعتبر أحد الحقوق الأساسية التي يسعى الإتحاد الأوروبي لتطبيقها.

وأكد أن القضية الدينية، التي تواجه صعوبة التأقلم مع النظام المجتمعي الأوروبي ورافقت نماذج وممارسات دينية خاصة، تم التطرق إليها منذ عقود من قبل المشرع الأوروبي.

وفي ما يتعلق بموقع الدين في الدول الأوروبية، أكد الباحث الإيطالي، أنه حاضر في مختلف التشريعات، مشيرا بهذا الخصوص إلى الدول التي تعطي حرية كبيرة لممارسة الشعائر الدينية مقابل دول أخرى تضع حواجز على جميع "الرموز الدينية".

من جهته، أكد السيد خوسي مانويل رئيس جمعية مدنية بإسبانيا تعمل لفائدة وزارة العدل مكلفة بملفي الجالية اليهودية والمسلمة، أن الإسلام لا زال يحتل مكانة خاصة في اسبانيا، التي تستقبل حاليا أزيد من مليون من المسلمين، تنتظم في فيدراليتين مسلمتين مع العديد من الجمعيات التابعة لهما.

وبعدما ذكر بأن الحرية الدينية لم تأخذ أي شكل في شبه الجزيرة الإيبيرية إلا ابتداء من ستينيات القرن الماضي، أشار السيد مانويل إلى أنه تم إصدار العديد من القوانين من بينها ذلك الذي صدر سنة 1986 الذي ترجم من خلال إحداث خمس جمعيات معترف بها والتوقيع على العديد من الإتفاقيات مع البلدان الشريكة، مثل المغرب.

ولاحظ، من جهة أخرى، أن المشهد الديني تغير بشكل كبير في اسبانيا خلال الأربعين سنة الأخيرة، حيث "يمكننا الحديث عن إسلام اسباني يضم جالية مسلمة مهاجرة والمواطنين المسلمين الإسبان المنتمين إلى الجيلين الثاني والثالث من المهاجرين".

وسيتم خلال هذا الملتقى، المنعقد تحت الرعاية السامية لجلالة الملك محمد السادس، على مدى يومين، دراسة مختلف أوجه التشريعات الأوروبية وحرية التعبد، والتشريعات الأوروبية وخصوصيات الديانة الإسلامية والسياسات العامة والديانة الإسلامية وعرض تجارب الديانة الإسلامية في أوروبا.

تجدر الاشارة إلى أن هذا اللقاء يعرف مشاركة باحثين ورجال قانون مغاربة وأجانب متخصصون في مجال الهجرة، إضافة إلى عدد من الممثلين السياسيين والفاعلين الثقافيين والاجتماعيين الذين سيتطرقون لمختلف الأبعاد التشريعية والاجتماعية المقترنة بممارسة الإسلام في أوروبا.

الجريدة

18 مارس 2009

ندوة

باحثون ورجال قانون يناقشون الوضع القانوني للإسلام في أوروبا

الدعوة إلى إحداث تنظيمات للجالية تسهل إدماج 14 مليون مسلم يعيشون داخل البلدان الأوروبية

□فاس-محمد اليوبي

أجمع المشاركون في الندوة الدولية حول «الوضع القانوني للإسلام في أوروبا» التي اختتمت أشغالها، مساء يوم الأحد بفاس، على وجود مشاكل وصعوبات قانونية تعترض إدماج الجاليات المسلمة بأوربا، ودعا الباحثون والمختصون المشاركون في هذا اللقاء المنظم من طرف مجلس الجالية المغربية بالخارج، إلى تنظيم الجاليات للتواصل مع الهيئات الحكومية ببلدان الاستقبال.

وتناولت الندوة، التي انطلقت أشغالها يوم السبت الماضي، بمشاركة باحثين ورجال قانون مغاربة وأجانب متخصصين في مجال الهجرة، الإشكاليات التي يطرحها الوضع القانوني للإسلام في أوروبا، والتشريعات الأوروبية وحرية التعبد، والتشريعات الأوروبية وخصوصيات الديانة الإسلامية، والسياسات العامة والديانة الإسلامية، وعرض تجارب حول واقع الديانة الإسلامية في أوروبا.

ويهدف هذا اللقاء الذي حضره عدد من الممثلين السياسيين والفاعلين الثقافيين والاجتماعيين، إلى إحداث فضاء للحوار وتبادل التجارب، للوصول إلى تحديد أولي للوضع القانوني للدين الإسلامي في البلدان الأوروبية المتميزة بعلمانية ثقافية، وكذا الوقوف على تجاربهم وتحليل الإنجازات والتحديات والإكراهات المطروحة على إشكاليات إدماج المسلمين داخل مجتمعات هذه البلدان.

ووقف أغلب الباحثون الأجانب، على أن البلدان الأوروبية تحترم حرية وحقوق الأفراد في اختيار دياناتهم، وهو ما تترجمه من خلال القوانين والدساتير الوطنية، المنبثقة عن الميثاق الأوروبي لحقوق الإنسان، كما تطرق المتدخلون إلى بنود هذا الميثاق التي تكفل حرية المعتقد وممارسة الطقوس الدينية، وأكدوا على أن البلدان الأوربية تضمن هذه الحرية، عن طريق تكييف قوانينها التي تسمح بالتعدد وعدم تدخل الدولة في دعم دين معين.

ودعا ستيفان بابي، الباحث في المعهد الفرنسي للأبحاث، إلى توحيد التشريع فيما يخص تنظيم الدين بالدول الأوروبية، وذكر أن هذه الدول تتميز بتعدد الأديان لم تواكبه إجراءات تروم خلق حوار بين الأديان، وقال إن عدد المسلمين يزداد بشكل كبير في أوروبا، وسيرتفع العدد عند التحاق تركيا التي تضم 71 مليون مسلم بالاتحاد الأوروبي، موضحا أن العدد التقريبي لعدد المسلمين حاليا بمختلف البلدان الأوربية حوالي 14 مليون مسلم، ويشكلون نسبة 3 في المائة في بعض البلدان.

وحاول الباحثون الأوروبيون إعطاء صورة إيجابية عن أوروبا التي أكدوا أنها، لا تمنح قيمة للديانة، بل هي مكان لعلمانية المجتمع والدين، والدولة تعترف بحق مختلف الديانات في تقديم أجوبة روحية وأخلاقية واجتماعية للمواطنين، في إطار اعتراف هذه الديانات بالإطار الشرعي القائم.

العلمانية شكلت منطلق حديث كل الباحثين، لأنها عبدت الطرق المختلفة التي يمكنها أن تجتمع في نماذج ثلاثة، وهي البلدان التي اندمجت فيها المؤسسة الدينية في فضاء الدولة، والبلدان المحايدة وفي نفس الوقت المعترفة بمختلف الديانات، وكذا البلدان التي لا تعترف بأي ديانة، وأشاروا إلى أن العلمانية لا تتعارض مع حرية الدين كما ينص على ذلك الميثاق الأوروبي ومشروع الدستور، اللذان يضمنان حرية اختيار وتغيير الدين وحرية الانتماء إلى معتقدات لا تحيل بالضرورة على الإيمان بالإله الواحد.

أما فرنسيس مسنير، رجل القانون، الذي يشغل مدير البحث في المركز الوطني للبحث العلمي بمدينة ستراسبورغ الفرنسية، فناقش اجتهادات المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان في مجال احترام مبادئ حرية المعتقد، وتناول قرار منع قنصلية فرنسا في مراكش دخول امرأة كانت ترتدي حجابا، وهو القرار الذي أيدته المحكمة لأسباب أمنية، وكذلك تأييد المحكمة لقرار منع فتاتين مسلمتين من دخول المدرسة بسبب ارتدائهما للحجاب. وقال إدريس اليزمي، رئيس مجلس الجالية المغربية بالخارج، إن هناك حضورا قويا للمسلمين في المعادلة الدينية بأوربا، بحيث «نعيش عملية تاريخية في إطار تجذر الإسلام في مجتمعات تعددية وعلمانية»، وهو ما يطرح حسب رئيس المجلس، مهمة البحث عن أشكال تدبير العبادات يختلف من مكان لآخر، وتحدث عن وجود عناصر مشتركة بين المجتمعات الأوروبية رغم وجود تنوع في العلاقات المؤسساتية والعلاقات بين الدول والديانات في المجال الأوروبي.

من جهته، أكد عبد الله بوصوف، أمين عام مجلس الجالية المغربية بالخارج، أن المطلوب من الجالية المسلمة في أوروبا، إيجاد أجوبة تناسب التجارب المتعددة التي تعرفها تلك البلدان، حيث يختلف مفهوم العلمانية في كل بلد أوروبي، مؤكدا في هذا السياق أنه رغم أن عددا من البلدان الأوروبية اعترفت بالإسلام كدين، إلا أن جل بنود هذه الاعترافات لا زالت حبرا على ورق، داعيا إلى العمل من أجل أن تطبق هذه القوانين.

وشدد على ضرورة التفكير من أجل إيجاد الأطر المناسبة والقادرة على الاندماج الإيجابي وضمان تأطير يوفر للأجيال القادمة إطارا ملائما للتعايش، مشيرا إلى أن الإسلام في أوروبا مطالب بالإجابة عن عدد من الأسئلة المتعلقة على الخصوص بتعدد الزوجات وقضية المرأة والحرية الدينية وحقوق الإنسان ومسألة العلمانية المعتمدة في كل الدول الأوروبية.

أسبوعية مستقلة
تصدر كل يوم جمعة
مغرب اليوم
الجديد
MAGHREB AL YAOUM
الثمن 10 دراهم
• العدد 10 (السلسلة الجديدة) • الجمعة من 20 إلى 26 مارس 2009

ندوة

الإطار القانوني للإسلام في أوروبا

تحت شعار "الإطار القانوني للإسلام في أوروبا" اختتمت فعاليات الندوة التي احتضنتها مدينة فاس بين 14 و 15 مارس المنظمة من قبل مجلس الجالية المغربية بالخارج، وقد شكلت هذه الندوة مناسبة للعديد من الباحثين ورجال القانون والفاعلين السياسيين الأوروبيين ومن أصل مغربي، لتقديم نظرة عن إشكالية ممارسة العبادات الإسلامية في بلدان "ذات ثقافة علمانية".

وقد تضمنت الندوة مائدة مستديرة حول موضوع "تدبير الإسلام بالحاضرة" جمعت عمدة ستراسبورغ وأوفينباخ ومكنت من عرض تجارب حية لتدبير الشأن الإسلامي بأوروبا والتوقعات المستقبلية، التي تصل إلى حد المطالبة باعتراف المجتمع بمطالب وحقوق الجالية المسلمة بأوروبا.

وعبر أكثر من ثلاثين تدخلا، قسمت على أربع جلسات، تطرق المتدخلون للموضوع الرئيسي للندوة مع مناقشة بعض المواضيع التي تخص التجارب الميدانية المعاشة بالعديد من الدول الأوروبية التي تضم جاليات مسلمة، مغربية على الخصوص.

وصبت جميع التدخلات في إطار تثمين المنفعة الرئيسية لهذه الندوة، التي تنظم لأول مرة في بلد متوسطي، والتي ألت لتتطرق إلى وضعية الجاليات المسلمة بأوروبا في علاقتها مع الهيئات الحكومية المكلفة بتدبير الشؤون الاجتماعية والمؤسسات المكلفة بتدبير شؤون المسلمين بأوروبا.

كما أن الندوة لم تغفل الحديث عن الوطن الأصل لهؤلاء المهاجرين، لتندرج الندوة ضمن الجدل الاستراتيجي الذي يهدف إلى تقوية فضاء أورو متوسطي مبني على الإنصاف والاحترام والاعتراف المتبادل والتضامن والحوار الثقافي.

وتكمن خصوصية هذه الندوة في التطرق للإسلام من زاوية قانونية، مما مكن من الاطلاع على واقع المجتمعات المسلمة في الدول الأوروبية ودور الجمعيات الإسلامية في القوانين، وكذا وضعية المجتمعات الإسلامية في البلدان الأوروبية. ثم انتقل المجتمعون إلى الحديث عن الديناميكية الاجتماعية الداخلية للبلدان الأوروبية وتأثير الأحداث السياسية الأخيرة على الحكومات الأوروبية ونظرتها للإسلام"، ومكنت هذه الجلسة من تبادل التجارب وانفتاح الحوار على التطلعات المستقبلية.

وركزت الندوة على تنظيم المجتمع الإسلامي أكثر من تركيزها على وضعيته القانونية خصوصا فيما يتعلق باختلاف الممارسات العلمانية بين الدول الأوروبية.

أما فيما يخص الإطار القانوني للإسلام في أوروبا، لخصت الندوة التحديات المستقبلية المتعلقة بهذا الموضوع، والتي تتمثل في مشكل التمثيلية مع كل ما يشكله على مستويات التدبير الداخلي للمجتمع وعلاقة أعضائها بالدولة والمجتمع، ودور البلدان الأصلية –على الرغم من عدم توضيحه بشكل جيد– وماذا تنتظر منها الدول الأوروبية. ليبقى المشكل الثالث هو التربية والتعليم الذي استأثر بحيز كبير من النقاش، حيث أكد المشاركون في الندوة أن تعليم المجتمع المسلم في علاقته مع الديانات الأخرى والعلمانية وتدريب مؤطرين إسلاميين (أئمة ومسؤولين ثقافيين...) تدبير ضروري لمستقبل الإسلام في أوروبا.

في ندوة دولية حول «الوضع القانوني للإسلام في أوروبا» بفاس

الدعوة إلى جعل الإسلام دينا للتعايش والاندماج في المجتمعات الأوروبية العلمانية

مدينة فاس

قال عبد الله بوصوف الأمين العام لمجلس الجالية المغربية بالخارج في الكلمة الافتتاحية للندوة، إن الإسلام صار مكونا من المكونات الأساسية للحياة الاجتماعية بأوروبا، ومن ثمة على المسلمين «مسؤولية التأقلم مع هذه الحياة والإجابة عن جملة من الأسئلة الملحة، والمتعلقة بحقوق الإنسان وقضية المساواة بين الرجل والمرأة والحرية الدينية للأفراد ومراعاة قوانين أغلب الدول الأوروبية التي قررت تاريخيا فصل الدين عن الدولة».

وتساءل بوصوف خلال افتتاح الندوة حول ما إن كان المسلمون «مؤهلين حاليا للإجابة عن مثل هذه الأسئلة والتي سبق أن واجهها من قبل اليهود داخل المجتمعات الأوروبية ، من قبيل موقفهم من تعدد الزوجات وقضية الولاء للوطن وحق اليهوديات في الزواج من غير اليهود»... معتبرا أنه رغم اعتراف العديد من الدول الأوروبية بالدين الإسلامي، فإن ذلك لا يعني أن هناك ضمانات لممارسة كل الحقوق الإسلامية في هذه البلدان، بسبب «غياب أطر دينية مؤهلة لتدبير الحقل الديني بالمهجر ووجود انقسامات بين من يدعون تمثيل المسلمين، وبروز مظاهر من التشدد والتطرف والتي تحول دون قيام الاندماج والتسامح وسيادة الحوار».

> رغم اعتراف العديد من الدول الأوروبية بالدين الإسلامي، فإن ذلك لا يعني أن هناك ضمانات لممارسة كل الحقوق الإسلامية في هذه البلدان، بسبب «غياب أطر دينية مؤهلة لتدبير الحقل الديني بالمهجر ووجود انقسامات بين من يدعون تمثيل المسلمين

من جهته، أكد «ماسيمو فاري» رجل قانون ورئيس قسم في مجلس الحسابات الإيطالي، أن الاتحاد الأوروبي يجعل حرية الأفراد، بما فيها حرية المعتقد، من بين اهتماماته الأساسية. مشيرا إلى أن المسلمين كأقليات تعيش في أوروبا ضمن هذه المنظومة التي تضمن للأفراد حق التدين في إطار الحريات العامة، غير أنه «ينبغي تنظيم هذه الأقليات لتسهيل اندماجها في مجتمعات علمانية وضمان كافة حقوق معتقدها».

أما «فرانسيس مسنير»، مدير البحث في المركز الوطني للبحث العلمي بستراسبورغ بفرنسا، فأكد أن التحدي الكبير المطروح على الإسلام اليوم في أوروبا هو «قدرته على التأقلم مع طبيعة الشعوب العلمانية وممارسة المعتقد في إطار احترام حريات الأفراد والقوانين الجاري بها العمل في دول المهجر، انطلاقا من مبدأ «لا إكراه في الدين».

وفي نفس السياق، تحدث «ستيفان بابي» رجل قانون وباحث في المركز الوطني للبحث العلمي، عن كون 14 مليون مسلم التي توجد حاليا في الاتحاد الأوروبي «يلزم التعامل من خلالها مع الدين الإسلامي بالكثير من الاعتبار»، مما يتطلب في نظره «إعادة النظر في الكثير من القوانين التي صادقت عليها أغلب الدول الأوروبية في شأن تنظيم حرية المعتقد والتمييز على أساس الاختلاف الديني». مشيرا في هذا الإطار إلى ظاهرة الحجاب التي أثير حولها الكثير من الجدل.

وبالنسبة لـ «خوسي ماريا ماثاريو»، المدير العام للعلاقات مع الأديان بوزارة العدل الإسبانية، فإن القانون المنظم لحريات الممارسة الدينية «أكثر مرونة منذ عقود كثيرة مقارنة مع دول أوروبية أخرى، بالنظر لعدد الجمعيات الإسلامية الموجودة بإسبانيا والتي تعد بالعشرات، فضلا عن وجود حوالي مليون مسلم فوق ترابها ووجود جامعة إسلامية بهذا البلد».

وقال «ماتيسا راهي» باحث متخصص في الإسلام بنومبرغ في ألمانيا، إن «العلمانية التي تسود معظم الدول الأوروبية تعني الحياد وحرية الضمير، ومن ثمة لا يمكن أن يمارس الضغط على حرية الفرد في مجال المعتقد، بالرغم من أن هذه الممارسة تتم في معظم المجتمعات الأوروبية بدون قيود، لكن في مقابل ذلك، يقتضي الأمر احترام حرية المعتقد للآخرين واحترام النظام العام».

ويسعى مجلس الجالية المغربية بالخارج، بوصفه هيئة استشارية هدفها تقديم الآراء إلى صاحب الجلالة بشأن المسائل المرتبطة بالهجرة، من وراء هذه الندوة إلى إحداث الآليات اللازمة لضمان إدماج فعال للمغاربة القاطنين بالخارج في الحياة السياسية والاجتماعية والاقتصادية والثقافية لوطنهم الأصلي، ومحاولة من مجلس الجالية المغربية بالخارج جعل المعضلة الدينية من إحدى أولوياته، ولاسيما عبر خلق مجموعة العمل «الديانات والتربية الدينية» ، كما يسعى المجلس من خلال هذه الندوة، إلى إحداث فضاء للحوار وتبادل التجارب، مما سيمكن من تحديد أولي للوضع القانوني للدين الإسلامي في البلدان الأوربية المتميزة «بعلمانية ثقافية» وإلقاء نظرة مختلفة عن تجاربهم وتحليل الإنجازات والتحديات والقيود في هذا الصدد، انطلاقا من اعتبار الإسلام، محورا مثيرا للاهتمام بالنسبة للرأي العام في أوربا، وعنصرا مكونا للهوية الأوربية، فالإسلام يحظى باهتمام أوربا، و أوربا بدورها تشكل موضوع اهتمام بالنسبة للإسلام.

وشارك في الندوة باحثون ورجال قانون مغاربة وأجانب مختصون في هذا المجال، إضافة إلى العديد من الممثلين السياسيين والفاعلين الثقافيين والاجتماعيين الذين تطرقوا لمختلف الأبعاد التشريعية والاجتماعية المقترنة بممارسة الإسلام في أوربا.

م . الزوهري_ م . المتقي

بوصوف: الحكومة لا تفرض وصاية سياسية على المهاجرين

أمين عام مجلس الجالية المغربية أكد أهمية تحصين مغاربة المهجر من تأثيرات التيارات الهدامة

يعرض عبد الله بوصوف، أمين عام مجلس الجالية المغربية بالخارج، في الحوار التالي، التحديات التي تواجه مغاربة المهجر، والمساهمات التي يمكن أن يقدمها المجلس من أجل مساعدتهم على العيش في وئام مع مجتمعات الإقامة، مع التشبث بهويتهم وخصوصياتهم الثقافية.

ويستعرض بوصوف المبادرات التي قام بها مجلس الجالية منذ تأسيسه قبل أزيد من سنة، مشيرا، في هذا الصدد إلى أن المجلس باعتباره مؤسسة استشرافية في قضايا الهجرة باستطاعته أن يساعد الدولة في التعامل، بنجاعة، مع ظاهرة الهجرة.

● ينظم مجلس الجالية المغربية بالخارج منتصف شهر مارس ندوة دولية في موضوع "الإطار القانوني للإسلام في أوربا"، كيف تبلورت فكرة تنظيم هذه الندوة؟ وما هي الغاية منها؟

● فعلا، قررنا في المجلس الأعلى للجالية المغربية المقيمة بالخارج، تنظيم ندوة دولية يومي 14 و15 مارس المقبل، بمدينة فاس، حول موضوع "الإطار القانوني للإسلام في أوربا". وقد استدعينا كبار المتخصصين في القانون وفي الأديان، كما استدعينا سياسيين ومسؤولين دينيين، وفاعلين في الميدان.

والهدف من هذه الندوة، هو تبصير الفاعل المغربي بالإطار القانوني للفعل الديني بأوربا، وتشخيص الوضعية القانونية الحالية للديانة الإسلامية، والتعريف بالتجارب المعيشة في بلدان المهجر. ومن ثمة، فإننا نعتبر أن هذا الموضوع يكتسي أهمية خاصة، لأنه سيمكن من بلورة تصور حول واقع الإسلام في أوربا، وكذا تشخيص التحديات والإكراهات التي تواجه الجالية المغربية بالمهجر، بصفتها حاملة لثقافة لها خصوصيات تختلف عن خصوصيات ثقافة بلدان الإقامة، وهو ما سيُخول للمغرب أن يأخذ بعين الاعتبار هذا المعطى حتى يباشر التأطير الديني بشكل نموذجي.

● من خلال عنوان الندوة يبدو أن مثل هذه الندوات ذات الطابع الديني تدخل ضمن اهتمامات مجلس الجالية المغربية المقيمة بالخارج. في رأيك، ما موقع الإشكالية الدينية ضمن اهتمامات المجلس؟

● باعتبارنا مؤسسة استشارية، نقوم بعملنا من أجل إثارة النقاش حول قضايا أساسية تواجه الجالية المغربية في مجال الممارسة الدينية. وستُشكل الندوة فرصة للتطرق إلى النموذج المغربي في التدين، والكشف عن مميزاته، ومدى قابليته للتطبيق.

ونعتقد أن الجالية العربية والمسلمة، ومنها الجالية المغربية، تعيش واقعا آخر مغايرا للواقع الذي يعيشه المغاربة في بلدهم، حيث تواجه أسئلة تتعلق بالحركات السياسية والدينية والإغراءات التي تمارسها على أبناء الجالية، ومدى صمودها وحفاظها على هويتها الدينية... فهذه القضايا مطروحة بحدة، ولا بد من أخذ ذلك بعين الاعتبار. كما أن ثمة قضايا مرتبطة بالموقف من الآخرين، باعتبار أن الجالية المغربية تعيش في مجتمع متعدد الأديان، وبالتالي، فإننا نريد أن نصوغ إطارا يأخذ، بعين الاعتبار، كل هذه المعطيات، لأن هناك من يشكك في مدى قدرة الإسلام على التأقلم مع هذه المعطيات، وعلينا أن نثبت العكس.

● هل كانت هناك عمليا مبادرات في هذا الاتجاه، أي في مجال توعية الجالية بهذه الأمور؟

● هناك جهود تُبذل، من قبيل البعثات العلمية، فقد سبق، على سبيل المثال، أن تم إرسال 30 إماما قارا إلى فرنسا في إطار دعم التأطير الديني والتربوي للجالية المقيمة بفرنسا. ونسعى في مجلس الجالية إلى تبني مقاربة شاملة، حيث نرى ضرورة أن تكون الأطر المشرفة على التكوين الديني على علم بما يعيشه المهاجرون في مجتمعات الإقامة، وأن تكون هذه الأطر مُلمّة بالواقع التاريخي، وأن تكون على معرفة دقيقة بالأديان الأخرى. فالهدف هو تمكين المهاجرين من التعرف على دينهم بعيدا عن تأثيرات التيارات الهدامة، والتأويلات المتشددة للدين، وأن تكون هذه الأطر ملمة بالحركات والتيارات الدينية الموجودة هناك، وقادرة على التمييز بين الطوائف الدينية.

ومن الأهم أيضا، أن نقدم الكتاب الديني المناسب، ونُعرِّف الجالية بالمذهب المالكي المعتمد في المغرب، حتى يتسنى لها أن تعيش في وئام مع مجتمع الإقامة، دون أن تتخلى عن خصوصياتها وثقافتها. فمن الأهمية بمكان التعريف بهذا المذهب، كيف ينظر إلى الآخر وإلى المرأة... وما تصور المذهب المالكي بخصوص مجال التعايش والحوار، خاصة أن هذا المذهب لم ينتج التطرف، فابن رشد، على سبيل المثال، كان مالكيا معروفا في أوربا، ومن المهم أن تستثمر هذه الشخصية الفذة استثمارا نوعيا، إلى جانب تقديم وجوه أخرى بارزة كابن خلدون في التاريخ وعلم الاجتماع، وابن عربي في مجال التصوف. وانطلاقا من هذه الوجوه التي حفل بها التاريخ الإسلامي الإنساني، يمكن أن نُحصّن أبناء الجالية المغربية من التيارات الهدامة.

وقد بدأنا في الاشتغال على هذه القضايا، وعلى سبيل المثال، جرى تنظيم أول نشاط يتعلق بالإسلام والمواطنة بهولندا استقطب أزيد من 100 إمام ناقشوا مسألة المواطنة، وحرية الإنسان في المعتقد، وحرية المرأة، وموقف الإنسان من الآخرين.

وفي بلجيكا، نُظم نشاط حضره تجمع كبير من المهتمين خُصّص للحديث عن ضرورة الحوار، وموقع المسجد في المدينة، من الناحية المعمارية، وفي الحفاظ على الأمن. والهدف هو جعل الإنسان المغربي عنصر أمن واستقرار وازدهار لجميع المجتمعات، خاصة في المجتمعات الأوربية.

● ما هي الأهمية التي تكتسيها ندوة "الإطار القانوني للإسلام في أوربا"؟

● أهمية الندوة تتجسد في أنها تطرح النقاش حول قضية الإسلام، وعن حقوق وواجبات المسلمين في الغرب من أجل ممارسة شعائرهم، لأن كثيرا من المسلمين والمغاربة لا يعرفون حقوقهم، في الغرب. والمهم هو كيف نستطيع أن نوفر هذه المعرفة لأفراد الجالية في بلدان أوربا، ونضعها في يد الفاعل المغربي، ورهن إشارات الفاعلين الجمعويين في أوربا؟ ونعتقد أن مطالب الجالية يجب أن تكون في إطار قانوني، ومن هذا المنطلق استدعينا العديد من الخبراء في القانون، وفاعلين حكوميين، ورؤساء بلدية، وممثلين عن الجالية المسلمة. كما نريد أن نستوعب القضية في جانبها النظري وعلى مستوى الممارسة، لأن هناك دائما هوة بين النظري والتطبيقي. كما نسعى من وراء هذا، أيضا، إلى عقد شراكات مع مراكز البحث، من أجل ضمان الاستمرار في النقاش معهم في البلدان الأوربية.

● ما هي الإشكالات الدينية الحقيقية التي تواجه المسلمين في أوروبا؟

● المسلمون في أوربا يواجهون عدة قضايا وإشكالات يطرحون بخصوصها مجموعة من الأسئلة، من قبيل التعددية الدينية، وتغيير الدين... وهي مسألة مطروحة، كما هو الشأن بالنسبة إلى قضية الخلق، والزواج المختلط... فلابد من تقديم أجوبة حول الأسئلة التي تطرحها الجالية في الغرب. وبما أن المذهب المالكي يتحدث عن المصالح المرسلة، فإن ذلك سيساعدنا على تسهيل فهم الإسلام حتى نتمكن من إدماجه في محيطه. وتحضرني، هنا، نماذج من المفكرين والعلماء المسلمين الذين تواصلوا مع الغرب وتعايشوا معه دون مشاكل، أو عقبات، ومنهم -على سبيل المثال- الشريف الإدريسي الذي بعث أول خريطة للعالم إلى بلاط غير مسلم، وهو ما يعكس إنسانية الإسلام، ومساهمته في الحضارة الإنسانية. لا بد من استحضار مميزات الوجود الإسلامي في الأندلس، فالمسلم كان عنصر بناء، وازدهار، وتنمية، ولم يكن عنصر تخريب، وهذا ما نريد أن نتحدث به إلى الشباب المغربي في الغرب. وحينما نستحضر ما شيده المسلمون في الأندلس، لا يخامرنا أي شك في ذلك، لقد بنوا حضارة، واعتنوا بالجانب الجمالي من خلال الاهتمام بالجانب المعماري وبالبساتين، والمصابيح المعلقة في الشوارع، إلى جانب المناظرات بين المسلمين وغير المسلمين، وهذه عوامل يمكن أن تُسعف الجالية المسلمة والعربية في الغرب في استيعاب طريقة عيش وتفكير المسلمين والعرب في فترة زمنية محددة، ومساعدتها على التأقلم والتكيف مع المجتمع الذي تعيشه، أي أن ما نسعى إليه هو تفعيل واستنطاق التاريخ من أجل إسعاف الإنسان المغربي على فهم واقعه في الغرب.

عبد الله بوصوف (عبدالمجيد بزيوات)

في سطور

- مؤرخ، وحاصل سنة1991 على شهادة الدكتوراه في موضوع "العلاقات بين بلدان حوض البحر الأبيض المتوسط في القرن 13"
- يشغل منصب مدير المركز الأورو- إسلامي للثقافة والحوار، الذي يوجد مقره بمدينة "شارل لوروا" ببلجيكا.
- يشغل منصب نائب رئيس المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية

● مر أزيد من سنة على تأسيس مجلس الجالية المغربية بالخارج، ما هي المبادرات التي قام بها المجلس، في إطار الاختصاصات المخولة له؟

● تأسس مجلس الجالية في 21 دجنبر 2007، لولاية أولى مدتها أربع سنوات. وقام بعدة مبادرات باعتباره مؤسسة استشارية مكلفة بتقديم الآراء الاستشارية لجلالة الملك في ما يتعلق بالسياسات العمومية في مجال الهجرة.

والمجلس مكلف بالاضطلاع بوظائف الإحاطة بإشكاليات الهجرة، واستشرافها، والمساهمة في تنمية العلاقات بين المغرب وحكومات ومجتمعات بلدان إقامة المهاجرين المغاربة. إنها مؤسسة استشرافية في قضايا الهجرة باستطاعتها أن تساعد الدولة في التعامل، بنجاعة، مع ظاهرة الهجرة. إضافة إلى ذلك، يقوم المجلس بمهام تعريف أفراد الجالية ببلدهم المغرب، على جميع المستويات، السياسية والاقتصادية، والثقافية. ويسعى المجلس، كذلك، إلى تغطية هذه المساحة في إطار احترام اختصاصات كل الجهات والأطراف المعنية والمهتمة بمسألة الهجرة، من مؤسسات وقطاعات وزارية. بعد استكمال الهيكلة، واللوجيستيك، والميزانية، وفريق العمل، عملنا على صياغة مشروع أخذ بعين الاعتبار عدة معطيات متناسبة مع صلاحيات الظهير المؤسس للمجلس.

ما أريد التأكيد عليه، هو أن المجلس ليس مؤسسة جديدة، وإنما له صلاحيات استشارية. وقد شكلنا، منذ البداية، ست مجموعات عمل، إضافة إلى لجنة خاصة مهتمة بتاريخ الهجرة.

هناك لجنة المواطنة والمشاركة السياسية، ولجنة الثقافات والتربية والهويات، والتي تهتم بالتعريف بالثقافة المغربية والهوية المغربية وتدرس العربية باعتبارها معطى أساسيا.

هناك لجنة الدين والتربية الدينية، وهي لجنة تتكلف بموضوع حساس يُشكل أحد المطالب الأساسية للجالية المغربية، وأقصد المحافظة على الهوية الدينية. ونشتغل على هذا الموضوع بتنسيق وتكامل مع مؤسسة الحسن الثاني، ووزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية. هناك، أيضا، لجنة الكفاءات العلمية والتقنية والاقتصادية من أجل التنمية التضامنية، ولجنة مقاربة النوع الاجتماعي والأجيال الصاعدة.

● الحديث عن الجالية المغربية بالخارج، يدفعنا إلى التساؤل حول مسألة التأطير الديني، فإذا كان الجيل الأول لم يصادف أي مشكل على هذا المستوى، باعتبار أنه كان من جيل المغاربة الذين ازدادوا ونشؤوا بالمغرب، فإن الأمر يختلف بالنسبة إلى الجيل الثالث والرابع، الذي قد يعتبر عملية التأطير، نوعا من الوصاية التي يمارسها المغرب عليه؟

● الحكومة لا تفرض أية وصاية سياسية على الأجيال الصاعدة من المهاجرين المغاربة في أوربا. نسعى فقط، إلى احترام الإطار القانوني للإسلام في الغرب ولا نفرض أية وصاية. هدفنا هو تمكين المهاجرين من العيش في وئام مع ثقافة البلدان التي يُقيمون فيها. والمهاجرون المغاربة يمكن أن يرتبطوا روحيا مع المغرب، وهذا لا يطرح أي إشكال، والمواطن المغربي يمكن أن يكون مرتبطا بإمارة المؤمنين، حتى وهو يعيش في الغرب، دون أن يعني ذلك تدخلا في الشؤون الداخلية لبلدان الإقامة، أو نوعا من الوصاية الممارسة على أبناء الجالية...

● استدعاء أئمة مغاربة من هولندا للمشاركة في لقاء بمراكش، أحدث ضجة في هولندا...

● النقاش الذي أحدثه استدعاء الأئمة المغاربة كان ناتجا عن سوء الفهم، ومن الضروري أن نقوم بمعالجته. وهنا أستحضر الجالية التركية المهمة في هولندا، والمنظمة في إطار دبلوماسي، فالأئمة يتقاضون أجورهم من السفارة التركية بهولندا، ولا يطرح ذلك أي مشكل، ولم تقل الحكومة الهولندية إن ذلك يُعتبر تدخلا في شؤون الجالية وفي شؤون البلد.

أجرى الحوار: جمال بورفيسي (مكتب الرباط)

الكاتب العام لمجلس الجالية حذر من جهود اليمين المتطرف في التخويف من الجالية واستصدار قوانين زجرية ضدها

عبد الله بوصوف: الجالية لا تحظى بحقوقها القانونية كاملة في أوربا

حاوره عبد الحق بلشكر

□ عقدتم ندوة دولية في فاس حول «الإطار القانوني للإسلام في أوربا». هل يمكن أن نشرح لنا طبيعة الإشكاليات المطروحة على مستوى تعامل الجالية مع الإطار القانوني للدول الأوربية؟

● الإشكاليات المطروحة تظهر من خلال الاحتكاك المباشر مع الجالية، حيث يظهر لأول وهلة أنه في إطار الدساتير الأوربية هناك مجموعة من الحقوق مكفولة دستوريا للجالية، ولكن هذه الحقوق لا تجد طريقها إلى التطبيق، ولا يستفيد منها المسلمون، وبالتالي فإن هناك مفارقة بين ما هو نظري موجود في النصوص وبين التطبيق في أرض الواقع. ولهذا السبب عقدنا ندوة دولية حول «الإطار القانوني للإسلام في أوربا»، واستدعينا عددا من خبراء القانون من دول أوربية مختلفة، منهم من يشتغلون في مؤسسات رسمية تعنى بالمهاجرين، من أجل فهم طبيعة الخلل الحاصل. وقد تبين لنا أن الجالية الإسلامية لا تبذل جهدا كبيرا لمعرفة حقوقها، وفي بعض الأحيان نطالب بالحقوق من خارج الإطار القانوني، لأنه ليس لها إدراك تام لكل الحيثيات القانونية. ثانيا، يجب أن نعترف بأنه ليست هناك رغبة سياسية أكيدة لدى بعض الفاعلين الحكوميين في أوربا في أن تحظى الجالية بحقوقها، وثالثا هناك عناصر من اليمين المتطرف في أوربا تسعى إلى التخويف من الإسلام في الغرب، ولذلك يتم خلق رأي عام مناهض للمسلمين، إذ يظهر ذلك مثلا عند محاولة بناء مسجد أو مدرسة لتعليم اللغة العربية، حيث تقع مظاهرات لرفض مثل هذه المبادرات. إذن هذه فقط نماذج للعراقيل التي تواجهها الجالية المسلمة في أوربا، ونحن نطمح، من خلال الندوة الدولية التي عقدها مجلس الجالية المغربية في الخارج بمدينة فاس، إلى توضيح هذه الإشكاليات ومحاولة فهمها. وسوف نستمر في النقاش حول هذا الموضوع مع مختلف الشركاء، وربما سيتيح لنا اللقاء بالفاعلين الأوربيين خلق شراكات مع عدد من الجهات الأوربية للتعاون من أجل حل مشاكل الجالية.

□ لكن هناك مبادرات تشريعية تخيف الجالية في أوربا، مثلا سمعنا في إحدى المحاضرات أن هناك مشروع قانون يتم تداوله في فرنسا بمنع الذبح على الطريقة الإسلامية، ومشروعا آخر حول منع المحجبات من اصطحاب الأطفال إلى المدارس؟ كيف تتعاملون مع مثل هذه المبادرات؟

عبد الله بوصوف

● طبعا كما قلت هناك يمين متطرف في أوربا يسعى إلى الضغط على المسلمين في أوربا، من خلال محاولة استصدار قوانين من هذا النوع، ولكن أعتقد أن الجالية لها من الذكاء ما يجعلها تتفادى مثل هذه القوانين «الزجرية»، خاصة إذا تعاملت بمنطق القانون، وما يكفله الدستور من حقوق، وأن تتفاعل بإيجابية مع محيطها الذي تعيش فيه من أجل أن تبني جسور الثقة والاحترام عن طريق الانخراط في المجتمع.

ولابد من الإشارة إلى أن القوانين التي تصدرها البلدان الأوربية تكون في بعض الأحيان عبارة عن رد فعل على الجالية التي تتهم بأنها مستعصية وغير قابلة للاندماج، وأنها تخلق المشاكل، ولا ننسى أن الأحداث الدولية التي وقعت من 2001 في أمريكا كان لها انعكاس سيئ على المسلمين في الغرب، وجميع الأحداث التي تقع في الدول الإسلامية حاليا مثل أفغانستان، العراق، السودان وجنوب لبنان تكون لها انعكاسات سلبية على الجالية، وعلى الرأي العام. ونحن نسعى إلى تجاوز مثل هذه الصور، ونعمل على أن يكون الإسلام، كغيره من الأديان، يحظى بنفس التقدير والاحترام في الغرب.

□ من المعيقات التي تؤثر على الجالية هناك إشكالية التمثيلية، إذ إن الجهات الرسمية الأوربية تعتبر أنه لا يوجد مخاطب وحيد للمسلمين، بل هناك صراع بين جهات إسلامية مختلفة؟

● هذا صحيح، هناك انقسام، لأن دول الإقامة لم تأخذ بعين الاعتبار الانتماء الديني للجاليات، كما أن الدول المصدرة للهجرة لم تأخذ بعين الاعتبار هذا المعطى من أجل مواكبة الجالية وتوفير شروط ممارسة الشعائر الدينية لها. فالجالية بدأت في التنظيم بوسائلها الخاصة، والمغرب بذل جهودا مهمة في هذا الإطار. وفي السنة الماضية حققنا انتصارا في انتخابات «المجلس الفرنسي للديانة الإسلامية»، لأن هناك تنظيما قائما مدعما من طرف المغرب، يسمى «تجمع مسلمي فرنسا» الذي تنضوي تحته أكثر من 500 جمعية مغربية، و الشيء نفسه ستعرفه بلجيكا وإيطاليا، وقد عرفته هولندا. و أكيد أن المجلس العلمي للجالية الذي أحدث مؤخرا سيساهم في لم شمل الجالية المغربية، والدفع بها لتكون أكثر تنظيما، وذلك بالتنسيق مع الجاليات المسلمة الأخرى.

أخبار اليوم
العدد: 13 الاثنين 2009/03/16

التجديد
17 مارس 2009

3 أسئلة

محمد الموساوي (*)

الحديث عن تدخل الدول الإسلامية في شؤون الجالية مبالغة كبيرة

■ كيف تقيمون أشغال الندوة الدولية حول الوضع القانوني للإسلام بأوروبا، المنعقدة بفاس؟

1 ■■ من خلال المحاضرات التي ألقيت في الندوة، وقع جرد لحالة ووضعية الإسلام في الدول الأوربية، ولعله من الأشياء التي وقع الإجماع عليها، هي أن الديانة الإسلامية بأوروبا تخضع لمنظومة ذات مستويين، الأول متعلق بالحريات العامة، وفي هذا المستوى جميع دول أوروبا تنظر إلى الإسلام كسائر الديانات الأخرى، على أن له الحق في أن يكون له وجود ولأتباعه الحق في إقامة شعائرهم بكل حرية، الأمر الثاني هو مستوى تنظيم الديانات بصفة عامة، فالمنظومات القانونية هي التي تؤطر العلاقة بين الحكومات والمنظمات الإسلامية الساهرة على تدبير الشؤون الدينية للجالية المسلمة بأوروبا، وهنا نجد أن هناك اختلافات كبيرة من دولة إلى أخرى بسبب الظروف التاريخية للوجود الإنساني بهذه الدول.

■ فرنسا وضعت في مأزق باعتبار التضييق على الحريات الدينية للمسلمين بها، في المقابل هناك دعوات من الأوربيين للمسلمين من أجل التنازل أكثر، إن هم أرادوا التعايش مع الغرب، كيف ترى الأمر؟

2 ■■ في الحقيقة فرنسا خطت خطوات مهمة في الاعتراف بالوجود الإسلامي ككيان له خصوصياته وله موقع في المشهد الديني الفرنسي، من جهة أخرى هناك قانون مارس ٢٠٠٤، والحديث عن هذا القانون بالضبط يطرح على العلمانية الفرنسية العديد من التساؤلات، في ما إن كان مثل هاته القوانين ينسجم مع مبادئ الدولة الفرنسية، وإن كان على المستوى الأوروبي كان الدعم لفرنسا في جل الشكاوى التي رفعت ضد الحكومة الفرنسية، مع العلم أن ما أقدمت عليه فرنسا في موضوع الحجاب أيدته بعض الدول الأوروبية من خلال قرارين للمحكمة الأوروبية، لكن من جهة أخرى يبقى هناك دفاع عن حقوق المسلمين في عدة مجالات، فالقول بأن فرنسا في مأزق قد يكون فيه نوع من المبالغة، فمن جانب هناك العديد من الأهداف قد تحققت، وفي نفس الوقت لا يزال القانون الذي صدر في مارس يضع تساؤلات عديدة أمام الجمعيات الحقوقية. أما الحديث عن تنازلات ودعوات إليها من الجانب الأوروبي، فيمكنني أن أقول بأن الوجود الإسلامي يفرض تحديات على الدول الأوروبية لكي تظهر مدى إمكانية استيعاب منظوماتها القانونية لهذا الوافد الجديد، وفي نفس الوقت هناك تحديات على المسلمين، تتمثل في مدى قدرتهم على الاندماج في مجتمعات هم فيها أقلية، وبها منظومات ثقافية مختلفة، فلابد للمسلمين أن يبذلوا جهدا في إيجاد الصيغ المناسبة دون المس بالثوابت الإسلامية.

■ هناك من دعا الدول الأصلية للجالية المقيمة بالخارج إلى الكف عن التدخل في شؤونهم، هل هناك فعلا تأثير سلبي في هذا الاتجاه؟

3 ■■ في الحقيقة الحديث عن تدخل الدول الإسلامية في شؤون الجالية المسلمة بأوروبا فيه مبالغة كبيرة، صحيح أن الجالية المسلمة تستفيد من علاقاتها مع جذورها وأصولها، وهذا ليس خاصا بالمسلمين فقط، فالكاثوليك لا زالت لهم علاقة مستمرة مع دولة الفاتيكان، بل تصير أكثر قوة مع مرور الزمن، فالمسلمون بصفتهم ينقصهم التأطير الديني المستمر وكذا الإمكانات المادية، فهم محتاجون إلى مساعدات وتعاون خارجي، في المقابل نجد بعض الدول تطلب رسميا التأطير الديني للجالية المسلمة.

(*) رئيس مجلس الديانة الإسلامية بفرنسا

الجريدة

9 مارس 2009

تقرير إخباري

مطالب المجلس الأعلى للجالية المغربية لإصلاح المجلس الإسلامي بإسبانيا تثير جدلا بين المجموعات المسلمة

□ مدريد-محمد المودن

أثارت مطالب المجلس الأعلى للجالية المغربية بإصلاح التمثيليات المسلمة في أوروبا، وخاصة في إسبانيا، جدلا بين المجموعات المسلمة داخل هذا البلد.

وكانت تلك المطالب قد ترددت في اللقاء الدولي، الذي انعقد نهاية الأسبوع المنصرم بمدينة فاس، وتناول الوضعية القانونية للإسلام بأوروبا، كما زكتها تصريحات عبد الله بوصوف، الكاتب العام للمجلس الأعلى للجالية المغربية بالخارج لصحيفة «الموندو» حيث دعا فيها إلى ضرورة «إلحاق إصلاحات بالمجلس الإسلامي بإسبانيا»، مشيرا إلى أن «المسلمين يحتاجون إلى هيئة أكثر ديمقراطية وأكثر تمثيلية، لأن زعماء المجلس الحالي لا يمثلون أحدا».

وأثارت هذه التصريحات جدلا واسعا في إسبانيا بين التمثيليات المختلفة في البلد الايبيري، وردود افعال متباينة تتفاوت ما بين النظر بايجابية إلى هذا المطلب وأخرى تنظر إليه بالنقد و بمزيد من الريبة والشكوك. وقد منح هذا الجدل حدة للانقسام الحاصل اصلا بين الهيئتين الكبيرتين في إسبانيا، التي يفترض أنهما تمثلا المسلمين بإسبانيا وهما هيئتا: «اتحاد المنظمات الإسلامية بإسبانيا» (أوسيد)، وبرأسها رياض تتاري وهو مواطن سوري يحمل الجنسية الإسبانية، و«الفدرالية الإسبانية للمنظمات الإسلامية» (فيري)، وبرأسها محمد علي من أصل مغربي.

وتختلف المجموعات المسلمة في أمور مختلفة، لكن تظل، كما تؤكد ذلك مصادر مختلفة، قضية التمويل التي تتلقاها هذه الهيئات من الحكومة الإسبانية هي عامل الاختلاف الأبرز، فهيئة «أوسيد» ينظر إليها على أنها تضم 80 في المائة من الجمعيات الإسلامية، «وهو المبرر التي تتبناه حكومة مدريد لتبرير صرف تمويلاتها لهذه الهيئة، بينما يرى المنتسبون إلى جمعية «فيري» على أن ذلك التمويل هو تمييز بين الهيئات المسلمة، ومحاولة كذلك «لإبعاد مسلمي المغرب». يذكر أن حوالي 644888 مسلما يقيم بإسبانيا.

وفي هذا السياق، تلقت هيئة «أوسيد» دعوة الإصلاح بكثير من الريبة والشك، واكد رياض تتاري رئيس هذه الهيئة، أن «المجموعة المسلمة بإسبانيا تختار دائما ممثليها»، وأوضح أن «المغرب ليس من يجب أن يقول كيف ينبغي أن تنتظم المجموعة المسلمة بإسبانيا وكيف يجب أن تختار زعماءها».

من جهة أخرى، رأت مصادر إعلامية إسبانية أن دعوة المجلس الأعلى للجالية المغربية هذه هي «محاولة من السلطات المغربية للسيطرة على الشأن الديني في إسبانيا». وأسر مصدر مقرب من هيئة «فيري»، وهي التي توصف في إسبانيا بانها مقربة من المغرب لـ«الجريدة الأولى»، أن تصريحات بوصوف لـ«الموندو» بضرورة إصلاح المجلس الإسلامي بإسبانيا «لم تكن مناسبة، وقد تسيء إلى الجالية المغربية ولأنها كذلك كان يجب أن تصدر عمن هم مقيمون بإسبانيا أولا».

من جهة أخرى، أكد خوصي منويل لوبيز، مدير مؤسسة التعددية والتعايش التابع لوزارة العدل، أن هناك رغبة في أن يحدث تغيير على هذه التمثيليات المسلمة بإسبانيا، وتخرج من أزمتها وبتحقق لها مخاطب واحد ممثل للمجموعات المسلمة تتداول مع السلطات الإسبانية قضايا المسلمين في البلاد، وأكد خوصي منويل في حديثه إلى «الموندو» أنه مع ذلك فحكومة مدريد لا تريد أن تتدخل في الشؤون الداخلية لهذه الهيئات المسلمة، بالإضافة إلى أن نظام الدولة علماني.

وبموجب هذا الجدل الدائر في إسبانيا بشأن «مطالب الإصلاح للتمثيليات الإسلامية بإسبانيا وجعلها أكثر ديمقراطية، على حد تعبير بوصوف «فإنه يبدو أن ثمة ملفا آخر يطرح نفسه على العلاقات المغربية الإسبانية، وهو ملف تتداخل فيه مصالح البلدين كما تختلف عندها في الوقت ذاته.

الصباحية
9 مارس 2009

دين/سياسة رئيس «اتحاد الجاليات المسلمة في إسبانيا» غاضب من تصريحات بوصوف

المغرب يتنافس حول «سلطة» الإسلام بإسبانيا

أفاد رئيس «اتحاد الجاليات المسلمة في إسبانيا»، (واحدة من الفيدراليتين المكونتين للجنة المسلمة)، رياء التاراتاري، بأن الحكومة المغربية «ليست الجهة التي عليها أن تقول كيف يجب تنظيم الجالية المسلمة في إسبانيا، وكيف يمكن انتخاب زعمائها». وجاءت تصريحات التاراتاري بعد أن كان المغرب عبر عن «عدم ارتياحه» لتطبيق الشريعة الإسلامية في إسبانيا، داعيا إلى ضرورة تنظيم انتخابات قصد اختيار زعماء اللجنة المسلمة، وهي الهيأة الممثلة للمسلمين في إسبانيا.

وأوضح التاراتاري أن الجالية المسلمة في إسبانيا «تختار دائما زعماءها»، مضيفا أنه في الأيام الأخيرة «خلقنا فيدراليات جهوية وأعدنا هيكلة اللجنة المسلمة». وتابع قوله: «هذا مسلسل دائم»، موضحا أنه «لا حاجة لأن تملي علينا أي جهة ما يجب أن نعمل». وقال التاراتاري إنه لا يفهم موقف المغرب، مضيفا أن اللجنة المسلمة في إسبانيا تعمل منذ أربع سنوات على إشراك جميع المسلمين المقيمين في البلد في طريقة تنظيمها، دون أخذ بعين الاعتبار الجنسية. وكان الكاتب العام لـ«المجلس الأعلى للجالية المغربية في الخارج»، عبد الله بوصوف، أفاد، في تصريحات ليومية «إيل موندو» الإسبانية، بأن الجالية المسلمة في فرنسا وبلجيكا نظمت انتخابات لاختيار زعمائها، في حين أنه في إسبانيا حاليا هناك «هيأتان لم تنتخبا، وهكذا لم تحترم الديمقراطية». وأضاف بوصوف أن المسلمين في إسبانيا في حاجة إلى «هيأة أكثر ديمقراطية، لأن الزعماء الحاليين لا يمثلون أحدا»، موضحا أن الحكومة الإسبانية لا يجب أن تخاف من تطبيق الديمقراطية. وتتكون اللجنة المسلمة في إسبانيا، وهي الهيأة الممثلة للمسلمين، والتي أنشئت سنة 1992، من فيدراليتين، وهما «اتحاد الجاليات المسلمة في إسبانيا»، برئاسة رياء التاراتاري، و«فيدرالية المؤسسات الدينية الإسلامية في إسبانيا»، برئاسة السبتي محمد علي. وقد أدى تدهور العلاقات بين الفيدراليتين، بسبب نظرتهما المختلفة إلى الإسلام، إلى حالة «ركود»، ترى الحكومة الإسبانية أنه من الصعب تجاوزها. وتعتبر اللجنة الإسلامية جهازا مهما، إذ يشكل المحاور الرئيسي مع حكومة مدريد، وهي المسؤولة عن تكوين أئمة المساجد، وتعيين مدرسي الدين، وتوزيع المنح المقدمة من قبل وزارة العدل الإسبانية. وترى كل من الحكومة الإسبانية وعدد كبير من أفراد الجالية المسلمة أن هناك حاجة إلى إجراء تغييرات في هذه الهيأة لإخراجها من حالة «الركود» الحالي، لكن الحكومة لا تريد التدخل في الشؤون الداخلية للجنة المسلمة. ويقول خوسي مانويل لوبيث، مدير «مؤسسة التعددية والتعايش»، التابعة لوزارة العدل الإسبانية، إن «قرار إعادة الهيكلة يعود للجالية المسلمة، وليس للدولة». ويعتبر أكثر من 644 ألف مغربي، الذين يعيشون في إسبانيا، أول جنسية مسلمة في البلد من حيث العدد، لذا ترى بعض الجهات أنه في حالة إجراء الانتخابات يمكن للمغاربة أخذ «سلطة» الإسلام في إسبانيا من اتحاد الجاليات المسلمة. ويقول النائب في البرلمان الكتلاني، محمد الشايب، وهو أحد الممثلين الخمسة لـ«المجلس الأعلى للجالية المغربية في الخارج»، إن المغرب لا يمكن أن يقبل أن يستمر تنظيم الإسلام في إسبانيا بهيكلة يزيد عمرها عن 20 سنة. وأضاف الشايب أن الأمر يعني الدولة المغربية، إذ لا يمكن استبعاد أكثر من مليون مسلم وصلوا إلى إسبانيا عن طريق الهجرة من الحوار مع الحكومة، مضيفا أنه «علينا إعداد الجاليات الإسلامية لإجراء الانتخابات في أقرب وقت ممكن... ولا ينبغي أن يكون هناك أمينان عاملان، لأن ذلك يمكن أن يتسبب في خلق انقسام عميق يعيق الوصول إلى اتفاقات تعاون، غير أن اتحاد الجاليات المسلمة لا تريد أن يحدث تغيير».

> «لا حاجة لأن تملي علينا أي جهة ما يجب أن نعمل»

خديجة وريد

الصباح
يومية مغربية شاملة

خبراء مغاربة وأوربيون يعتبرون الإسلام مكونا أساسيا في أوربا

اليزمي: اندماج الجالية المسلمة في أوربا مسلسل لا رجعة فيه

أكد جامعيون وخبراء قانون ورجال سياسة ودين مغاربة وأوربيون شاركوا يومي 14 و15 مارس الجاري في ندوة دولية حول «الوضع القانوني للإسلام في أوربا»، نظمت بمدينة فاس من قبل مجلس الجالية المغربية في الخارج، أن الإسلام مكون أساسي في الحياة الدينية بالقارة الأوربية، ويشهد تطورا من شأنه إغناء التعدد الاجتماعي في بلدان استقبال المهاجرين المسلمين.

واعترف المشاركون بوجود مشاكل تعيق ترجمة شعار حرية المعتقد الديني خاصة بالنسبة إلى المسلمين المقيمين في الدول العلمانية، رغم هامش «الحرية الضيق» المتاح لهم لإقامة شعائرهم الدينية، داعين إلى «توفير الإرادة السياسية اللازمة لإنشاء الإطار الرسمي للدين الإسلامي والاعتراف القانوني به، وإنشاء نظام للتعليم الديني وأماكن العبادة وضمان حرية التعبد دون تضييق».

واعترف المتدخلون في هذه الندوة، بالحضور الوازن للمسلمين ودورهم الفعال في المجتمعات الأوربية، رغم تباين واختلاف عددهم وحقوقهم المضمونة في كل دولة، مؤكدين لـزوم الحوار والتعايش المشترك بينهم وبين تلك الدول ومختلف الديانات، بما يكفل «الانخراط الإيجابي والفعال في المشهد الديمقراطي الأوربي المحتاج إلى إشراك كل مكوناته ومختلف الأقليات».

وقال فيليس دابسيتو، أستاذ بدرجة استحقاق في جامعة لوفان لانوف البلجيكية، إن تكوين الأجيال المسلمة المستقبلية «يمثل أكبر تحد قد يواجهه الإسلام في أوربا»، داعيا المسلمين في هذه القارة إلى «بناء أنفسهم وتغيير نظرتهم إلى الدولة الأوربية، وأن يساعدوا على ظهور «إسلام أوربي» عوض أن يحتوا حتو تركيا المصدرة لنموذجها إلى أوربا، وما أظن أن ذلك ممكن».

وتحدث ماتياس روهي رجل قانون بجامعة نورمبرغ الألمانية، عن تنسيق بين دول الاتحاد الأوربي لتنظيم المجموعات والأقليات المسلمة الغربية، لذلك «علينا أن نبرز هذا الدور في القوانين المنظمة للمجتمع» يقول الباحث المختص في الإسلام، مؤكدا أن كل مجموعة دينية لها الحق في ممارسة شعائرها في إطار الحرية واحترام الآخرين.

ويشهد الإسلام تطورا مهما في مختلف الدول الأوربية بما يضمن إغناء التعدد الاجتماعي فيها، ويجعل المسلم الجديد أكثر حضورا واندماجا في دول المهجر مقارنة مع الأجيال السابقة»، بالنظر إلى التجذر المستمر للإسلام في مجتمعات تتسم بالتعدد ومتشبثة بالعلمانية الثقافية الأوربية، رغم اختلاف العادات الوطنية لكل بلد على حدة من تلك المستقبلة للمهاجرين المسلمين من مختلف القارات. «ليس هناك إسلام واحد، كما أن أوربا ليست واحدة» يقول ماتياس روهي، رجل القانون متخصص في الإسلام بجامعة نورمبرغ، متحدثا عن تعدد الثقافات وتنوع واختلاف كيفية تعاملها مع الإسلام الذي أكد انه «يعيش تطورا في ألمانيا التي يعيش فيها 3.5 ملايين مسلم في الولايات الشمالية خاصة بفرانكفورت ويمثلون أتراك والمهاجرين المغاربة والعرب والأفارقة.

وأبرز أن المسلمين في المجتمع الألماني يطالبون بحقوقهم في المواطنة وممارسة دينهم بكل حرية، متحدثا عن شروعهم في تنظيم أنفسهم وتطور حديد وإيجابي للمجموعات الإسلامية بألمانيا الواعية بأهمية الأخذ بعين الاعتبار خصوصيات المسلمين المهاجرين المقيمين بها وترجمة ذلك على أرض الواقع ومستوى القوانين والتشريعات والحرص على تطبيقها واحترامها».

جانب من المشاركين في الندوة (خاص)

وأشار إلى وجود حوالي 260 مسجدا صغيرا بألمانيا، وسعيي إلى إقامة مساجد كبرى في المدن الكبيرة لتسهيل إقامة المسلمين للشعائر وانتظامهم في جمعيات، مؤكدا وجود مذابح الحلال ومدارس قرآنية بشكل يؤكد، «انفتاح ألمانيا على الحوار والمساواة بين كل الأديان وضمان حقوق الأقليات مع سعيها لوضع إطار تعليمي للمسلمين، ليكونوا مواطنين ألمان بغض النظار عن انتمائهم الديني». ويبدو أن التجربة البلجيكية في التعامل مع المسلمين، «فريدة من نوعها» حسب ما أكده فيليس دابسيتو في مداخلته، حول «مأسسة الإسلام في بلجيكا: من أجل تجربة نموذجية تأخذ بعين الاعتبار الرهانات المستقبلية»، إذ أكد أن بلجيكا التي تعرف نفسها بـ«دولة غير دينية» تمنح العقائد دورا عموميا وفق قانون 1978 الذي سمح بإقامة بنايات التعبد وبتمويل الأنشطة الدينية وأداء أجور مدرسي الكنائس».

واستعرض حبيب الرحمان بعض جوانب الشريعة الإسلامية في النظام التشريعي الإنجليزي، متحدثا عن إباحة الأذان وإقامة كل الشعائر الدينية والذبح في عيد الأضحى والسماح للنساء المسلمات بارتداء الحجاب واستفادتهن من خدمات اجتماعية وامتيازات متعددة. واكد أن ليس هناك تعارضا بين ما يريده المسلمون وما يطبق من قوانين، دون أن ينكر تعرضهم للعنصرية.

وتحدث فرانسيسكو زانيني، أستاذ في المدرسة البابوية للدراسات العربية والإسلامية بروما، عن «عدم تجانس المجموعات الإسلامية» في إيطاليا، دون أن ينكر فاعليتها في المجتمع الإيطالي رغم تنوع المشارب طالما أن «الإسلام هو الرابط الذي يجمعها». وأكد ضمان الدستور الإيطالي، لحرية المعتقد «رغم فصل إيطاليا الدين عن الدولة، الذي لم يمنع الثقل والوزن الكبير للدين بها». ولم ينكر بعض المتدخلين في الندوة، وجود تخوف أوربي من الإسلام خاصة في ظل التصورات الجاهزة عن المسلمين، بل سرعان ما يتحول ذلك إلى عداء حين حدوث بعض الأعمال الإرهابية، لكنهم لم ينفوا وجود تفتح وانفتاح وتوجه، نحو تقاسم مجموعة من المبادرات كالمساعدة على بناء المساجد وكراء الأراضي وتأسيس الكنائس لجذا للحوار مع المسلمين.

وأكد البزمي ان الدول الأوربية عليها ان تتفاعل مع الإسلام كضيف جديد قديم استقر بها، في مقابل السعي لإقامة الإسلام مع وضع جديد بتلك الدول، داعيا الأطر المسلمة والأوربية إلى فتح قنوات الحوار والتواصل وتبادل التجارب، إذ «يمكن في بلجيكا، الاستفادة من مجلس الجالية المسلمة بفرنسا والعكس صحيح»، وأكد أن الاندماج يتطلب وقتا وجهودا ونيات حسنة من قبل كل الجهات.

حميد الأبيض (فاس)

قانونية الإسلام في أوربا.. ندوة بالمغرب

حميد الأبيض / 18-03-2009

جانب من المؤتمر

أكد خبراء قانون ورجال سياسة ودين مغاربة وأوروبيون أن الإسلام مكون أساسي في الحياة الدينية بالقارة الأوروبية، و"يشهد تطورا من شأنه إغناء التعدد الاجتماعي في بلدان استقبال المهاجرين المسلمين".

جاء ذلك في ندوة دولية حول "الوضع القانوني للإسلام في أوروبا" نُظمت بمدينة فاس المغربية نظمها مجلس الجالية المغربية في الخارج على مدى يومي 14 و15 مارس 2009م.

واعترف المشاركون بوجود مشاكل تعوق ترجمة شعار حرية المعتقد الديني واقعًا، خاصة بالنسبة للمسلمين المقيمين في الدول العلمانية، برغم هامش "الحرية الضيق" المتاح لهم لإقامة شعائرهم الدينية، داعين إلى "توفير الإرادة السياسية اللازمة لإنشاء الإطار الرسمي للدين الإسلامي، والاعتراف القانوني به، وإنشاء نظام للتعليم الديني وأماكن العبادة وضمان حرية التعبد دون تضييق".

وانعقدت الندوة في أربع جلسات على مدار يومين، تم خلالها مناقشة عدة محاور منها "التشريعات الأوروبية والحرية الدينية"، و"التشريعات الأوروبية وخصوصيات الديانة الإسلامية"، و"المقاربات التشريعية للشأن الديني في أوروبا"، و"عرض التجارب المتعلقة بتنظيم الدين الإسلامي في أوروبا".

وفي كلمته في افتتاح الندوة أكد إدريس اليزمي رئيس مجلس الجالية المغربية بالخارج أن "اندماج الجالية المسلمة في أوروبا، مسلسل لا رجعة فيه"، نافيا وجود مد شيعي وسط الجالية المسلمة، بل "ثمة تعدد في الخطاب الديني في أوساط الجالية، التي يجب تعميق البحث في العديد من القضايا التي تهمها، ومعرفة القوانين المؤطرة للشأن الديني بالدول الأوروبية المفروض أن تسهل إدماج المسلمين فيها..".

وأكد اليزمي أن الدول الأوروبية عليها أن تتأقلم مع الإسلام كضيف جديد قديم استقر بها، في مقابل السعي لأقلمة الإسلام مع وضع جديد بتلك الدول، داعيا إلى فتح قنوات الحوار والتواصل وتبادل التجارب؛ إذ "يمكن في بلجيكا، الاستفادة من مجلس الجالية المسلمة بفرنسا والعكس صحيح"، مؤكدا أن الاندماج يتطلب وقتا وجهودا ونيات حسنة من قبل كل الجهات.

إسلام أوروبي

واعترف المشاركون في هذه الندوة، بحضور لمسلمين ودورهم الفعال في المجتمعات الأوروبية، برغم تباين واختلاف أعدادهم وحقوقهم المضمونة في كل دولة، مؤكدين لزوم الحوار والتعايش المشترك بينهم وبين تلك الدول ومختلف الديانات، بما يكفل "الانخراط الإيجابي والفعال في المشهد الديمقراطي الأوروبي المحتاج إلى إشراك كل مكوناته ومختلف الأقليات داخله".

روابط أخرى
- الهوية الإسلامية في أوربا
- خريطة المسلمين وحياتهم في أوربا
- معركة "بواتيه" الثانية لطرد الإسلام من أوربا

اشتراكات
اشتراكات الـ RSS وبرامج قراءة الأخبار

جانب من المؤتمر

وقال فيليس داسيتو أستاذ بدرجة استحقاق في جامعة لوفان لانوف البلجيكية: إن تكوين الأجيال المسلمة المستقبلية "يمثل أكبر تحدٍّ قد يواجهه الإسلام في أوروبا"، داعيا المسلمين في هذا القارة إلى "بناء أنفسهم وتغيير نظرتهم إلى الدولة الأوروبية، وأن يساعدوا على ظهور "إسلام أوروبي" بدلا من أن يحذوا حذو تركيا المصدرة لنموذجها إلى أوروبا، وما أظن أن ذلك ممكن".

وتحدث عن وضع مريح نسبيًّا للمسلمين في أوروبا، بالنظر إلى توفر "البنى التحتية الدينية الضرورية"، موضحا أن الإسلام "حقيقة قائمة في أوروبا التي تعترف بالحضور الإسلامي من صقلية إلى القطب الشمالي"؛ لذلك فهو يدعو المسلمين إلى "التكيف" مع أوروبا بمقابل دعوته الدول الأوروبية لتغيير نظرتها إلى المسلمين والشروع في "نقل الشعلة إلى جيل الغد".

وتحدث ماتياس روهي رجل قانون بجامعة نورمبرغ الألمانية، عن تنسيق بين دول الاتحاد الأوروبي لتنظيم المجموعات والأقليات المسلمة والاعتراف بالدور المهم الذي تلعبه في المجتمعات الغربية؛ لذلك "علينا أن نبرز هذا الدور في القوانين المنظمة للمجتمع" حسب تعبيره، مؤكدًا أن كل مجموعة دينية لها الحق في ممارسة شعائرها في إطار الحرية واحترام الآخرين.

تطور ملحوظ

ويقر روهي بأن الإسلام يشهد تطورًا مهما في مختلف الدول الأوروبية، بما يضمن إغناء التعدد الاجتماعي فيها، و"يجعل المسلم الجديد أكثر حضورًا واندماجًا في دول المهجر مقارنة مع الأجيال السابقة، بالنظر إلى التجذر المستمر للإسلام في مجتمعات تتسم بالتعدد ومتشبثة بالعلمانية الثقافية الأوروبية، برغم اختلاف العادات الوطنية لكل بلد على حدة.

ويقول روهي: "ليس هناك إسلام واحد، كما أن أوروبا ليست واحدة"، متحدثا عن تعدد الثقافات وتنوع واختلاف كيفية تعاملها مع الإسلام الذي أكد أنه "يعيش تطورًا" في ألمانيا التي يعيش فيها 3.5 ملايين مسلم في الولايات الشمالية خاصة بفرانكفورت، ويمثلون الأتراك والمهاجرين المغاربة والعرب والأفارقة.

وأبرز أن المسلمين في المجتمع الألماني يطالبون بحقوقهم في المواطنة وممارسة دينهم بكل حرية، متحدثا عن شروعهم في تنظيم أنفسهم ووجود "تطور حميد وإيجابي للمجموعات الإسلامية بألمانيا، الواعية بأهمية الأخذ بعين الاعتبار خصوصيات المسلمين المهاجرين المقيمين بها، وترجمة ذلك على أرض الواقع ومستوى القوانين والتشريعات والحرص على تطبيقها واحترامها".

وأشار إلى وجود حوالي 260 مسجدًا صغيرًا بألمانيا و"نسعى إلى إقامة مساجد كبرى في المدن الكبيرة لتسهيل إقامة المسلمين للشعائر"، مؤكدًا وجود مذابح الحلال، ومدارس قرآنية بشكل يؤكد "انفتاح ألمانيا على الحوار والمساواة بين كل الأديان، وضمان حقوق الأقليات مع سعيها لوضع إطار تعليمي للمسلمين، ليكونوا مواطنين ألمانا، بغض النظر عن انتمائهم الديني".

ويبدو أن التجربة البلجيكية في التعامل مع المسلمين، "فريدة من نوعها" حسب ما أكده فيليس داسيتو في مداخلته حول "مأسسة الإسلام في بلجيكا"؛ إذ أكد "أن بلجيكا التي تعرف نفسها بـــ"دولة غير دينية" تمنح العقائد دورًا عموميا وفق قانون 1978 السامح بإقامة بنايات التعبد وتمويل الأنشطة الدينية وأداء أجور مدرسي الكنائس".

واعترف بفشل محاولات مأسسة الإسلام في هذا البلد "البراغماتي" (برأيه) في تعامله مع الإسلام وباقي الديانات، بالنظر إلى اعتبار بلجيكا نفسها "مجرد وسيط بين قوى اجتماعية موجهة من الدولة وهيئات المجتمع المدني بشكل يوفر التوازن الجماعي"، متخذا في ذلك شعار "اتركه يفعل، لكن احرص على توجيهه"، وأبرز أن هذا الوضع طرح لبسًا وتعقيدًا، دون أن ينكر مزاياه.

بين النظرية والتطبيق

أما الأستاذ الجامعي والفاعل الإسلامي بلندن محمد حبيب الرحمن فيقول: "تعرف المجتمعات الأوروبية تنوعا مضطردا وبوتيرة متسارعة تؤثر على مشهدها الديني والثقافي، ويفرض عليها التعامل بالمرونة اللازمة مع الجاليات المسلمة، والتي تبقى بدورها مطالبة بإيجاد أجوبة مناسبة للتجارب المتعددة، برغم انتزاعها مكتسبات "الحرية الفردية في إبداء الرأي والمعتقد والتصرف على أساس ديني أو اقتناع ورأي".

الإنجليزي، متحدثا عن إباحه الاذان وإقامه كل الشعائر الدينيه، والذبح في عيد الاضحى، والسماح للنساء المسلمات بارتداء الحجاب، واستفادتهن من خدمات اجتماعية وامتيازات متعددة، مؤكدا عدم وجود تعارض بين ما يريده المسلمون وما يطبق من قوانين، دون أن ينكر تعرضهم للعنصرية.

وناعيا وجود تفاوت بين النظر والتطبيق قال حبيب الرحمن: "لقد اعترفت العديد من البلدان الأوروبية بالإسلام كدين، إلا أن "جل بنود هذه الاعترافات، ما زالت حبرا على ورق"، مما يستدعي "التفكير في إيجاد حلول لتفعيل ذلك، وتوفير الأطر المناسبة القادرة على الاندماج الإيجابي، وضمان تأطير يوفر للأجيال القادمة إطارًا ملائما للتعايش في بلدان أوروبية".

وتحدث حبيب الرحمن، عن صورة سيئة للإسلام في الدول الأوروبية التي يقدم فيها "كدين عنف"، و"ما جاء به الإسلام والشريعة، ينظر إليه كونه يعود إلى القرون المظلمة"، مشيرا إلى وجود سوء فهم وجهل للشريعة من قبل الأوروبيين؛ لسوء الاستعمال في وسائل الإعلام الغربية خاصة في بريطانيا، مما يحتاج جهودًا من المسلمين لمحو هذه الضبابية بما يعيد للإسلام صورته الحقيقية.

وتحدث فرانسيسكو زانيني أستاذ في المدرسة البابوية للدراسات العربية والإسلامية بروما، عن "عدم تجانس المجموعات الإسلامية في إيطاليا"، دون أن ينكر فاعليتها في المجتمع الإيطالي، برغم تنوع المشارب ما دام "الإسلام هو الرابط الذي يجمعها"، مؤكدا ضمان الدستور الإيطالي لحرية المعتقد "برغم فصل إيطاليا للدين عن الدولة، الذي لم يمنع الثقل والوزن الكبير للدين بها".

وأكد وجود تنسيق بين الهيئات الحكومية حتى "تكون ممارسة الشعائر الدينية في إطار احترام القانون"، مؤكدًا أن مؤسسة "إنتيزا" تهتم بتنظيم العلاقة بين أجهزة الحكومة ورجال الدين، و"تعطي الحق لمختلف الأقليات لممارسة الدين الذي تختاره".

وتأسف زانيني لعدم تحقيق إنجازات في المجال "لكون الموضوع حساس وشائك، يتطلب دراسة واعتماد مبادئ الشريعة وإدماجها في الدستور الإيطالي".

تجارب مختلفة

استعرض المحور الرابع من هذه الندوة المنعقد في جلستين، عدة تجارب متعلقة بتنظيم الدين الإسلامي في أوروبا خاصة في بلجيكا وإسبانيا وفرنسا وألمانيا والمملكة المتحدة، إذ أجمع المشاركون على وجود هياكل تنظيمية ومبادرات لتدبير شئون المسلمين، وضمان حقهم في المواطنة وممارسة شعائرهم الدينية، لكن بهامش حرية اعترفوا بتفاوته من دولة إلى أخرى بالنظر إلى درجة علمانيتها.

وتحدث ماسيمو فاري نائب سابق في المحكمة الدستورية الإيطالية، عن تكريس ميثاق ستراسبورغ لمبادئ العدل واحترام معتقدات الأفراد وكرامة الإنسان، كما الشأن بالنسبة للميثاق الأوروبي والدستور الإيطالي، المكرسين لحرية المعتقد وممارسة الشعائر، داعيا إلى وجوب الحوار بين المؤسسات والمهاجرين المسلمين.

وأوضح أن المشرع الإيطالي أخذ بعين الاعتبار احترام الحرية الفردية والتضامن وحرية التعبير والمعتقد، متحدثًا عن أن بعض النصوص القانونية ترسخ المساواة بين المواطنين داخل الاتحاد الأوروبي، والذي تضمن التشريعات الإدارية والقانونية لكثير من دوله، "ضمان حقوق المهاجرين المسلمين وتحسين ظروف إقامتهم في القارة العجوز" حسب تعبيره!

أما فرانسيس مسنير مدير البحث في المركز الوطني للبحث العلمي بستراسبورغ، فسرد نماذج من التنظيم القانوني المحترم للديانات خاصة في ألمانيا، مؤكدًا أن "النظام الأوروبي على خلاف نظيره الأمريكي، مثال جيد لاحترام الديانات".

وشدد مسنير على أن اندماج المجموعات المسلمة "نقاط إيجابية في عدة دول"، متحدثا عن فيدراليتين للمسلمين في إسبانيا لكل واحدة منهما تصورها الخاص للعمل.

توحيد التشريعات

اعتبر ستيفان بابي باحث مساهم في المركز الوطني للبحث العلمي، أن 14 مليون مسلم في أوروبا، خاصة في ألمانيا وبلجيكا وفرنسا التي يشكل فيها المسلمون نسبة مهمة، رقم كبير، خاصة أن غالبيتهم ينتمون إلى مستعمرات أوروبية سابقة، مؤكدا أن المهاجرين المسلمين "يجب أن تصان حقوقهم الدينية بعيدًا عن كل تضييق أو عنصرية، وفي ظل إشراف عام ودعم رسمي".

وأبرز في مداخلته حول توحيد التشريعات على المستوى الأوروبي، أن قوانين الدول الأوروبية تعترف بالأديان وتحترم معتقدات الأفراد وممارستهم لها، برغم ما يمكن أن يلاحظ من تفاوت في المجال بينها.

وأكد أن حق الممارسة الدينية، مضمون في كل الدول، نافيا وجود تمييز على أساسها أو قانون أوروبي شامل ينظم العلاقة بين المؤسسات والمهاجرين المسلمين.

وأكد خوسي مانويل رودريكو المتحدث نيابة عن خوسي ماريا كونتريراس المدير العام للعلاقات مع الأديان بوزارة العدل الإسبانية، أن احترام حرية الأديان مضمون في القانون الإسباني منذ ظهور قانون الحرية الدينية في 1966، متحدثا عن تطور في الإطار القانوني لتأسيس الجمعيات الإسلامية بهذا البلد، التي يزداد عددها بنظره بـ"شكل مضطرد".

ولم يتقبل لورون توفي مدير الحريات العامة والشئون القانونية في وزارة الداخلية الفرنسية، نعت بلده بالدولة الأوروبية الأكثر علمانية، مؤكدا أن "الحرية والعلمانية تتطلبان حياد الدولة والعاملين فيها".

وأبرز أن "العبادة حرية للأفراد والمجموعة"، ساردا مجموعة من القوانين والتشريعات الفرنسية الضامنة لهذا الحق منذ تنظيم نابليون للعبادات واعترافه باستقلالية الديانات.

صحفي مغربي